



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

REPUBLIQUE DU SENEGAL

AUTORITE DE REGULATION DES MARCHES PUBLICS (ARMP)

PHARMACIE NATIONALE D'APPROVISIONNEMENT (PNA)

REVUE INDEPENDANTE DE LA CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES AU TITRE DE LA GESTION 2012

RAPPORT FINAL

(juillet 2014)



Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 21 juillet 2014

**Monsieur le Directeur Général de l'Autorité de
Régulation des Marchés Publics (ARMP)
Rue Alpha Hachamiyou Tall Angle Kléber
Dakar**

Monsieur le Directeur Général,

Conformément à la mission que vous nous avez confiée, nous avons procédé à la vérification des processus de passation, d'exécution, de suivi administratif, financier, technique et de contrôle des marchés conclus par la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA) pour la période allant du 1^{er} janvier au 31 décembre 2012.

Il s'agit, dans le cadre de cette mission, de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics afin d'exprimer une opinion motivée sur l'adéquation des procédures de passation des marchés et de gestion des contrats conclus par la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA) avec les dispositions dudit code.

Notre examen effectué conformément aux normes d'audit généralement admises sur le plan international (normes IASB) a comporté les sondages et autres procédés de vérification que nous avons jugés nécessaires en la circonstance.

Ces normes requièrent la mise en œuvre de diligences permettant d'obtenir l'assurance raisonnable que :

- les marchés attribués au cours de la période sous revue ont été passés de manière transparente et régulière conformément aux dispositions du Code des Marchés Publics et que la mise en œuvre de ces procédures ne comporte pas d'anomalies significatives ;
- que l'exécution financière est effectuée conformément aux dispositions contractuelles et à la réglementation en vigueur ;
- que les procédures de contrôle de la matérialité des transactions sont adéquates et permettent de s'assurer de la réalisation des marchés conformément aux prescriptions techniques et aux normes prévues.

Ces travaux appellent de notre part les exceptions ci – après :

1. Réserves

- a) la Commission des Marchés qui a siégé pour statuer sur certains marchés était présidée par le Chef du Service Administratif et Financier qui n'est pas habilité à assurer la présidence d'une telle commission au regard des dispositions de l'article 2.d) de l'arrêté 12 786 du Ministre de l'Economie et des Finances en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36.1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics. Cette non-conformité a été corrigée par la note de service N° 475 du 9 mars 2012.
- b) en date du 30 août 2012, la DCMP, faisant suite à une demande d'autorisation de la PNA de passer un marché par entente directe pour **l'acquisition de vaccins et de sérums antirabiques**, a refusé ladite demande fondée sur l'article 76.2.b) relatif à l'urgence impérieuse et a autorisé la PNA à lancer une procédure d'achat par appel d'offres restreint en invoquant des circonstances particulières qui s'attachent à l'exécution des prestations envisagées. Pour être plus précise, la DCMP aurait dû indiquer dans sa lettre que ce sont les dispositions de l'article 73.2. a) du CMP relatif aux circonstances particulières nécessitant une action rapide de l'autorité contractante afin de prévenir un danger qui s'appliquent.

L'examen du procès verbal d'ouverture des plis a permis de constater que la Commission des Marchés a opéré comme si le marché avait fait l'objet d'un allotissement alors qu'au vu du contenu du DAO et de la lettre d'invitation à soumissionner, il s'agit d'un lot unique ; la détermination du montant de la garantie de soumission conforte cette appréciation qu'il s'agit bien d'un seul et unique lot. Il s'agit d'une entorse aux règles d'ouverture des plis car l'allotissement d'un marché se fait ex- ante au moment de la préparation du dossier d'appel à la concurrence et non à l'ouverture des plis au vu de la configuration des offres. Il convient également de noter que le montant de la garantie de soumission présentée par SANOFI est inférieur au montant requis dans le Dossier d'Appel à la Concurrence ; en conséquence, son offre n'aurait pas dû être acceptée pour examen détaillé. Par ailleurs, la garantie de bonne exécution fournie par SANOFI ne prend pas en compte une disposition du modèle de garantie préconisé dans le DAO qui stipule que « sur demande de l'autorité contractante formulée avant l'expiration de cette garantie, le garant prorogera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas six mois ou un an. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois ». Cette disposition des dossiers-types est invoquée à dessein pour relever son caractère illégal car, l'Autorité Contractante doit bien se limiter à demander à l'attributaire de faire proroger la GBE en cas de besoin ; elle ne peut qu'appeler la garantie dans les conditions prévues par le DAC mais n'a pas le droit de donner des instructions au Garant pour solliciter une prorogation de la durée de la garantie de bonne exécution.

La lettre transmise par l'Institut Pasteur de Dakar le 7 novembre 2012 précisant qu'il ne distribue pas de vaccins antirabiques un jour après la réception de l'invitation à soumissionner du 6 novembre 2012 aurait dû conduire la PNA à élargir sa liste

restreinte pour être en conformité avec les dispositions de l'article 74.1 du CMP qui dispose qu'il faut au moins trois candidats de manière à assurer une concurrence réelle, l'article 67-5 du CMP vient conforter ces propos en recommandant d'ouvrir un nouveau délai de 15 jours au cas où un minimum de trois plis ne serait pas remis.

Nous avons noté qu'à la première date limite de dépôt des offres du 27 novembre 2012, une seule offre avait été reçue (celle de NOVARTIS) ; l'examen du dossier de marché a permis de constater que deux lettres datées du 27 novembre 2012 portant report de la date limite de dépôt des offres au 14 décembre 2012 ont été adressées à SANOFI PASTEUR et à NOVARTIS qui les ont reçu respectivement le 29 novembre et le 12 décembre 2012. La transmission tardive de la lettre au candidat qui n'avait pas déposé d'offre à l'issue de la première période constitue une rupture dans l'égalité de traitement des candidats. Dans le cas particulier des appels d'offres restreints, il est à notre avis souhaitable que l'Autorité Contractante, préalablement à l'établissement de la liste restreinte, s'assure auprès des candidats pressentis qu'ils déposeront bien une offre au cas où ils seraient consultés dans le cadre de la procédure envisagée d'appel d'offres restreint. Ceci éviterait de se placer dans une situation d'entente directe qui ne dit pas son nom.

- c) l'examen de l'Appel d'Offres International relatif à **l'acquisition de médicaments essentiels, de matériels et consommables médico-pharmaceutiques, de réactifs de laboratoires, de vaccins, produits dentaires et médicaments antirétroviraux** a permis d'identifier les non conformités ci-après :
- les DPAO précisent dans ses IC 13-1 qu'un candidat est autorisé à soumettre une offre variante avec ou sans offre de base. Cette clause du DAO n'est pas conforme aux dispositions des articles 59-3 et 62 du CMP aux termes desquels il ne peut y avoir de variante sans offre de base. L'article 59-3 du CMP stipule que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et la moins disante pourra être prise en considération. L'article 62 du CMP vient conforter ce point en précisant qu'une variante ne peut être proposée qu'avec une offre de base. Cependant, nous estimons que même si la réglementation nationale proscriit la proposition de variante sans offre de base, dans le cas spécifique de l'acquisition de médicaments, les textes réglementaires devraient être revus puisqu'il est possible dans ce domaine particulier d'obtenir des médicaments de substitution.
 - l'examen du procès verbal d'évaluation des offres a permis de noter que la présentation ou la non présentation des échantillons n'a pas été prise en compte lors de l'examen préliminaire de certaines offres. Les échantillons n'ont été pris en compte qu'au moment de l'examen des critères de qualification alors qu'ils constituent des critères de jugement des offres ; en effet, la demande d'échantillons a pour objet de juger la valeur technique des offres remises. Cette manière de procéder est une illustration de la confusion faite entre la vérification des critères d'exhaustivité, de recevabilité et de conformité des offres qui est faite en amont et qui permet de

poursuivre la procédure d'examen détaillé avec les seules offres conformes pour l'essentiel et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante. Nous précisons qu'il y'a lieu de faire une distinction entre l'évaluation de l'offre d'une part et la qualification du candidat d'autre part.

- d) l'examen de la procédure d'appel d'offres portant couverture en assurance des risques liés à l'activité a permis d'identifier, parmi les critères de qualification, l'indication par les soumissionnaires de leur marge de solvabilité disponible, de leur marge de solvabilité réglementaire à constituer par la méthode des primes, de leur marge de solvabilité réglementaire à constituer par la méthode des sinistres. Nous notons que ces exigences n'ont pas été appréciées lors de l'évaluation et que leur inclusion dans les DPAO semble abusive car aucune précision n'est donnée sur les modalités d'application et d'appréciation de leurs grandeurs notamment les valeurs de référence par rapport auxquelles elles doivent être appréciées, sur les branches à considérer, vu que l'exigence minimale de marge de solvabilité est déterminée en fonction des branches exercées, sur leurs poids respectifs dans l'évaluation globale de l'offre. L'analyse de l'avis d'appel d'offres a permis de noter que la garantie de soumission a été déterminée globalement alors que l'autorité contractante doit la fixer par lot. Sous ce rapport, nous estimons que la Commission technique d'évaluation n'a pas été cohérente dans ses décisions d'évaluer l'offre d'un candidat pour le lot N° 1 « Assurance Globale Dommages et Responsabilité Civile » et de rejeter l'offre du même candidat pour le lot N° 2 « Assurance Flotte Automobile » au motif que la caution était insuffisante alors que ledit candidat a déposé la même caution (garantie de soumission) et telle que spécifiée dans l'avis d'appel d'offres.
- e) la DRP portant acquisition de fournitures de bureau attribuée à GOUYE TANN SERVICES pour 4 862 190 F CFA a été exécutée comme un marché à commande alors que la PNA n'avait pas requis l'avis de la DCMP. Nous rappelons qu'aux termes de l'article 140.1 du CMP, la DCMP émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation sur les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles quel que soit le montant. Il s'y ajoute que l'examen des offres des soumissionnaires a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs.
- f) l'examen de la DRP portant sélection d'un prestataire pour l'entretien du matériel de climatisation et des chambres froides au Siège de la PNA a permis de constater une entorse au principe d'intangibilité des offres, la soumission d'un candidat ayant été ajustée pour tenir compte d'une omission dans la cotation de certains articles. Au regard de la consistance des omissions, l'offre du candidat SOGEF finalement déclaré attributaire n'aurait pas dû être admise pour examen détaillé car, d'après le rapport d'évaluation, elle ne comportait pas de prix pour les trois (3) chambres froides positives avec un moteur. Sous ce rapport, il faut préciser que l'offre de SOGEF ne donnait aucune précision sur la nature des chambres froides couvertes par son offre (la requête de la PNA portait sur 3 chambres froides positives avec un moteur, 3 autres chambres froides positives avec deux moteurs et une chambre froide négative), c'est la Commission des Marchés qui a décidé que l'offre portait sur un moteur avant de

demander la confirmation au soumissionnaire, ce que ce dernier a fait dans un courrier intitulé « un avis rectificatif de DRP » par lequel il transmettait l'offre rectifiée. . Nonobstant ce constat, la Commission des Marchés a considéré, à notre avis à tort, que toutes les offres étaient exhaustives, conformes et admises pour examen détaillé ; elle a par ailleurs permis à un candidat de soumettre une offre rectificative en violation du CMP.

- g) L'examen de la DRP portant acquisition de cadeaux de Noël aux enfants du personnel attribué à NAGI HOBALLAH pour 9 462 000 F CFA a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs en violation du principe de transparence des procédures de passation de marchés.
- h) Tel que libellé, le titre de la DRP portant acquisition de licences du logiciel KASPERSKY constitue une violation du principe de libre accès à la commande publique car la PNA impose déjà un éditeur de logiciel précis alors que qu'elle doit chercher un logiciel répondant à un cahier des charges fonctionnel et explorer toutes les solutions possibles.. L'argument invoqué par la PNA pour justifier ce choix qui viserait à mettre à jour des logiciels déjà installés ne résiste pas à l'analyse. Quand il s'agit d'acquérir des versions améliorées d'applications déjà installées un cahier des charges fonctionnel est à faire qui donne toutes les indications utiles sur l'existant et sur les évolutions souhaitées. L'appréciation se fait alors au regard du maintien ou de la modification de l'architecture des bases et de l'éventuelle élaboration de passerelles pour la migration des données au cas où l'architecture des bases serait modifiée. La manière de procéder de la PNA aboutit à sélectionner un distributeur puisque l'éditeur de logiciel avait déjà été choisi d'avance.

2. Limitations à l'étendue de nos travaux et autres domaines d'incertitude subsistants à l'issue de nos travaux

- a) le rapport annuel élaboré par la Cellule de Passation des Marchés pour se conformer aux dispositions de l'article 142 du CMP est réduit à un tableau récapitulatif des marchés passés au cours de l'exercice 2012. Même si le format préconisé par la DCMP a été respecté, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un document sommaire qui ne retrace pas la vie de la Commission des Marchés au cours de la Gestion sous revue. Le rapport annuel gagnerait à être mieux structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours gracieux, recours au niveau du CRD, recours contentieux à la Cour Suprême), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées, les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes ... Il s'agit pour la Cellule de Passation des Marchés d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la

DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés ;

- b) plusieurs contrats n'ont pas été soumis, par leurs titulaires, à la formalité de l'enregistrement pour se conformer aux dispositions de l'article 424 du Code Général des Impôts ; l'enregistrement, même Gratuit des contrats est une formalité à laquelle les contribuables sont astreints.
- c) des incohérences ont été notées dans le contenu des lettres d'information adressées aux candidats non retenus à l'issue de l'évaluation des offres d'une Compagnie d'Assurance. En effet, il est indiqué aux candidats évincés que leurs offres n'ont pas été retenues et plus loin, la PNA les invite à constituer leurs garanties de bonne exécution et que la notification définitive constituera le point de départ des délais contractuels. Une lecture attentive des courriers permettrait de se prémunir contre ces anomalies qui peuvent être sujettes à interprétations et engendrer des litiges ;
- d) nous avons noté pour la DRP relative à l'acquisition de fournitures de bureau et de consommables bureautiques attribuée à Office Consommables pour 12 619 510 F CFA, que les lettres d'information des soumissionnaires non retenus ne figurent pas dans le dossier de marché qui nous a été transmis. Nous rappelons qu'il s'agit d'une formalité à laquelle la PNA doit se conformer, qui est essentielle pour l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence mais aussi, parce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel contre la procédure ou contre le marché. L'examen des offres a permis d'identifier des signes de collusion entre fournisseurs.

A notre avis, à l'exception des points évoqués ci – avant, les procédures de passation et d'exécution des marchés sont conformes aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence édictés par le CMP.

SOMMAIRE

	Pages
Lexique des abréviations et sigles	9
1 Synthèse des non conformités et des recommandations	10
1.1 Synthèse des non conformités sur la passation des marchés	11
1.2 Synthèse des non conformités sur l'exécution financière et recommandations	34
1.3 Synthèse des non conformités sur l'exécution physique et recommandations	36
1.4 Tableau de synthèse des violations des textes législatifs et réglementaires	38
2 Contexte de l'intervention et objectifs de la mission	46
2.1 Présentation de la PNA	47
2.2 Contexte de l'intervention	48
2.3 Objectifs de la mission	49
2.3.1 Objectifs généraux	49
2.3.2 Objectifs spécifiques	49
2.3.3 Etendue des travaux à effectuer	50
2.3.4 Rapports émis au terme de la mission	52
3 Approche méthodologique	53
3.1 Revue approfondie des textes de référence	54
3.2 Analyse de l'organisation et de l'environnement de la passation des marchés	56
3.3 Vérification des différentes étapes de la passation des marchés	57
3.3.1 Audit de la préparation des marchés	58
3.3.2 Audit de la gestion de l'attribution	59
3.3.3 Audit de la gestion de l'exécution des marchés dans ses aspects administratifs, financiers et physiques	60
4 Résultats des travaux	61
4.1 Revue du cadre institutionnel et de l'environnement de la passation des marchés	62
4.1.1 Commission des marchés	62
4.1.2 Cellule de passation des marchés	62
4.1.3 Charte de Transparence et d'éthique en matière de passation des marchés	63
4.1.4 Documents de programmation de la passation des marchés	63
4.1.4.1 Plan de passation des marchés	63
4.1.4.2 Avis général de passation des marchés	63
4.1.5 Rappel des seuils applicables à la PNA	64
4.2 Examen des marchés	65
4.2.1 Périmètre couvert par nos travaux	65
4.2.2 Marchés conclus par Appel d'Offres Ouvert	67
4.2.3 Marchés conclus par Appel d'Offres Restreint	79
4.2.4 Marchés conclus par Demande de Renseignements et de Prix	85

Liste des abréviations et sigles

AOO	Appel d'Offres Ouvert
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BTP	Bâtiments et Travaux Publics
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés publics
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d'Appel à la Concurrence
DAF	Direction Administrative et Financière
DAGE	Direction de l'Administration Générale et de l'Equipeement
DAO	Dossier d'Appel d'Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DP	Demande de Propositions
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
HT	Hors Taxes
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
PM	Premier Ministre
PNA	Pharmacie Nationale d'Approvisionnement
PPM	Plan de Passation des Marchés
PV	Procès Verbal
TTC	Toutes Taxes Comprises
TVA	Taxe sur la Valeur Ajoutée
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

SECTION 1
SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

1.1 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

1.1 TABLEAUX DE SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET DES RECOMMANDATIONS

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR LA PASSATION DES MARCHES

AOI N° 11/2011 Fourniture de médicaments essentiels, matériels et consommables médico pharmaceutiques, réactifs de laboratoire, vaccins, produits dentaires et médicaments antirétroviraux attribué à plusieurs entreprises

La Commission des Marchés qui a siégé pour statuer sur ce marché est présidée par le Chef du Service Administratif et Financier qui n'est pas habilité à assurer la présidence d'une telle commission au regard des dispositions de l'article 2.d) de l'arrêté 12 786 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36.1 du CMP.

Il est indiqué dans les DPAO notamment à l'IC 13-1, qu'un candidat est autorisé à soumettre une offre variante avec ou sans offre de base. Cette clause du DAO n'est pas conforme aux dispositions des articles 59-3 et 62 du CMP car il ne peut y avoir de variante sans offre de base. L'article 59-3 du CMP stipule par ailleurs que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et la moins disante pourra être prise en considération. L'article 62 du CMP vient préciser ce point en disposant qu'une variante ne peut être proposée qu'avec une offre de base.

Même si la réglementation nationale proscrit la proposition de variante sans offre de base, dans le cas spécifique de l'acquisition de médicaments, les textes réglementaires devraient être revus puisqu'il est possible dans le domaine médical d'obtenir des médicaments de substitution.

Ensuite, l'envoi d'échantillons était déterminé comme un critère de sélection ; ainsi, la non présentation d'échantillons constitue un motif de rejet de l'offre. Néanmoins, sur plusieurs articles, la commission d'évaluation a procédé à l'examen préliminaire des offres sans prendre compte de ce critère qui constitue un critère important de jugement des offres et est passée par la suite à l'examen des critères de qualification pour l'ensemble des soumissionnaires dont les offres ont été considérées comme conformes.

L'examen du rapport d'évaluation a par ailleurs permis de noter que l'offre de LAFRAN a été déclarée recevable, conforme et admise à l'examen détaillé alors que le soumissionnaire LAFRAN n'avait soumis aucun échantillon pour l'ensemble des articles. Il s'agit d'une entorse aux dispositions du DAO qui indiquait clairement que l'absence d'échantillon est un motif de rejet des offres et une violation du principe

d'égalité de traitement des candidats.

La mission a noté que le marché attribué à Carrefour Médical et qui a été souscrit le 04 novembre 2011, a fait l'objet d'un avenant en 2012. Même si l'article 25 alinéa 2 du décret 2007 – 545 dispose que les marchés de clientèle ou à commande sont conclus pour une durée égale à un an, renouvelable par avenant, sans pouvoir dépasser deux ans, il n'en demeure pas moins que le montant d'un avenant ne peut excéder 30% du montant du marché de base. Dans le cas d'espèce, le terme « avenant » est inapproprié car il s'agit plutôt d'une reconduction d'un contrat initial dont l'exécution se poursuit au-delà d'une année car prévue dans ledit contrat sous réserve que l'exécution du premier marché soit jugée satisfaisante par l'Autorité Contractante. Les critères d'évaluation de l'exécution satisfaisante du marché initial doivent par conséquent être clairement énoncés dans le contrat et donner lieu à la rédaction d'un procès verbal d'évaluation dûment approuvé. Si cette évaluation juge l'exécution satisfaisante, un avenant peut être signé avec le prestataire pour la continuation de l'exécution du contrat.

Hormis les contrats de Carrefour Médical et Valdafrique, aucun des contrats n'a été soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CGI. Même s'il s'agit de marchés exonérés, l'enregistrement GRATIS doit être effectué.

Les anciens articles 81-3, 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 cités dans l'avis d'attribution doivent être remplacés dans lesdits documents respectivement par les articles 83-3, 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.

Le support de publicité de l'avis d'attribution définitive et les documents liés à l'exécution (bons de commande, bordereaux de livraison, factures définitives) et au règlement (chèque ou virement bancaire) du marché ne sont pas versés au dossier.

AOO Couverture en assurance des risques liés à l'activité en deux lots attribué à : Lot 1 : Askia Assurances pour 7 963 217 F CFA et Lot 2 : 4 610 113 F CFA

La partie III « marché » relative au CCAG et au CCAP ne figure pas dans le DAO ;

Les reçus découlant de l'acquisition du DAO par les entreprises n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis ;

Le délai de préparation des offres est de 29 jours, en violation de l'article 63.2 du CMP qui fixe un délai minimal de 30 jours calendaires pour les appels d'offres au niveau national ; ce petit décalage d'un jour est susceptible d'entraîner l'annulation et la reprise de la procédure ;

L'avis d'appel d'offres renvoie les candidats aux DPAO, pour la prise de connaissance d'une partie des exigences en matière de

qualifications, en violation de l'article 66 du CMP sur les mentions obligatoires à insérer dans ledit avis ; cette information permet également aux candidats potentiels de savoir s'ils sont en mesure de soumissionner au marché ou pas.

La marge de solvabilité est fixée sans aucune précision sur les modalités d'application et d'appréciation de sa grandeur et sur les valeurs de référence par rapport auxquelles elle est appréciée ;

Seule la garantie de soumission de CGA ASSURANCES a été classée dans le dossier qui nous a été remis ;

Aucun justificatif relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats n'a été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;

L'offre du candidat ASKIA n'a pas été évaluée pour le lot 2, pour durée de validité de la caution de soumission non conforme alors que celle-ci est valable, sa durée de validité est de 118 jours ;

L'offre du candidat ASKIA pour le lot 2 n'a pas été évaluée et pourtant la commission technique a procédé à son classement une fois l'évaluation bouclée ;

Les attestations de mainlevée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier ; au regard des dispositions de l'article 83.3 du CMP, la PRM doit aviser les candidats non retenus, leur restituer leurs garanties de soumission et publier un avis d'attribution provisoire ;

Les lettres d'information des candidats NSIA et CGA, du rejet de leurs offres sont incohérentes en ce qu'elles leur réclament des garanties de bonne exécution, alors que ces derniers ont été écartés à l'évaluation pour défaut de garantie de soumission ;

Les lettres d'information de deux des candidats non retenus, du rejet de leurs offres ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;

Le support de publication de l'attribution provisoire, les lettres de notification de l'attribution définitive des marchés, le support de publication de l'attribution définitive, l'attestation d'existence de crédits et les actes d'immatriculation ne figurent pas dans le dossier qui

nous a été remis ;

Le justificatif d'un décaissement relatif à l'Avenant 1072031, ayant pour date d'effet le 01 Mars 2013, d'un montant de **405 408 F CFA TTC** a été classé dans le dossier, mais l'avenant en question n'y a pas été joint ;

Le contrat du lot 2 « Assurance Flotte Automobile » a été enregistré mais il ressort des justificatifs de règlement que la TVA n'a pas été précomptée ;

Les justificatifs d'exécution et de règlement des factures du marché relatif au lot 1 n'ont pas été joints au dossier ;

Les attestations d'assurances automobiles versées au dossier sont relatives à la gestion 2013.

AO N° S-SAF-010/2012 Nettoyement des locaux et enlèvement des ordures au siège de la PNA attribué à Autoland pour 7 120 000 F CFA

Deux (02) contrats portant les mêmes dates de souscription, d'approbation ont été enregistrés pour une même prestation avec des montants différents (8 544 000 F CFA TTC et 7 120 000 F CFA TTC). Les pages d'enregistrement et de signatures des deux (02) contrats sont identiques. Les deux lettres de soumission datées du 25 janvier 2012 proposent une offre mensuelle de 603 390 F CFA HT, TVA 108 610 F CFA, soit 712 000 F CFA TTC/mois, ce qui fait un total de 7 120 000 F CFA TTC pour la période de mars à décembre 2012 alors que dans le procès-verbal d'attribution provisoire, la commission des marchés avait fait une proposition d'un (01) an. L'attributaire n'a fourni que les états financiers de 2010 alors que les trois derniers exercices étaient bien demandés. AUTOLAND, dans sa lettre réponse du 25 septembre 2012, souhaite avoir un avenant de 25% pour renforcer son effectif et la permanence au niveau de la PNA comme le souhaite la Directrice de la PNA. Nous n'avons pas la lettre de la Directrice de la PNA demandant le renforcement de l'effectif.

Un avenant N°1 a été signé le 02 novembre 2012 suite à l'augmentation de la quantité des prestations fournies et l'affectation de deux agents supplémentaires sur le site du siège de la PNA par AUTOLAND. Le montant total du marché et de l'avenant s'établit comme suit :

Mt du marché initial 8 544 000 F CFA montant de l'avenant 406 857 F CFA

8 950 857 F CFA

Un deuxième avenant signé le 28 décembre 2013 suite à la prolongation de deux (02) mois de la durée du contrat initial qui prend fin le 31 décembre 2012 et calculé sur le montant du marché initial qui est de 7 120 000 F CFA TTC alors que la proposition de la commission des

marchés avait proposé pour un montant de 8 544 000 F CFA .

Mt du marché initial 7 120 000 F CFA

montant de l'avenant 1 406 857 F CFA

montant de l'avenant 2 1 830 857 F CFA

9 357 714 F CFA

Il y a une incohérence sur les montants des contrats pour les travaux de nettoyage.

AOR Acquisition de vaccins et sérums antirabiques attribué à Sanofi Pasteur pour 23 236 621 F CFA

Dans la lettre d'invitation adressée aux prestataires short-listés, il est précisé que ce marché est passé par appel d'offres national restreint alors que deux des trois candidats pressentis sont basés en France et que le délai également a été fixé à 21 jours, délai requis pour un AOR international, contrairement au délai de 10 jours qui est applicable à l'appel d'offres restreint national. L'intitulé du marché prête à confusion car il s'agit bien d'un appel d'offres international restreint.

Le procès verbal de carence dressé au terme de la date limite de dépôt des offres ne donne pas d'indication sur l'identité de l'unique candidat ayant déposé une offre ; il se limite à signaler qu'une seule offre a été reçue. Pour la bonne information de tous les acteurs, il est important d'indiquer de manière précise l'identité du soumissionnaire dans le procès verbal. Ledit soumissionnaire est destinataire du procès verbal d'ouverture et le dossier qui nous a été transmis ne comprend pas de document attestant la transmission effective dudit procès verbal d'ouverture au soumissionnaire en violation des dispositions de l'article 67-4 du CMP.

En date du 30 août 2012, la DCMP, faisant suite à une demande d'autorisation de la PNA de passer un marché par entente directe pour l'acquisition de vaccins et de sérums antirabiques, a refusé ladite demande fondée sur l'article 76.2.b) relatif à l'urgence impérieuse et a par ailleurs autorisé la PNA à lancer une procédure d'achat par appel d'offres restreint en invoquant des circonstances particulières qui s'attachent à l'exécution des prestations envisagées. Nous estimons que la DCMP aurait dû préciser dans sa lettre que ce sont les dispositions de l'article 73 .2. a) du CMP relatif aux circonstances particulières nécessitant une action rapide de l'autorité contractante afin de prévenir un danger qui s'appliquent.

L'examen du procès verbal d'ouverture des plis a permis de constater que la Commission des Marchés a opéré comme si le marché avait fait l'objet d'un allotissement alors qu'au vu du contenu du DAO et de la lettre d'invitation à soumissionner, il s'agit d'un marché à lot unique ; la détermination du montant de la garantie de soumission renforce cette appréciation à savoir qu'il s'agit bien d'un seul et unique lot. En procédant de la sorte, la Commission des Marchés fait une entorse aux règles d'ouverture des plis car l'allotissement d'un marché se fait ex-ante au moment de la préparation du dossier d'appel à la concurrence et non à l'ouverture des plis au vu de la configuration des offres.

En effet, SANOFI PASTEUR qui est l'unique soumissionnaire, n'a proposé que des vaccins qui ont été considérés comme un lot accompagné d'une garantie de soumission de 1 062,72 euros soit 697 099 F CFA alors qu'une garantie de soumission de 1 000 000 F CFA avait été requise pour l'ensemble du marché (vaccins et sérums). Les garanties émises pour un montant inférieur à celui indiqué dans les IS ou pour une période plus courte que celle qui est stipulée dans ces mêmes instructions ne sont pas acceptables et doivent entraîner le rejet de l'offre.

La lettre transmise par l'Institut Pasteur de Dakar le 7 novembre 2012 précisant qu'il ne distribue pas de vaccins antirabiques un jour après la réception de l'invitation à soumissionner du 6 novembre 2012 aurait dû conduire la PNA à élargir sa liste restreinte pour être en conformité avec les dispositions de l'article 74.1 du CMP qui dispose qu'il faut au moins trois candidats de manière à assurer une concurrence réelle, il en est de même de l'article 67-5 du CMP qui stipule « lorsqu'un minimum de trois plis n'a pas été remis aux date et heure limites de réception des offres, l'AC ouvre un nouveau délai qui ne peut être inférieur à 15 jours ouvrables ».

L'examen du dossier de marché a permis de constater que deux lettres datées du 27 novembre 2012 portant report de la date limite de dépôt des offres au 14 décembre 2012 ont été adressées à SANOFI PASTEUR et à NOVARTIS qui les ont reçues respectivement le 29 novembre et le 12 décembre 2012. La transmission tardive de la lettre au candidat NOVARTIS qui n'avait pas déposé d'offre à l'issue de la première période constitue une rupture dans l'égalité de traitement des candidats.

Le rapport d'évaluation ne matérialise pas la vérification ex-post des critères de qualification mentionnés dans le DAO notamment la production des états financiers certifiés de 2008, 2009 et 2010, la réalisation d'un marché similaire...

La garantie de bonne exécution constituée par SANOFI ne prend pas en compte une disposition importante du modèle de garantie de bonne exécution du DAO stipulant que « Sur demande écrite de l'autorité contractante formulée avant l'expiration de cette garantie, le garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois ».

Il s'y ajoute que la lettre de notification d'attribution demande à l'attributaire de fournir la garantie de bonne exécution dans les 28 jours conformément au CCAG alors que le point 17.1 du CCAG précise que c'est plutôt dans les 14 jours suivant la réception de la notification d'attribution du marché que le titulaire fournira une garantie au titre de la bonne exécution du Marché, pour le montant spécifié dans le CCAP.

De plus, le point 42 des instructions aux candidats dans ses alinéas 42.1 et 42.2 stipule que « dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification par l'autorité contractante de l'attribution du marché, le candidat retenu fournira la garantie de bonne exécution conformément au CCAG, en utilisant le Formulaire de garantie de bonne exécution annexé au DAO.

Le défaut de soumission par le candidat retenu, de la garantie de bonne exécution, susmentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas le Formulaire de Marché, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du marché et de saisie de la garantie de soumission, auquel cas l'autorité contractante pourra attribuer le marché au candidat dont l'offre est jugée substantiellement conforme au DAO et classée la deuxième moins disante et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. »

Le marché a été notifié à l'attributaire le 15 février 2013 alors que la garantie de bonne exécution n'a été constituée que le 25 mars 2013. Il s'est donc écoulé 38 jours avant que l'attributaire du marché ne transmette l'attestation de garantie de bonne exécution.

En conclusion, à l'expiration du délai de 14 jours fixés à compter de la notification du marché par le CCAG et les IC, la garantie de bonne exécution n'étant pas constituée par le titulaire du marché, ce dernier aurait dû être annulé et la garantie de soumission saisie.

Le marché n'a pas été soumis aux formalités d'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CGI. Même s'il s'agit d'un marché exonéré, l'enregistrement GRATIS doit être effectué.

La fiche d'immatriculation qui nous a été transmise ne porte pas la date de notification du marché. La mention de cette date est importante car elle marque le début du décompte des délais d'exécution, le marché ne produisant d'effets à l'égard de son titulaire qu'à compter de sa notification (article 85 du CMP).

Les documents relatifs à l'exécution (bon de commande, bordereau de livraison ou PV de réception, facture définitive...) et au règlement (chèque ou virement bancaire) du marché n'ont pas été joints au dossier.

DRP Supports de communication attribuée à AD Services pour le Lot 3 : 2 950 0000 F CFA, Lot 5 : 442 500 F CFA, Lot 7 : 442 500 F CFA et Lot 8 : 442 500 F CFA, à MBC pour le Lot 1 : 3 304 000 F CFA, Lot 2 : 1 652 000 F CFA, Lot 4 : 1 327 000 F CFA et Lot 6 : 885 000 F CFA, et à Mora Multiservices pour le Lot 9 : 212 400 F CFA

L'offre du soumissionnaire MORA MULTI SERVICES, initialement rejetée pour non production des échantillons exigés dans le cahier des charges a finalement été retenue pour suppléer à la défaillance de l'attributaire du lot N° 9 HANN SARL qui s'est désisté. Nous notons sous ce rapport qu'aucune information relative à la présentation ex-post desdits échantillons ne figure dans le dossier de marché. Il s'agit d'une information complémentaire que la Commission des Marchés aurait dû demander pendant la période d'évaluation dès lors que le DAO n'a pas prévu le rejet des offres non accompagnées d'échantillons. L'examen du rapport d'évaluation nous a permis de constater que la société BOGO NEG a été déclarée non recevable car n'ayant pas fourni un quitus fiscal valide. La Commission des Marchés avait fixé un délai de 3 jours à compter de l'ouverture des plis pour la régularisation des pièces administratives manquantes. Nous rappelons pour mémoire que les personnes, qui, à défaut de paiement au 31 décembre de l'année précédant l'avis d'appel à la concurrence les soumissionnaires peuvent les compléter jusqu'à l'attribution provisoire (article 44 du CMP), attribution qui doit être faite dans les 15 jours qui suivent l'ouverture des plis conformément à l'article 70 du CMP, l'attribution du marché a eu lieu le 25 juin 2012.

Il s'y ajoute que dans le tableau de vérification des pièces administratives du procès verbal d'ouverture des plis, la commission des marchés s'est contentée d'inscrire pour BOGO NEG que le quitus fiscal et l'attestation de l'inspection du travail sont périmées sans préciser les dates respectives de péremption. Notons que la péremption de l'attestation de l'inspection du travail n'avait pas été soulevée dans le rapport d'évaluation, seule celle du quitus fiscal avait été soulevée.

Les critères de qualification ont été examinés pour l'ensemble des soumissionnaires même ceux éliminés avant l'examen détaillé des offres en violation de l'article 59-2 du CMP.

Nous rappelons que les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification.

Ensuite, en procédant à l'élimination des candidats dont les offres ne sont pas conformes, la commission d'évaluation a évoqué des carences au niveau de la transmission des pièces administratives et de la non qualification des candidats. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de recevabilité et de conformité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres

conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante.

Nous notons également que les spécifications techniques des fournitures définies dans le cahier des charges pour les différents lots n'ont pas été détaillées dans la vérification des critères techniques du rapport d'évaluation.

Pour les lots 3, 5, 7 et 8 attribués à AD Services, le justificatif de reversement de la TVA n'est pas versé au dossier.

Les documents relatifs à l'exécution des lots 1, 2, 4, 6 et 9 (bon de commande, bordereau de livraison ou PV de réception, facture définitive...) et au règlement (chèque ou virement bancaire) du marché n'ont pas été joints au dossier.

DRP F-SAF-9/2012 Fourniture d'imprimés de bureau attribuée à Gouye Tann Services pour 4 862 190 F CFA

A l'examen préliminaire des offres, toutes les offres sont déclarées exhaustives et conformes pour l'essentiel alors qu'aucun des soumissionnaires n'a remis les pièces administratives requises dans le cahier des charges en violation de l'article 44 du CMP et aucun suivi formalisé n'a été effectué pour la régularisation de ces pièces. Seules les pièces administratives de l'attributaire du marché ont été jointes au dossier. Aucun délai pour la régularisation des pièces administratives n'a été fixé dans le procès verbal d'ouverture des plis.

Les lettres de soumission émises par les sociétés Mouha Créa, Sencome, Compagnie de Commerce et de Services et Gouye Tann Services présentent les mêmes fautes de frappe, sauts de ligne et ils ont tous omis de mettre la première phrase du modèle de lettre de soumission « Nous, les soussignés attestons que : ».

L'examen des offres des candidats nous a permis de noter certaines similitudes. En effet, la même faute est commise sur le mot « cartonnée » du 6^e article qui est écrit « catonnée ». Tous les chiffres des quantités et prix unitaires sont collés alors que ceux du prix total sont séparés.

Toutes ces ressemblances soulevées au niveau des offres des candidats laissent entrevoir des signes de collusion entre fournisseurs, ce qui constitue une entrave à l'esprit du CMP et au principe de la liberté d'accès à la concurrence étant donné que ces entreprises ont été consultées par l'autorité contractante.

Les documents relatifs à l'exécution et au règlement qui nous ont été transmis portent sur un montant de 4 310 540 F CFA alors que le contrat a été signé pour un montant de 4 862 190 F CFA, nous notons par conséquent, un écart de 551 650 F CFA. Ce marché a été traité comme un marché à commande alors que cette condition n'avait été ni énoncé dans le cahier des charges ni stipulé dans le contrat, rappelons également

qu'aucune marge de fluctuation n'avait été prévue dans ces deux derniers documents cités. S'y ajoute que l'avis de la DCMP n'avait pas été requis tel que recommandé dans l'article 140.a) du CMP qui stipule que « la DCMP assure le contrôle a priori des procédures de passation de marchés. A ce titre, la DCMP émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant : les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles, quel que soit le montant ; ... ».

DRP Acquisition de fournitures de bureau et consommables bureautiques attribuée à Office Consommables pour 12 619 510 F CFA

La lettre de notification de l'attribution provisoire ne figure pas dans le dossier qui nous a été remis ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Le contrat ne mentionne pas de délai d'exécution et de pénalités de retard, en violation de l'article 13 Alinéas 6 et 7 du CMP ;

Aucun document classé dans le dossier ne nous indique si un bordereau des quantités a été annexé au cahier des charges retiré par les candidats, alors que toutes les offres sont similaires dans la présentation ; en outre, trois (3) des quatre (4) soumissionnaires ont commis la même erreur sur l'article « ôte agrafes » en l'écrivant « otagraphe » ;

L'un des candidats notamment GTIS a coté au-delà du seuil de passation des DRP ; pour un professionnel bien au fait des procédures de passation des marchés, cette manière de procéder peut prêter à équivoque ;

Le justificatif du paiement de la facture N° 692/10/2012 du 18 Octobre 2012, d'un montant de 1 690 940 F CFA et le justificatif de précompte de la TVA ne sont pas classés dans le dossier ;

Une partie des justificatifs d'exécution et de règlement du marché n'a pas été classée dans le dossier ;

Les justificatifs de reversement de la TVA précomptée n'ont pas été classés dans le dossier.

DRP Entretien des groupes électrogènes au niveau du siège et des PRA 2012 attribuée à Kabas Electromécanique pour 7 044 600 F CFA

La lettre de notification de l'attribution provisoire ne figure pas dans le dossier qui nous a été remis ;

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Le contrat ne mentionne pas de pénalités de retard, en violation de l'article 13.7 du CMP ;

L'offre technique de l'attributaire du marché n'a pas été classée dans le dossier, pour nous permettre de vérifier sa conformité aux exigences du cahier des charges, tel que mentionné par le rapport d'évaluation des offres ;

L'offre du candidat **CASE** n'a également pas été classée dans le dossier qui nous a été remis ;

Une partie des justificatifs d'exécution et de règlement du marché (factures, certificat de service fait et copies de chèque) n'a pas été classée dans le dossier.

DRP Acquisition d'un logiciel de gestion des plans de travail annuel 2012 attribuée à Soft Solution SARL pour 7 999 810 F CFA

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;Le contrat ne mentionne pas les clauses relatives au délai d'exécution et aux pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP ;

Aucun justificatif lié à l'exécution et au règlement du marché (Bon de Commande, Bon de livraison, factures, PV de réception et copies de chèque) n'a été classé dans le dossier.

DRP Fourniture de licences de logiciels informatiques attribuée à Platform Technologies pour 4 275 317 F CFA

Des noms de marques ont été mentionnés dans le cahier des charges sans avoir été accompagnés de la mention « ou équivalent », en violation de l'article 7.3 du CMP ;

Deux membres de la commission des marchés, l'un étant le suppléant de l'autre, ont siégé en même temps lors de l'attribution du marché.

Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres ne sont pas versées dans le dossier ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Le justificatif de reversement de la TVA n'a pas été classé dans le dossier.

DRP Entretien et maintenance de matériel informatique et téléphonique attribuée à Contechs pour les Lots 1 et 2 : 1 923 402 F CFA et aux Ets Mamadou Yade pour le Lot 3 : 1 298 004 F CFA

L'offre de SOLANIUM SYSTEMES n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis ;

L'acte de nomination des membres de la commission ne désigne pas le suppléant pour chaque membre titulaire, en violation de l'article 36.4 ; s'y ajoute que deux (2) membres de la commission des marchés, un titulaire et son suppléant ont siégé en même temps, ce qui n'est pas conforme ;

La commission d'évaluation n'a pas pris en compte les critères de qualification définis dans le cahier des charges dans l'évaluation des offres, en violation de l'article 59.2 du CMP ;

Les lettres d'information des candidats non retenus pour les lots 2 et 3, du rejet de leurs offres ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;

Le contrat ne mentionne pas de clause relative aux pénalités de retard, en violation de l'article 13.7 du CMP ;

Les justificatifs d'exécution et de règlement des marchés des **lots 1 et 2** (factures, et copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier ;

Les justificatifs de reversement de la TVA ne figurent pas dans le dossier.

DRP Fourniture et montage de pneumatique attribuée aux Ets Maleye pour 6 586 760 F CFA

La lettre de notification de l'attribution provisoire n'est pas classée dans le dossier ;

Les justificatifs de paiement relatif au BC n°000549 et à la Facture n° 28212 du 06 avril 2012 n'avaient pas été précomptés de la TVA. Bien que l'ordre de paiement n° 0012481/B du 31 mai 2012 avait bien inscrit un précompte de 52 467 F, un chèque n° 9088426 d'un montant TTC de 635 432 F avait été établi en prenant ainsi en compte le montant Hors Taxes qui est de 582 965 F CFA ajouté du reliquat de la TVA de 52 467 F CFA.

S'y ajoute que dans la liasse comptable contenant l'ordre de paiement n°0014503/B, le bon de commande n°000774 et la facture n° 30158 d'un montant de 163 548 F CFA TTC, le PV y relatif de réception n'a pas été joint au dossier.

DRP Entretien des matériels de climatisation et des chambres froides au siège de la PNA en deux lots attribuée à SOGEF pour Lot 1 : 495 600 F CFA et Lot 2 : 973 200 F CFA

Les reçus de paiement pour l'acquisition des cahiers des charges n'ont pas été classés dans le dossier, par souci de transparence, il aurait été plus indiqué de les joindre.

Le procès-verbal d'ouverture des plis mentionne qu'aucune offre n'a été proposée pour les trois chambres froides positives avec un moteur par SOGEF alors que son offre ne fait pas la distinction entre chambres froides avec 1 ou 2 moteurs ; à la suite de l'examen des critères de recevabilité, l'offre de SOGEF a été déclarée exhaustive, donc conforme en violation des instructions aux candidats de la section I des dossiers types en son article 30 sur les non conformités, erreurs et omissions qui stipule :

- Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Autorité Contractante peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas

une divergence substantielle par rapport aux conditions de l'appel d'offres,

- Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Autorité Contractante peut demander au candidat de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le candidat qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée.

A défaut d'écarter l'offre de SOGEF, pour non exhaustivité, c'est le prix le plus élevé proposé pour les articles omis qui aurait dû être appliqué auxdits articles.

Un problème de cohérence a été noté dans les dates car, les corrections énoncées par l'Autorité Contractante au candidat, dans sa correspondance datée du 02 Mars 2012 sont celles effectivement appliquées par le comité technique qui ne s'est réuni que le 06 Mars 2012, c'est dire postérieurement à la saisine du candidat.

La lettre n°00056/MSHPP/PNA/DIR/SAF relatif à la confirmation de l'offre de la SOGEF pose problème dans sa rédaction. Il aurait été plus indiqué de demander au fournisseur une précision sur son offre initiale à savoir si l'article « chambre froide positive » concerne celle d'un ou de deux moteurs au lieu de procéder à une correction de l'article et par extension de l'offre, ce qui est une violation du principe de l'intangibilité de l'offre.

L'examen du cahier des charges de la DRP relative à l'entretien du matériel de climatisation et des chambres froides au siège de la PNA en deux lots attribuée à SOGEF pour 1 469 100 F CFA a permis de noter des imprécisions qui ont conduit la Commission des Marchés à faire des observations sur l'offre de l'attributaire. En effet, en plus de l'entretien courant, la DRP fait état de réparations à la demande sans indiquer la nature des pièces à remplacer éventuellement. C'est l'observation de la nature et de la fréquence des réparations antérieures qui devrait guider l'acheteur lors de la préparation de la DRP pour la détermination des spécifications techniques de ses besoins. Sous ce rapport, il faut noter que le marché étant à prix global et forfaitaire, les prix indiqués par l'attributaire sont censés couvrir toutes les prestations. L'examen de l'offre de SOGEF montre que l'omission porte sur l'article relatif à la chambre froide positive avec un ou deux moteurs. Rappelons que pour l'omission d'un article qui n'est pas déterminant, il est procédé à un réajustement sur le fondement des critères établis à cet effet dans les documents de la consultation, à défaut par application du prix unitaire le plus élevé parmi les offres conformes en application du principe de l'équité. De ce fait, SOGEF aurait dû être éliminé pour non-conformité de son offre.

Une mauvaise préparation du dossier d'appel à la concurrence est à l'origine de cette situation confuse. Ce marché en deux lots aurait dû être préparé selon les travaux d'entretien et ceux de réparations. En effet, il devrait comprendre un premier type d'activités consistant en un entretien courant qui peut être facturé à prix global et forfaitaire et un deuxième type d'activités qui consistent en des réparations à la demande devant donner lieu à un marché à commandes donc à prix unitaires. Nous précisons que pour un marché à commandes, l'avis de la DCMP est préalablement requis (article 140.a) du CMP) y compris lorsqu'il s'agit de DRP car dans le cas d'espèce, le montant de la commande n'est pas déterminant car c'est plutôt le caractère fractionné du marché qui exige la demande d'avis à la DCMP.

Nous notons que les attestations de crédits n'ont pas été jointes au dossier. Ainsi, avec un engagement se chiffrant à 1 469 100 F CFA TTC, le montant global des interventions sur la base des ordres de paiements s'élèvent à 3 414 920 F CFA TTC soit une différence de 1 945 820 F CFA TTC liés à des travaux de réparations dont les désignations n'avaient pas été prises en compte dans l'élaboration du cahier de charges et du contrat (achat de compresseur).

S'y ajoute que l'ordre de paiement n°0014348 relatif à des travaux de remise en état de la chambre froide négative d'un montant de 560 500 F CFA TTC, divers devis ont été joints (ETS SOULEYMANE DIEME, EGTC du 18 septembre 2012) alors qu'aucune demande d'information n'a été jointe au dossier. Le bordereau de livraison de SOGEF date du 12 septembre 2012, alors que le bon de commande date du 20 septembre 2012, ce qui nous semble constituer une opération de régularisation sur service fait en violation de l'article 44 du COA.

Les ordres de paiements n°0014169, 0013014, 0011811, 0014247, 0014248 et 0014348 relatif à des travaux de réparations sur les chambres froides et les splits avec l'achat de compresseur, électrovanne ... n'ont pas fait l'objet d'un rapport de diagnostic au préalable pour établir les différents bons de commande.

Les règles du jeu ont été changées en cours de procédure, ce qui n'est pas conforme à la réglementation des marchés publics.

La lettre de notification de l'attribution provisoire du marché n'est pas classée dans le dossier.

Les lettres d'information des candidats non attributaires n'ont pas été classées dans le dossier en violation de la circulaire 004 du PM. Cette information des soumissionnaires non retenus, du rejet de leurs offres, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la

procédure de DRP.

Le devis initial de SOGEF et son devis corrigé suite à la demande de la commission portent le même numéro et la même date (N°1/PNA/SOGEF/12 du 01/03/2012) avec des montants différents de 1 256 700 F CFA TTC et 1 469 100 F CFA TTC.

Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424.12 du CGI.

DRP Fourniture de consommables informatiques attribuée à Office Consommables pour 8 194 510 F CFA

Seule la facture pro forma de l'attributaire a été classée dans le dossier ;

Il n'a pas été précisé de délai dans le procès-verbal d'ouverture pour le complément des pièces administratives manquantes ;

La copie du contrat classée dans le dossier n'est ni signée ni soumise à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI.

DRP Fourniture de transpalettes manuelles et de réfrigérateurs en deux lots attribuée à Cassis Froid pour Lot 1 : 3 769 224 F CFA et Lot 2 : 1 148 350 F CFA

Les reçus pouvant attester du nombre de cahiers de charges achetés n'ont pas été joints au dossier ;

La copie du contrat qui nous a été transmise, n'a pas été signé par le titulaire du marché ;

Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché (Bon de Commande, Bon de livraison, factures, PV de réception et copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été joints au dossier qui nous a été remis.

DRP Fourniture de cadeaux au profit des enfants attribuée à Nagi Hoballah pour 9 462 000 F CFA

Les lettres d'invitation adressées aux cinq candidats pressentis portent le même numéro d'enregistrement (lettre N° 2241 du 07 décembre 2012).

Le procès verbal d'ouverture des plis mentionne que trois des soumissionnaires n'ont pas remis les pièces administratives requises et que le quatrième a fourni des copies de ces pièces non légalisées. Cependant, à la fin de la séance d'ouverture, aucun délai n'a été fixé pour la remise

de ces pièces (article 44 du CMP).

Les membres de la commission des marchés ont soulevé plusieurs points concernant les pièces administratives dans le procès verbal d'attribution.

D'abord, un des membres a posé la question sur la pertinence de l'exigence des pièces administratives. Notons que les pièces administratives avaient été requises dans le cahier des charges donc les soumissionnaires sont tenus de les transmettre jusqu'à l'attribution du marché conformément aux dispositions de l'article 44 du CMP.

Ensuite, pour ce qui est de la validité de pièces administratives établies en octobre 2012, l'article 45.b) du CMP stipule que « sont considérées comme étant en règle, les personnes, qui, à défaut de paiement au 31 décembre de l'année précédant l'avis à la concurrence, ont entre cette date et la date du lancement de la procédure de passation soit acquitté lesdites sommes,... ». Par conséquent, les pièces administratives datées d'octobre 2012 ne sont valides donc l'autorité contractante est en mesure d'exiger de nouvelles pièces.

Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires.

Aucun document ne retrace le suivi de la régularisation des pièces administratives non transmises par les soumissionnaires, une seule lettre a été envoyée à NAGI HOBALLAH le 21 décembre 2012 pour demander la régularisation des pièces non légalisées.

A l'examen des offres, nous notons le classement de l'offre de la société GRECO (spécialisée dans la vente de chaussures et d'accessoires en cuir) dans le dossier alors qu'elle ne faisait pas partie des fournisseurs consultés et son offre n'avait pas été non plus consignée dans le procès verbal d'ouverture des plis. Cette société appartient aux Ets M.B. Hoballah, qui seraient probablement liée à la société NAGI Hoballah, attributaire de ce présent marché. Notons également que les offres sont pratiquement présentées de la même manière.

S'y ajoute que les offres de ces deux dernières et celle des Ets Ismail M. Kassir ont toutes proposé le même type de jouets (tricycles proposés par le 1^{er} et le 3^e et porteur trotteur pour le 2^e) pour la tranche d'âge de 1 à 2 ans pour une quantité de 18 sans faire la distinction entre les garçons et les filles.

De plus, toujours sur les factures de NAGI HOBALLAH et ETS ISMAIL M. KASSIR, au niveau des dates, la mention « Dakar, le » est apposée deux fois.

Mise à part la facture de GRECO qui ne fait pas partie des fournisseurs consultés, aucune facture pro forma ne porte de NINEA, celles de SENBI J et Rachid Badreddine n'ont pas de registre de commerce non plus. Rappelons que toutes ces sociétés se trouvent au centre ville de Dakar et que les enveloppes contenant les offres sont toutes identiques (toutes les offres financières ont été mises dans de petites enveloppes

cachetées avec le nom de l'entreprise à gauche, ces dernières remises dans de grandes enveloppes et les lettres de soumission sont exactement les mêmes (toutes remplies à la main et sans en-tête).

Tous les soumissionnaires ont commis la même erreur en inscrivant sur les enveloppes la mention suivante réf : F_8AF_016 en lieu et place de la référence indiquée dans le cahier des charges : « F_SAF_016 ».

Tous ces dysfonctionnements laissent entrevoir des indices et signes de collusion entre fournisseurs, ce qui constitue une entrave aux principes de liberté d'accès à la concurrence et à la transparence dans la procédure des marchés passés par DRP.

Le contrat qui nous a été transmis ne retrace pas toutes les clauses qui avaient été inscrites dans le cahier des charges notamment le délai d'exécution, les pénalités de retard, les conditions de livraison et de paiement du marché... en violation de l'article 13 du CMP.

Les bons de commande, bordereaux de livraison ou PV de réception et les documents de règlement ne sont pas joints au dossier pour le contrôle de l'exécution du marché.

DRP N° F-SAF-015/2012 Acquisition d'agendas et calendriers 2013 attribuée à Saphir Communication pour le Lot 1 : 1 650 000 F CFA et Lot 3 : 5 568 750 F CFA, à Prisma Communication pour le Lot 2 : 460 200 F CFA, le Lot 4 n'a finalement pas été attribué

L'attribution provisoire a eu lieu le 14 décembre 2012 soit un (01) mois après l'ouverture des plis qui s'est déroulée le 15 novembre 2012, ceci n'est pas conforme aux dispositions de l'article 70 du code des marchés publics qui fixe ce délai à quinze (15) jours, délai qui peut exceptionnellement faire l'objet d'une prorogation dans la limite maximale de dix jours, sur demande motivée de l'autorité contractante adressée à la DCMF.

Le procès verbal d'ouverture des plis mentionne que certains soumissionnaires n'ont pas remis les pièces administratives requises et que d'autres ont fourni des copies de ces pièces non légalisées. Cependant, à la fin de la séance d'ouverture, aucun délai n'a été fixé pour la remise de ces pièces.

Aucun document n'atteste du suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes en violation de l'article 44 du CMP.

Le procès verbal d'attribution indique que le lot 4 n'a pas été attribué pour absence d'échantillons alors qu'à l'examen du procès verbal d'ouverture des plis et du rapport d'évaluation, nous avons constaté que pour les sociétés MTS et VIA, l'absence d'échantillons pour le lot 4 n'a pas été notée, il n'est mentionné que l'absence d'échantillons pour les lots 1 et 2. A l'examen du rapport d'évaluation, nous constatons

que ces échantillons ont bien été déposés.

En effet, les offres de ces sociétés pour les lots 3 et 4 ont été déclarées non conformes donc pas acceptées pour examen détaillé déjà au stade de l'examen préliminaire des offres. Elles ont été éliminées car la commission d'évaluation a estimé que les échantillons transmis par ces candidats n'étaient pas conformes au contenu du cahier des charges. Nous notons une certaine confusion entre les critères de recevabilité et les critères d'évaluation faite par l'autorité contractante. A l'examen préliminaire, la commission aurait dû juste examiner la transmission des pièces administratives (qui peuvent être fournies ultérieurement), la garantie de soumission, la lettre de soumission, l'exhaustivité des offres... donc la commission aurait dû se contenter de déclarer ces lots conformes pour l'essentiel puisqu'elles ont été déclarées exhaustives et que les échantillons ont été bien déposés et par la suite ont été acceptées à l'examen détaillé des offres c'est-à-dire la vérification de la conformité des spécifications techniques offertes à celles décrites dans le cahier des charges. C'est uniquement à ce stade de l'évaluation que ces lots devaient être éliminés car considérés comme non conformes aux besoins exprimés par l'autorité contractante.

Les lettres de rejet des candidats non retenus ne sont pas déchargées par leurs destinataires donc nous ne pouvons pas confirmer si les lettres de rejet ont été transmises et reçues ou non.

Le contrat qui nous a été transmis ne retrace pas toutes les clauses qui avaient été inscrites dans le cahier des charges notamment le délai d'exécution, les pénalités de retard, les conditions de livraison et de paiement du marché... en violation de l'article 13 du CMP.

La livraison qui devait se faire cinq (05) jours après l'établissement du bon de commande a été faite le 15 février 2013 soit dix sept (17) jours après l'établissement du bon de commande qui est daté du 28 décembre 2012 sans que les pénalités de retard soient appliquées en violation de l'article 134 du CMP.

Les pièces de règlement relatives au Lot 2 attribué à PRISMA –COM ne sont versées pas dans le dossier.

DRP N° S-SAF Assistance technique et maintenance du pack logiciel SAGE attribuée à Zenith International Audit & Conseil pour 6 395 960 F CFA

Le procès verbal d'ouverture des plis ne mentionne pas si le quitus fiscal a été remis par l'unique soumissionnaire ou non comme requis dans le cahier des charges. Une copie de ce PV a été jointe au dossier et qui précise cette information qui a été écrite à la main.

Nous notons des insuffisances dans la définition des critères de qualification des candidats inscrits dans le cahier des charges.

En effet, l'autorité contractante s'est contentée de demander aux soumissionnaires de disposer d'un personnel qualifié sans définir la méthode

d'évaluation notamment les poids et les notes à appliquer pour chaque critère. Ce marché étant à caractère intellectuel, l'autorité contractante aurait dû se conformer à l'article 80 du CMP en étant plus précis sur la définition des critères de qualification qui sont déterminants dans le choix des candidats et en déroulant une procédure en deux étapes notamment procéder à l'ouverture et à l'évaluation des offres techniques et après ouvrir et évaluer les offres financières des candidats dont les offres techniques ont atteint la note technique minimale fixée dans la demande de proposition.

Ces manquements notés au niveau du cahier des charges ont eu des conséquences dans l'évaluation de la qualification des candidats. Etant donné que les critères liés à la qualification du personnel n'étaient pas précisés dans le cahier des charges, la commission d'évaluation a utilisé comme critères de qualification ceux qui avaient été fixés pour les offres (description des prestations requises et objectifs spécifiques du marché). D'ailleurs, le rapport d'évaluation nous conforte sur ce point en mentionnant que « la partie relative au profil du consultant ne pouvait pas être prise en compte dans l'évaluation parce que les CV du personnel technique n'étaient pas demandés dans le cahier des charges. »

Les pièces de règlement du 1^{er} et 4^{ème} trimestre ne sont pas dans la liasse. Les attestations de précompte de la TVA ne sont pas fournies.

SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR LA PASSATION DES MARCHES

Veiller au respect des dispositions des articles 59-3 et 62 du CMP sur les variantes.

Soumettre les contrats aux formalités d'enregistrement conformément à l'article 424-12 du CGI.

Revoir le terme « avenant » qui est utilisé dans les contrats car les conditions stipulées aux articles 23 et 24 du CMP pour passer un avenant ne sont pas réunies dans ce cas, il s'agit plutôt d'une reconduction de contrat qui doit comporter les critères d'évaluation du niveau de satisfaction du contrat de base.

Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3 et 88 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3 et 86 de l'ancien code des marchés publics.

Se conformer à l'article 63.2 du CMP sur le délai de préparation des offres ;

Se conformer à l'article 66 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;

Se conformer à l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;

Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus ;

Respecter les règles de notification et de publicité de l'article 85 du CMP;

Se conformer aux dispositions des articles 73, 74 et 114 du CMP.

Procéder à l'allotissement du marché avant le lancement de la procédure d'acquisition et non en cours d'évaluation. Elargir la concurrence notamment dans ce cas où un soumissionnaire s'est désisté un jour après avoir été invité. Ceci permettra à l'autorité contractante d'obtenir un choix plus large d'offres pour répondre à ses besoins.

Veiller au respect du principe de l'égalité de traitement des candidats.

Veiller au respect des clauses 42 des IC et 17.1 du CCAG des dossiers types relatives à la constitution de la garantie de bonne exécution dans les délais réglementaires.

Veiller à la cohérence des informations consignées dans les différents documents de passation des marchés.

Se conformer aux dispositions des articles 45 et 70 du CMP sur le contrôle de la validité des pièces administratives et sur les délais de régularisation des pièces administratives manquantes.

Veiller à ne pas faire de confusion entre les critères de recevabilité et de conformité des offres et les critères de qualification du soumissionnaire et au bon ordre de mise en œuvre de ces contrôles. Les critères de recevabilité, de conformité et d'évaluation concernent les offres alors que les critères de qualification s'appliquent au candidat classé premier dont l'offre est déclarée conforme moins disante, s'il n'est pas qualifié, la commission passe au deuxième ainsi de suite jusqu'à obtenir le candidat qualifié dont l'offre est conforme.

Procéder à l'examen détaillé des spécifications techniques énoncées dans le cahier des charges dans le rapport d'évaluation.

Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP sur le délai de transmission des pièces administratives manquantes et de l'article 140 du CMP sur le contrôle a priori effectué par la DCMF.

Se conformer à l'article 36.4 du CMP sur la composition de la commission des marchés ;

Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP,

<p>sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Se conformer à l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires du contrat ;</p> <p>Mettre à disposition tous les justificatifs d'exécution et de règlement du marché et les justificatifs de reversement de la TVA ;</p> <p>Se conformer à l'article 7.3 du CMP sur la prohibition des noms de marque ;</p> <p>Se conformer à l'article 59.2 du CMP sur les critères d'évaluation ;</p> <p>Se conformer à l'article 44 du COA ;</p> <p>Veiller au respect des articles 43 et 44 du CMP et au suivi formalisé de la régularisation des pièces administratives manquantes.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs pour éviter de restreindre l'accès à la concurrence et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP.</p> <p>Faire la distinction entre les différents critères liés à la recevabilité et à l'évaluation des offres pour éviter l'élimination prématurée d'offres sur des bases infondées.</p> <p>Mentionner dans le procès verbal d'ouverture des plis les noms des entreprises ayant retiré le cahier des charges et classer les reçus de paiement du produit de la vente desdits cahiers des charges.</p> <p>Consigner dans les procès verbaux d'ouverture des plis toutes les informations essentielles notamment toutes les pièces qui ont été transmises ou non par les soumissionnaires car ni l'autorité contractante ni les soumissionnaires ne pourront s'en prévaloir ultérieurement. Par conséquent, éviter de rajouter des informations sur les procès verbaux d'ouverture des plis déjà signés par la commission des marchés.</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 80 du CMP sur la procédure des marchés de prestations intellectuelles en apportant plus de précision sur la détermination des critères de qualification dans le cahier des charges pour une évaluation des offres en bonne et due forme.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
--

1.2 SYNTHÈSE DES NON CONFORMITÉS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION FINANCIERE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION FINANCIERE

1.3 SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE

SYNTHESE DES NON CONFORMITES SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE
SYNTHESE DES RECOMMANDATIONS SUR L'EXECUTION PHYSIQUE
NON EFFECTUEE

1.4 SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

TABLEAU DE SYNTHESE DES VIOLATIONS DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Description	AOI N° 11/2011	AO		AO N° S-SAF-010/2012	AOR
Nature	Fourniture de médicaments essentiels, matériels et consommables médico-pharmaceutiques...	Couverture en assurance des risques liés à l'activité		Nettoisement des locaux et enlèvement des ordures au Siège de la PNA	Acquisition de vaccins et sérums antirabiques
Attributaires	Plusieurs attributaires	Lot 1 : Askia Assurances	Lot 2 : Sonam Assurances	Autoland	SANOFI Pasteur
Montants en F CFA TTC	Plusieurs montants	7 963 217	4 610 113	7 120 000	23 236 621
Arrêté 12786 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36-1 du CMP	✓				
Incohérence des montants inscrits sur les différents documents				✓	
Non harmonisation des informations inscrites sur les différents documents					✓
Non respect du point 17.1 du CCAG et du point 42 des IC sur la constitution de la garantie de bonne exécution					✓
Violation des articles 23 et 24 du CMP sur les avenants	✓				
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation	✓				
Violation de l'article 62 du CMP sur les variantes	✓				
Violation de l'article 63-2 du CMP sur le délai minimal de dépôt des offres		✓			
Violation de l'article 66 du CMP sur l'avis d'appel d'offres		✓			

Violation de l'art 67.4 du CMP : Défaut de transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats		✓		✓
Violation des articles 73 et 74 du CMP sur les appels d'offres restreints				✓
Non respect de l'article 83.3 relatif à la restitution des garanties de soumission		✓		
Violation de l'article 114 du CMP sur la garantie de bonne exécution				✓
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓	✓		✓
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)	✓			✓

Description	DRP	DRP N° F-SAF-9/2012	DRP	DRP	DRP
Nature	Supports de communication en 9 lots	Fourniture d'imprimés de bureau	Acquisition de fournitures de bureau et consommables bureautiques	Entretien des groupes électrogènes au niveau du siège et des PRA	Acquisition d'un logiciel de gestion des plans de travail annuel 2012
Attributaires	AD Services, MBC, Mora Multiservices	Gouye Tann Services	Office Consommable	Kabas Electronique	Soft Solution SARL
Montants en F CFA TTC	Plusieurs montants	4 862 190	12 619 510	7 044 600	7 999 810
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP			✓	✓	✓
Violation de l'article 13alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires			✓	✓	✓
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM					
Violation de l'article 36 du CMP sur les commissions des marchés			✓	✓	✓
Violation des articles 43 et 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises	✓	✓			✓
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation	✓				
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai entre l'ouverture et l'attribution des marchés	✓				
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de	✓		✓	✓	✓

marchés					
Signe de collusion		✓	✓		
Violation de l'article 140.a) du CMP sur le contrôle a priori de la DCMP		✓			

Description	DRP	DRP		DRP	DRP		DRP
Nature	Fourniture de licences de logiciels informatiques	Entretien et maintenance de matériel informatique et téléphonique		Fourniture et montage de pneumatique	Entretien des matériels de climatisation et des chambres froides au siège de la PNA		Fourniture de consommables informatiques
Attributaires	Platform Technologies	Lots 1 et 2: Contechs	Lot 3: Ets Mamadou Yade	Ets Maleye	SOGEF		Office Consommables
Montants en F CFA TTC	4 275 317	1 923 402	1 298 004	6 586 760	Lot 1 : 495 600	Lot 2 : 973 500	8 194 510
Imprécision du cahier des charges sur la nature des prestations					✓		
Violation de la circulaire N° 004 du PM sur la mise en œuvre de la procédure de DRP	✓		✓		✓		
Violation de l'article 7 du CMP sur les noms de marque	✓						
Violation de l'article 13alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires			✓				
Violation de l'article 36 du CMP sur les commissions des marchés			✓				
Violation de l'article 44 du COA sur la régularisation des marchés					✓		
Violation de l'article 59 du CMP sur les critères d'évaluation			✓				
Non exhaustivité de	✓		✓	✓	✓		✓

l'archivage des pièces de marchés					
Suivi non formalisé de la transmission des pièces administratives manquantes					✓
Violation de l'article 140.a) du CMP sur le contrôle a priori de la DCMF				✓	
Contrats non soumis aux formalités de l'enregistrement (article 424-12 du CGI)				✓	✓

Description	DRP		DRP N° S-SAF-016/2012	DRP N° F-SAF-015/2012	DRP N° S-SAF
Nature	Fourniture de transpalettes manuels et de réfrigérateurs		Fourniture de cadeaux de Noel	Acquisition d'agendas et calendriers 2013	Assistance technique et maintenance du pack logiciel SAGE
Attributaires	Cassis Froid		Nagi Hoballah		Zénith International Audit & Conseil
Montants en F CFA TTC	Lot 1 : 3 769 224	Lot 2 : 1 148 350	9 462 000	Plusieurs montants : 4 lots	6 395 960
Imprécision des critères de qualification dans le cahier des charges					✓
Violation de l'article 7 du CMP sur les noms de marque					✓
Violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires			✓	✓	
Violation des articles 27 et 28 du CMP sur les PRM					
Lettres d'information aux candidats non retenus non déchargées par leurs destinataires			✓	✓	
Violation de l'article 44 du CMP sur les capacités techniques, juridiques... des entreprises			✓	✓	
Suivi non formalisé de la transmission des pièces administratives manquantes			✓		
Non harmonisation des informations inscrites sur les différents documents				✓	
Violation de l'article 70 du CMP sur le délai entre l'ouverture et l'attribution des marchés				✓	
Non exhaustivité de l'archivage des pièces de marchés	✓		✓	✓	✓

Carences notées dans l'évaluation des offres			✓	
Contrat non signé par le titulaire	✓			
Signe de collusion		✓		
Violation de l'article 80 du CMP sur les prestations intellectuelles				✓
Non respect de l'article 134 du CMP sur l'application des pénalités pour retard			✓	

SECTION 2
CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2. CONTEXTE DE L'INTERVENTION ET OBJECTIFS DE LA MISSION

2.1 PRESENTATION DE LA PNA

Le secteur public compte un grossiste national (la PNA) disposant de dépôts régionaux (PRA). Ce grossiste approvisionne les structures sanitaires publiques qui à leur tour vendent directement aux malades. Les médicaments distribués par la PNA sont de la liste nationale de médicaments essentiels du Sénégal. Cette liste est élaborée par la Commission Nationale Permanente d'Elaboration et de Révision des listes de Médicaments Essentiels.

La PNA s'approvisionne par appel d'offre international, ce qui lui permet d'avoir des prix très bas. La marge de vente est fixée uniformément pour tous les médicaments dans les secteurs public et privé. Le prix PNA est multiplié par 1.5.

La **Pharmacie nationale d'Approvisionnement** (PNA), créée en 1979, est la structure nationale d'importation, de stockage et de distribution. C'est le principal fournisseur des Formations sanitaires publiques (FSP) au Sénégal. Les hôpitaux publics ayant obligation de s'approvisionner à hauteur de 75% de leurs besoins, et les autres structures publiques à 100%, la PNA a ainsi le quasi-monopole de la distribution des produits pharmaceutiques dans le secteur public. Les FSP peuvent également recevoir des dons de médicaments de sources diverses. Il faut toutefois noter l'exception que constitue l'hôpital principal qui importe pour son propre compte (543 millions de FCFA de produits pharmaceutiques en 1995, soit 3% du total des importations).

La PNA est constituée d'une structure centrale à laquelle sont rattachées directement 5 pharmacies régionales (PRA) situées à Dakar, Saint-Louis, Tambacounda, Kaolack et Ziguinchor. La structure centrale est formée de 3 divisions (achat, magasin et clientèle) et d'un bureau de gestion.

C'est en 1993 que la PNA a lancé son premier appel d'offres international, grâce à un financement de la Banque mondiale. En 1995, la PNA a importé pour 2,21 milliards de FCFA dont 80% en provenance d'une centrale d'achat hollandaise: IDA International. 90% de ses importations sont des génériques et 10% des spécialités.

Le plan de restructuration du système pharmaceutique public a été défini depuis 1990. Il est en voie d'exécution avec l'appui technique et financier de plusieurs partenaires (Union européenne, Coopération française, Banque mondiale, ...). Cet appui s'est accentué suite à la dévaluation du FCFA en janvier 1994 et au profit de la réorganisation de la PNA. Compte tenu de l'élargissement du financement communautaire, ce plan devrait constituer le démarrage d'une politique de médicaments essentiels dans le secteur public sénégalais.

Les grossistes-importateurs chargés de l'approvisionnement du secteur pharmaceutique privé commercial sont: **Laborex, Sodipharm et Cophase**.

En 1995 comme en 1988, les laboratoires établis en France fournissent environ 90% des importations. L'appartenance du Sénégal à la zone franc est un facteur favorisant de tels flux. L'achat de produits sur le territoire français élimine les risques liés au change lors des

règlements, grâce à la parité fixe (nouvelle parité depuis la dévaluation de janvier 1994) entre le franc français et le franc CFA.

Les importations de médicaments représentaient au début des années 90,3% du total des importations du Sénégal (coefficient assez proche de celui du riz pour la même période 3,6%).

2.2 CONTEXTE DE L'INTERVENTION

Conscient du volume important de dépenses que représente la commande publique, du flot considérable de transactions qu'elle génère et désireux de promouvoir la transparence, l'efficacité et la responsabilisation, essentielles à une bonne gouvernance, dans un État de droit, le Gouvernement du Sénégal a procédé à une profonde réforme de son système de passation de marchés publics.

Cette réforme aligne le système sénégalais sur les meilleures pratiques internationales en la matière, notamment en transposant les directives de l'UEMOA relatives à l'harmonisation des marchés publics des États membres de l'Union. Elle comporte d'importantes innovations par rapport à la réglementation antérieure en ce qu'elle consacre la régulation, institue le recours suspensif des soumissionnaires au stade de passation de marchés, rationalise le contrôle a priori, supprime définitivement les régimes dérogatoires, responsabilise davantage les ministères et organismes dépensiers et systématise le contrôle a posteriori.

Au plan institutionnel, la réforme a contribué à la création de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) sous forme d'autorité administrative indépendante, distincte du service administratif chargé du contrôle a priori de la passation des marchés, en l'occurrence la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Les missions de l'ARMP, autorité administrative indépendante dotée de l'autonomie financière, s'organisent autour du principe qui vise à séparer les fonctions de contrôle des marchés publics (conférées à la DCMP) des fonctions de régulation qui lui permettent d'intervenir sur l'ensemble du secteur, tant à travers des missions d'assistance dans l'élaboration des politiques ou de la conception d'outils de passation (documents et formulaires standards), qu'en matière de formation ou de développement du cadre professionnel en plus des fonctions mêmes qui constituent le cœur de la régulation, l'audit et le règlement des conflits.

En particulier, l'ARMP est tenue de faire réaliser, à la fin de chaque gestion budgétaire, un audit indépendant en vue de contrôler et suivre la mise en œuvre de la réglementation en matière de passation, d'exécution et de contrôle des marchés et conventions.

La présente mission concerne la mise en œuvre d'une revue indépendante pour la vérification, au titre de la gestion 2012 et, en référence au Code des Marchés Publics (CMP), de la transparence et des conditions de régularité des procédures d'élaboration, de passation et d'exécution des marchés publics, des avenants et marchés complémentaires conclus au titre de l'exercice 2012 par les autorités contractantes indiquées dans les termes de référence.

2.3 OBJECTIFS DE LA MISSION

2.3.1 Objectifs Généraux

Comme indiqué dans les termes de référence, la mission a pour objectif principal, au sein des autorités contractantes, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 Décembre 2012, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement de dégager un jugement sur l'adéquation des procédures de passation de marchés suivies et les modalités de la gestion des contrats, en relation avec les dispositions du CMP pour les dépenses de ces autorités contractantes avec pour objectifs:

- l'amélioration de la transparence et de l'équité dans l'attribution des marchés publics ;
- la réduction du coût de la dépense publique et l'accroissement de son efficacité ;
- le renforcement de la bonne gouvernance ;
- la lutte contre la corruption.

2.3.2 Objectifs Spécifiques

Il s'agit dans le cadre de cette mission :

- d'exprimer une opinion indépendante sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnées ; cette opinion sera formulée individuellement pour chaque autorité contractante ;
- de vérifier la conformité des procédures aux principes généraux d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le Code des Marchés Publics ;
- de fournir une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- d'identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers de charge, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations en regard des dispositions du CMP ;
- de procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, nous examinerons le degré d'application par l'autorité contractante, des décisions y relatives et nous apprécierons la pertinence desdites décisions ;
- d'examiner et d'apprécier la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue par cette direction ;

- de dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution et de donner une appréciation sur l'adéquation du niveau d'exécution physique avec le niveau de décaissement ;
- d'examiner et d'évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : nous passerons en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduirons en fin de revue d'une part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en valeur et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la réglementation en vigueur ; nous évaluerons aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe ;
- d'examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation des marchés et des différents contrôles internes ;
- de formuler des recommandations pertinentes pour l'amélioration des systèmes et procédures et pour le respect des dispositions légales et réglementaires qui régissent la passation des marchés publics.

Conformément aux termes de références, nous nous appuierons autant que de besoin sur un expert de l'ARMP pour la facilitation de nos interventions au niveau des autorités contractantes et de la constitution de la documentation nécessaire à la mise en œuvre efficace de nos travaux.

En fin de mission, une session de formation de deux jours sera organisée à l'intention des experts de l'ARMP et de la DCMP (5 pour chaque structure) sur les pratiques d'audit en matière de passation des marchés.

2.3.3 Etendue des travaux effectués

Nos travaux ont porté principalement sur la vérification, au sein des autorités contractantes de l'application des dispositions du CMP dans le cadre de la passation des marchés passés en 2012, la formulation de recommandations tant au niveau organisationnel qu'au niveau de la mise en œuvre de la passation et de l'exécution des marchés quelles qu'en soient les sources de financement.

A cet effet, nous avons procédé, comme indiqué dans les termes de références:

- a) en début de mission, à la sélection d'un échantillon représentatif en type de contrat, taille et mode de passation des marchés ; **l'échantillon est composé comme suit :**
 - au moins 15% des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP (non compris les marchés par entente directe),

- au moins 25% des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation des marchés (non compris les marchés par entente directe),
- au moins 25% des demandes de renseignements et de prix et,
- 100% des marchés passés par entente directe.

Pour chaque catégorie de marchés dont la population est inférieure à 10, le contrôle a été exhaustif.

Pour chacune des 2 premières catégories de marchés ci-dessus, nous nous sommes assurés que la distribution est adéquate en prenant compte à la fois les différents modes de passation et natures de marchés (fournitures et services, prestations intellectuelles, travaux) ;

- b)** à la vérification de la procédure de passation des marchés sur cet échantillon (publicité préalable, dossier de consultation, validité de la méthode de passation choisie, couverture budgétaire, rapports d'évaluation des offres, traitement des plaintes, délais de passation délais de publication des attributions, contenu des contrats signés avec les titulaires des marchés, délais des paiements, respect des délais d'exécution, respect des procédures de réception, etc.) ; à chaque fois que cela est applicable, examiner la conformité des avis de la DCMP avec la réglementation ;
- c)** à l'examen et à l'analyse du respect de certaines dispositions particulièrement importantes du CMP telles que, l'inscription préalable des marchés dans les plans et avis généraux de passation des marchés, l'attribution aux moins disants qualifiés, le non fractionnement de marchés, les conditions préalables de mise en concurrence, les réponses aux demandes d'éclaircissement demandées par les candidats, l'approbation des marchés par les autorités compétentes, les éléments constitutifs des cahiers des charges, les seuils des avenants, le respect des délais d'exécution, les cas de résiliation, etc. ;
- d)** à l'élaboration des statistiques sur les marchés ; nous procéderons, en particulier, à une analyse comparative de l'utilisation de méthodes non ou peu compétitives (ententes directes, appels d'offres restreints, avenants, DRP) ;
- e)** à l'examen de la qualité, la transparence et l'efficacité des opérations de passation des marchés de l'autorité contractante, de même son organisation institutionnelle pour la gestion des marchés (hommes, procédures, système de suivi et de contrôle) ;
- f)** à la vérification de l'enregistrement des contrats à la charge des titulaires, de la production des garanties de restitution d'avances et des garanties de bonne exécution, la tenue des registres de marchés côtés paraphés,
- g)** à la formulation des recommandations pour une meilleure application du CMP ;
- h)** à l'animation de séances de formation de 2 jours sur les pratiques d'audit en matière de passation de marchés au bénéfice d'environ 5 experts de l'ARMP et

5 experts de la Direction Centrale des Marchés Publics – DCMF). Les sessions de formation seront organisées au siège des dites institutions.

Nous avons par ailleurs effectué un contrôle de la matérialité des prestations par une vérification de la réalité de l'exécution par recoupement avec les données relatives à la réception des ouvrages, à la livraison des fournitures ou à l'achèvement des travaux, biens ou services avec les spécifications du marché et normes techniques ;

Plus précisément pour les marchés de travaux, les contrôles ont porté sur :

- la conformité physique des travaux avec les procès verbaux de réception provisoire et définitive ;
- la qualité, la véracité et la sincérité des documents de Contrôle par rapport aux constatations physiques pouvant être faites sur site ;
- l'état de fonctionnement des ouvrages ;
- les prix unitaires pratiqués pour les principales rubriques par rapport à ceux du marché ;
- la cohérence des quantités ;
- la mise à jour des malfaçons ;
- les dangers éventuels pouvant découler de certains ouvrages ;
- etc.

2.3.4 Rapports émis au terme de la mission

Comme indiqué dans les termes de référence, nous produirons à l'issue de la mission et pour chaque autorité contractante les documents ci après :

- (i) un rapport individuel provisoire en dix (10) exemplaires 2,5 mois après le début des prestations et,
- (ii) un rapport individuel final en dix (10) exemplaires 2 semaines après notification des observations de l'ARMP et des autorités contractantes émises au plus tard deux semaines après la transmission du rapport provisoire par le Consultant. Ces différents rapports seront également soumis à l'ARMP sur support informatique.

Outre une description des procédures d'audit utilisées, les rapports comprennent également un sous rapport sur la qualité des structures de passation des marchés (notamment Commission des Marchés, cellules de passation des marchés et contrôles internes). Ce sous rapport porte sur l'analyse des insuffisances en rapport avec le CMP et un sous rapport de synthèse sur le degré de respect des dispositions du CMP par les autorités contractantes.

Les rapports ont été élaborés conformément aux indications des termes de référence.

SECTION 3 APPROCHE METHODOLOGIQUE

3. APPROCHE METHODOLOGIQUE

Pour atteindre les objectifs décrits ci – avant, nous avons mis en œuvre les phases de travaux ci - après :

3.1 PHASE N° 1 - REVUE APPROFONDIE DES TEXTES DE REFERENCE

Nous avons effectué à l'entame de la mission une prise de connaissance approfondie du cadre général de la passation des marchés publics, avec notamment une revue des textes législatifs et réglementaires en vigueur et de l'ensemble des référentiels de base applicables à la passation des marchés et à l'autorité contractante à savoir :

- directive N° 4/2005 /CM/ UEMOA portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public ;
- directive N° 5/2005/CM/UEMOA portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public de l'UEMOA ;
- loi 06 – 16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65 – 61 du 19 juillet 1965 portant Code des Obligations de l'Administration ;
- loi 98 – 08 du 2 mars 1998 portant réforme hospitalière ;
- loi 98 – 12 du 2 mars 1998 relative à la création, à l'organisation et au fonctionnement des Etablissements Publics de Santé (EPS) ;
- loi 96 - 10 du 22 mars 1996 modifiant la loi n° 72 - 02 du 1^{er} février 1972 relative à l'organisation de l'Administration territoriale ;
- loi 90-07 du 26 juin 1990 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- loi 68-08 du 26 mars 1968 portant code des obligations civiles et commerciales du Sénégal ;
- décret 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement Général sur la Comptabilité Publique ;
- décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics ;
- décret 2010-1396 du 20 octobre 2010 modifiant et complétant le décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 546 portant organisation et fonctionnement de l'ARMP ;
- décret 2007 - 547 portant création de la DCMP ;
- décret 2005 - 576 du 16 juin 2005 portant charte de transparence et d'éthique en matière de passation des marchés publics ;
- décret 98 – 701 du 26 août 1998 relatif à l'organisation des Etablissements Publics de Santé Hospitalière ;
- décret 98 – 702 du 26 août 1998 portant organisation administrative des Etablissements Publics de Santé ;

- décret 96 - 1124 du 27 décembre 1996 fixant le montant des marchés des collectivités locales soumis à approbation préalable du représentant de l'Etat et de fonctionnement des Agences régionales de développement ;
- arrêté 012782 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des rapports d'analyse et des procès verbaux d'attribution provisoire de marché pris en application de l'article 140. b) du CMP, d'examen juridique et technique des projets de marchés en application de l'article 140.c) du CMP ;
- arrêté 012783 du 26 décembre 2012 relatif a l'organisation et au fonctionnement des cellules de passation des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 35 du CMP ;
- arrêté 012785 du 26 décembre 2012 fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers d'appel a la concurrence avant le lancement de la procédure pris en application des dispositions de l'article 140.a) du CMP ;
- arrêté 012786 du 26 décembre 2012 fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des commissions des marchés des autorités contractantes pris en application de l'article 36.1 du CMP;
- arrêté 012787 du 26 décembre 2012 relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36.6 du CMP;
- arrêté 012788 du 26 décembre 2012 fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics pris en application de l'article 44. f) du CMP;
- arrêté 012789 du 26 décembre 2012 relatif aux commandes pouvant être dispensées de forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures pris en application de l'article 78.3.a) du CMP ;
- arrêté 012790 du 26 décembre 2012 fixant les seuils en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission pris en application de l'article 113 du CMP ;
- arrêté 012791 du 26 décembre 2012 fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution pris en application de l'article 114 du CMP ;
- arrêté ministériel N° 10718/MSP/DPL du 15 décembre 2008 portant révision des listes nationales des médicaments et produits essentiels ;
- arrêté du MEF 092 286 du 3 octobre 2007 portant organisation et fonctionnement de la DCMP ;
- arrêté ministériel N° 8402 MSAS/CAB/CTM4 du 24 juin 1970 fixant les modalités de l'approvisionnement pharmaceutique des services et formations sanitaires ;
- Circulaire du Premier Ministre 003 du 20 novembre 2007 portant directives pour la mise en œuvre des plans de passation des marchés publics ;
- Circulaire du Premier Ministre 004 du 31 mars 2009 portant mise en œuvre de la procédure de demande de renseignements et de prix ;
- Circulaire du Premier Ministre 005 du 28 décembre 2007 portant directives pour la mise en place des Cellules de Passation des Marchés par les Autorités Contractantes ;

- Circulaire du Premier Ministre 0039 du 12 décembre 2012 portant sur l'importance du rôle des Cellules de Passation des Marchés et rappel des procédures à suivre pour une bonne préparation des documents de passation des marchés publics;

3.2 PHASE N° 2 - ANALYSE DE L'ORGANISATION ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous avons effectué une revue succincte de l'organisation et du fonctionnement de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement pour apprécier la capacité de la Pharmacie à mettre en œuvre de manière efficace les procédures d'exécution et de contrôle des opérations de passation des marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre les modules de travaux ci – après :

- analyse de l'organisation institutionnelle mise en place au regard des dispositions des articles 35 à 40 du CMP, des systèmes de gestion financière et des procédures de contrôle interne pour apprécier leur aptitude à gérer la commande publique ;
- évaluation de la qualité des procédures de passation des marchés quant à leur conception et à leur correcte mise en œuvre ;
- appréciation de la capacité des acteurs de la passation des marchés à gérer la commande publique au regard de leur cursus académique et professionnel ;
- contrôle de la régularité des dépenses ;
- revue de la conformité des actes de nomination des membres des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés.

Cette analyse de l'environnement de la passation des marchés revêt une importance de tout premier plan dans l'approche risque que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission. En effet, le risque d'audit comprend une composante risque inhérent portant sur l'environnement et liée à l'intégrité, à l'expérience, à la compétence de la direction, aux pressions fortes qu'elle est susceptible de subir. Notre programme de vérification a été par conséquent modulé pour circonscrire ce risque inhérent de manière à réduire le risque d'audit.

Par ailleurs, l'analyse approfondie des procédures et du système de contrôle interne évoquée ci – avant, nous a permis de circonscrire le risque de contrôle dans la mise en œuvre des procédures de passation et d'exécution des marchés.

Ainsi, notre analyse des trois systèmes d'organisation, d'information et de contrôle nous a permis de faire une évaluation de la pertinence de la définition des pouvoirs, des responsabilités et de la séparation des fonctions d'une part et, d'autre part, d'évaluer la capacité desdits systèmes à maîtriser les risques liés aux opérations de passation des marchés relativement aux assertions d'audit. Cette phase est au cœur de l'approche par les risques que nous avons mise en œuvre dans le cadre de cette mission.

3.3 PHASE N° 3 - VERIFICATION DES DIFFERENTES ETAPES DE LA PASSATION DES MARCHES

La mise en œuvre de l'approche par les risques ci – avant mentionnée nous a conduits à procéder par sondage « un audit consiste à examiner par sondage les éléments probants » et il s'agit d'être raisonnablement sûr qu'il n'existe pas d'anomalies dites significatives (matérialité ou seuil de signification).

Précisons que les termes de référence ont donné des indications sur la taille des échantillons à constituer pour les différents types de marchés.

Ainsi, pour les besoins de nos travaux, nous avons utilisé les techniques d'échantillonnage appropriées de manière à couvrir toutes les natures de marchés. A cet effet, nous avons mis en œuvre une approche à deux niveaux qui a comporté la constitution d'un premier échantillon déterminé par sélection systématique ou au hasard sur lequel porteront les vérifications. La nature des anomalies décelées a permis dans certains cas à reconstituer un second échantillon sur lequel porteront également nos vérifications. L'analyse et la projection des résultats permettront soit de tirer des conclusions, soit de réévaluer le risque d'échantillonnage.

Les contrôles préalables suivants ont été effectués :

- rapprochement du plan de passation des marchés obtenu avec celui qui a été publié par la DCMP sur le portail des marchés publics,
- rapprochement de l'avis général de passation des marchés avec le plan de passation des marchés,
- rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec les données statistiques consignées dans le portail des marchés publics,
- contrôle et rapprochement de l'état d'exécution du plan de passation des marchés avec la situation d'exécution budgétaire, avec les mouvements cumulés des comptes fournisseurs retracés dans la balance auxiliaire des comptes fournisseurs (fournisseurs d'exploitation et fournisseurs d'immobilisations),
- sélection, conformément aux termes de référence de la mission, d'un échantillon de marchés à contrôler sur la base de critères combinés liés au mode de passation, au montant et au type de marchés,
- contrôle de la correcte mise en œuvre de toutes les étapes de la passation des marchés.

Pour l'exécution de cette **PHASE N°3**, nous avons mis en œuvre les **MODULES** de travaux ci après qui épousent les contours des différentes étapes de la passation des marchés.

3.3.1 MODULE N° 1 - AUDIT DE LA PREPARATION DES MARCHES

Dans cette étape de contrôle, les questions qui se posent de prime abord sont les suivantes :

- le besoin est – il bien défini, quantifié et valorisé ?
- le besoin est- il réel ? répond-il exclusivement au besoin de l'Autorité contractante ?
- le marché résulte-t-il d'un regroupement de besoins suivant leur homogénéité ou leur unité fonctionnelle ? N'est-il pas le résultat d'un fractionnement ?
- la passation du marché est-elle conforme à la réglementation ?

Les contrôles ont porté sur les aspects relatifs :

- à la conformité du mode de passation utilisé au regard des seuils de passation, (le risque à circonscrire c'est qu'une **méthode de passation inappropriée** soit utilisée. La démultiplication des procédures de DRP peut cacher un fractionnement des marchés ; tous les **marchés suspects** autrement dit dont le montant avoisine les seuils de passation des marchés par AO seront couverts à 100% ; les marchés attribués à des fournisseurs selon une **fréquence anormalement élevée** seront particulièrement surveillés),
- au respect des règles en matière de revue préalable, par la DCMP, des dossiers d'appel à la concurrence, des rapports d'évaluation ou des contrats,
- à l'autorisation préalable de la DCMP sur toutes les ententes directes (au-delà des autorisations c'est **la question de l'opportunité des ED qui sera examinée** d'une part, **la compétitivité des coûts sera examinée** d'autre part. La nature des informations nécessaires au contrôle des prix de revient est-elle précisée dans le contrat ? Le contrôle des prix de revient est- il effectif ? L'Autorité Contractante est-elle outillée pour effectuer ce contrôle ?),
- au respect des règles de publicité et / ou de sélection des soumissionnaires potentiels (il faudra **déceler toutes les entraves au libre accès** à la commande publique),
- au contenu, à la clarté et à l'exhaustivité des dossiers d'appel à candidatures, (**appréciation de la pertinence des critères d'évaluation et d'attribution**, identification de tous les **critères discriminatoires** constituant des entraves au libre accès à la commande publique qu'il s'agisse des spécifications techniques ou des critères de qualification),
- au contenu des avis d'appel à candidatures et / ou invitations à soumissionner,
- au respect des délais de préparation des offres,
- à la gestion de la période de préparation des offres notamment la **gestion des interactions avec les soumissionnaires** (réponses dans les formes et les délais requis aux interrogations formelles communiquées à tous les soumissionnaires par la PRM ou la personne désignée à cet effet dans le DAC, informations sur l'ouverture),
- au respect des délais de passation des marchés (appréciation de la performance de l'AC, contrôle de la date d'attribution au regard de la durée de validité des offres et

subséquentement application de la formule d'actualisation qui doit figurer dans le DAO).

3.3.2 MODULE N° 2 - AUDIT DE LA GESTION DE L'ATTRIBUTION

Il est entendu que l'attribution concerne la période allant de la date d'ouverture des plis à la date d'approbation du marché.

- vérification de l'existence des registres des marchés côtés et paraphés (dates d'envoi des DAC, dates d'arrivée des offres, vérification des convocations des membres de la CM),
- vérification du contenu des procès verbaux d'ouverture des offres (la CM est-elle régulière ? le PV est-il conforme à l'esprit du code, se limite-t-il à constater plutôt que de prendre des décisions notamment d'élimination inopportune à l'ouverture?),
- vérification de la conformité des informations consignées dans le procès verbaux ou rapports d'évaluation des offres avec le contenu des offres,
- vérification de la **conformité de l'évaluation à l'esprit du code notamment entre l'évaluation de l'offre et l'évaluation ex - post du soumissionnaire à travers les critères de qualification**,
- vérification de l'utilisation exclusive des critères d'évaluation annoncés dans le DAC,
- contrôle de l'application des critères de correction des offres financières,
- **contrôle de la réalité économique des prix proposés**,
- **contrôle d'existence des soumissionnaires pour identifier les éventuelles collusions ou les conflits d'intérêt**,
- vérification du contenu des procès verbaux d'attribution provisoire (vérification du contrôle des critères de qualification du soumissionnaire),
- vérification du contenu des lettres de notification de l'attribution provisoire (vérifier l'existence et apprécier la pertinence de l'avis de la DCMP si requis),
- vérification de la publicité des attributions provisoires et du contenu des avis,
- vérification de l'information des soumissionnaires non retenus et des réponses à leurs demandes d'informations,
- appréciation de la gestion des recours par l'Autorité Contractante et par l'ARMP,
- vérification du contenu des marchés et des éventuels PV de négociation dans les marchés de prestations intellectuelles (vérification et appréciation de l'avis éventuel de la DCMP),
- vérification de l'existence d'une couverture budgétaire suffisante et préalable,
- vérification de l'approbation (respect des délais, motifs de rejet éventuel conforme aux dispositions du code à savoir l'absence de crédits suffisants),
- vérification de la publicité des attributions définitives et du contenu des avis,
- vérification du respect des délais de passation des marchés (attribution pendant la période de validité des offres sinon vérifier l'existence d'une demande formelle de prorogation de la durée de validité des offres),

- vérification de la restitution des garanties de soumission dans les délais requis.

3.3.3 MODULE N° 3 - AUDIT DE LA GESTION DE L'EXECUTION DES MARCHES DANS SES ASPECTS ADMINISTRATIFS, FINANCIERS ET PHYSIQUES

L'audit de matérialité est examiné à ce niveau. Il porte sur un échantillon de marchés en cours d'exécution ou déjà exécutés par l'autorité contractante pour l'exercice concerné par l'audit.

Différentes diligences ont été mises en œuvre :

- vérification du respect du formalisme de la notification qui fait courir les délais contractuels,
- vérification du recueil des garanties (garantie de bonne exécution), de leur conformité aux modèles fournis dans les DAC et de leur durée de validité,
- vérification de l'habilitation par le MEF des organismes qui délivrent les garanties,
- vérification du non paiement du premier décompte avant la constitution du cautionnement définitif,
- vérification du respect des délais d'exécution des marchés et éventuellement de l'application des clauses de pénalités,
- vérification du contenu des contrats,
- évaluation de l'organisation mise en place par l'Autorité Contractante pour le suivi de l'exécution du marché (processus de validation des différentes étapes, respect des dispositions relatives au paiement, **contrôle de cohérence entre l'exécution physique et l'exécution financière**),
- vérification de la conformité des avenants éventuels,
- vérification de la gestion des éventuels litiges,
- vérification de la réception effective des biens et services (**vérification de la matérialité des prestations**, vérification de la régularité des commissions de réceptions, vérification de l'enregistrement en comptabilité matières),
- vérification de la mise en œuvre des garanties en cas de besoin (garantie de bonne exécution et garantie décennale),
- vérification de la levée des cautionnements dans les délais requis.

SECTION 4 RESULTATS DES TRAVAUX

4. RESULTATS DES TRAVAUX

4.1 REVUE DU CADRE INSTITUTIONNEL ET DE L'ENVIRONNEMENT DE LA PASSATION DES MARCHES

4.1.1 COMMISSION DES MARCHES

La Commission des Marchés (CM) de la PNA, compétente pour les opérations de passation des marchés, a été instituée comme stipulé dans l'arrêté N° 12 786 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36-1 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés.

La note de service N° 24/MSP/PNA/DIR/CPM prise à cet effet et portant reconduction de la Commission des Marchés (CM) de la PNA est datée du 05 janvier 2012. L'examen de cette note de service a permis de noter que la Présidence de la Commission des Marchés de la PNA est assurée par le Chef du Service Administratif et Financier, ce qui n'est pas conforme aux dispositions de l'article 2.d) de l'arrêté N° 12 786 du Ministre de l'Economie et de Finances en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36.1 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant CMP ci-avant mentionné. Cette commission a ainsi siégé et statué sur les dossiers de passation des marchés jusqu'au 9 mars 2012, date à laquelle la non-conformité ci-avant mentionnée a été corrigée par la note de service N° 475 qui désignait, à compter de cette date, le Chef du Service du Système d'Information Globale comme Président de la Commission des Marchés.

Nous rappelons aussi qu'aux termes de l'article 2 de l'arrêté N° 12787 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 36.6 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant CMP et relatif aux Commissions des Marchés, la Commission des Marchés doit être constituée au plus tard le 5 janvier pour chaque exercice.

4.1.2 CELLULE DE PASSATION DES MARCHES

La Cellule de Passation des Marchés avait déjà été instituée conformément à l'arrêté N° 12 783 du 26 décembre 2012 du Ministre de l'Economie et des Finances pris en application des dispositions de l'article 35 du décret 2011 – 1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics et relatif aux Cellules de Passation des Marchés.

L'intégration d'un nouveau membre a été formellement notifiée aux organes de contrôle a priori et de régulation des marchés publics et l'attestation de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d'éthique en matière de Marchés Publics signée par le nouveau membre transmise auxdites structures.

Le rapport annuel qui a été établi par la Cellule de Passation des Marchés est réduit à un tableau récapitulatif des marchés passés au cours de l'exercice 2012. Même si le format

préconisé par la DCMP a été respecté, il n'en demeure pas moins qu'il s'agit d'un document sommaire qui ne retrace pas la vie de la Commission des Marchés au cours de la Gestion sous revue. Le rapport annuel gagnerait à être mieux structuré avec un chapitre introductif décrivant le cadre dans lequel les opérations de passation de marchés ont été exécutées, les structures mises en place par l'autorité contractante, les actions de renforcement des capacités des acteurs, un corps de rapport donnant des indications précises sur la nature et les volumes d'opérations traitées, le taux de réalisation au regard des prévisions du PPM, les difficultés rencontrées, les solutions apportées, la gestion des interactions avec la DCMP, l'ARMP, les candidats (demandes d'informations, recours), les problèmes rencontrés dans le suivi de l'exécution des marchés, les solutions apportées, les mises en demeure formulées les résiliations prononcées, les préconisations pour l'amélioration des processus internes... Il s'agit d'élaborer un véritable rapport d'activités plutôt que de se limiter à livrer des statistiques de marchés qui présentent certes un intérêt pour la DCMP dans sa mission de consolidation des données mais n'apporte pas une véritable valeur ajoutée pour la Personne Responsable des Marchés de l'Autorité Contractante pour qui ce rapport doit constituer un véritable outil de gestion des marchés.

4.1.3 CHARTE DE TRANSPARENCE ET D'ETHIQUE EN MATIERE DE PASSATION DES MARCHES PUBLICS

Les attestations de prise de connaissance de la **charte de transparence et d'éthique en matière de marchés publics** nous ont été communiquées. Elles ont été signées le 04 janvier 2012. Elles ont été transmises à la DCMP le 05 janvier 2012.

4.1.4 DOCUMENTS DE PROGRAMMATION DE LA PASSATION DES MARCHES

Dans le cadre de l'exécution de notre mission, nous devons procéder à la revue du Plan de Passation des Marchés de la PNA de l'état d'exécution dudit PPM, de l'Avis Général de Passation des Marchés et apprécier leur établissement conforme aux modèles prescrits par l'Organe chargé de la Régulation des Marchés publics.

4.1.4.1 PLAN DE PASSATION DES MARCHES

Le Plan de Passation des Marchés a été établi et transmis à la DCMP conformément aux dispositions de l'article 6 du CMP et au modèle prescrit par l'ARMP.

4.1.4.2 AVIS GENERAL DE PASSATION DES MARCHES

L'AGPM a été publié sur le portail des marchés publics du Sénégal et dans le quotidien Le Soleil du 25 janvier 2011. L'Autorité Contractante s'est acquittée de son obligation d'information des soumissionnaires potentiels dans les délais requis puisqu'il est fait obligation à chaque Autorité Contractante de publier un AGPM au plus tard le 31 janvier de l'année en cours.

4.1.5 RAPPEL DES SEUILS APPLICABLES A LA PNA

Les seuils de passation, de contrôle préalable et d'approbation des marchés de la PNA sont résumés dans les tableaux récapitulatifs ci – après :

TABLEAU DE SYNTHESE DES SEUILS APPLICABLES A LA PNA EN VERTU DE L'ARTICLE 53 DU CODE DES MARCHES PUBLICS, DES ARRETES 12 785, 12 790 ET 12 791 DU MINISTRE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES PRIS EN APPLICATION DES ARTICLES 140, 113 ET 114 DU CODE DES MARCHES PUBLICS

Type de marchés	Seuils de passation des marchés par Appel d'Offres	Seuil de contrôle DCMF			Garantie de soumission	Garantie de bonne exécution
		Dossier d'Appel à la Concurrence	Rapport d'évaluation et Procès Verbal d'attribution	Examen juridique et technique du Projet de Contrat		
	Article 53	Arrêté 12 785 pris en application de l'article 140.a	Arrêté 12 782 pris en application de l'art 140.b	Arrêté 12 782 en application de l'article 140.c	Arrêté 12 790 en application de l'article 113	Arrêté 12 791 en application de l'article 114
Travaux	25	250	100	800	>=60	>=35
Fournitures et services	15	150	40	400	>=30	>=25
Prestations Intellectuelles	25	150	40	350	NA	>=35

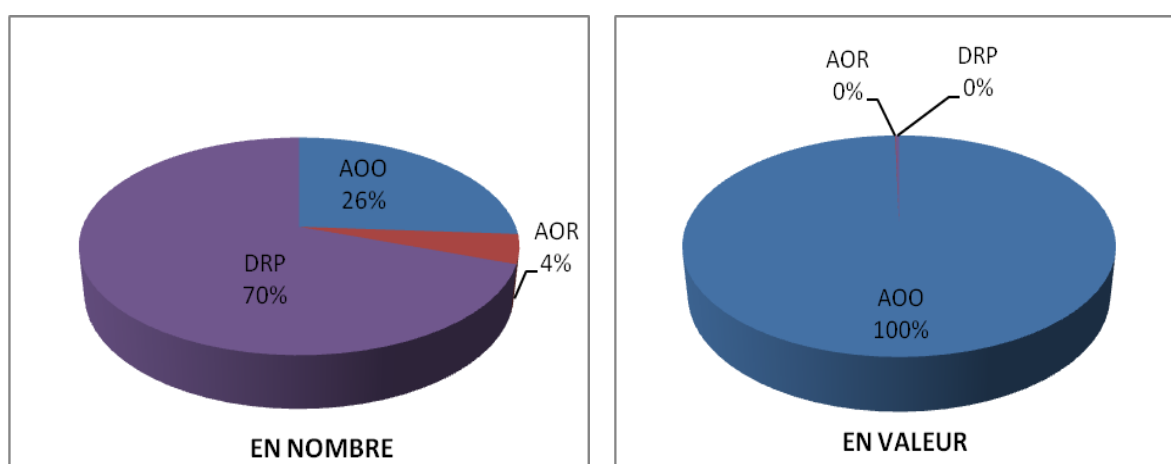
4.2 EXAMEN DES MARCHES

4.2.1 PERIMETRE COUVERT PAR NOS TRAVAUX

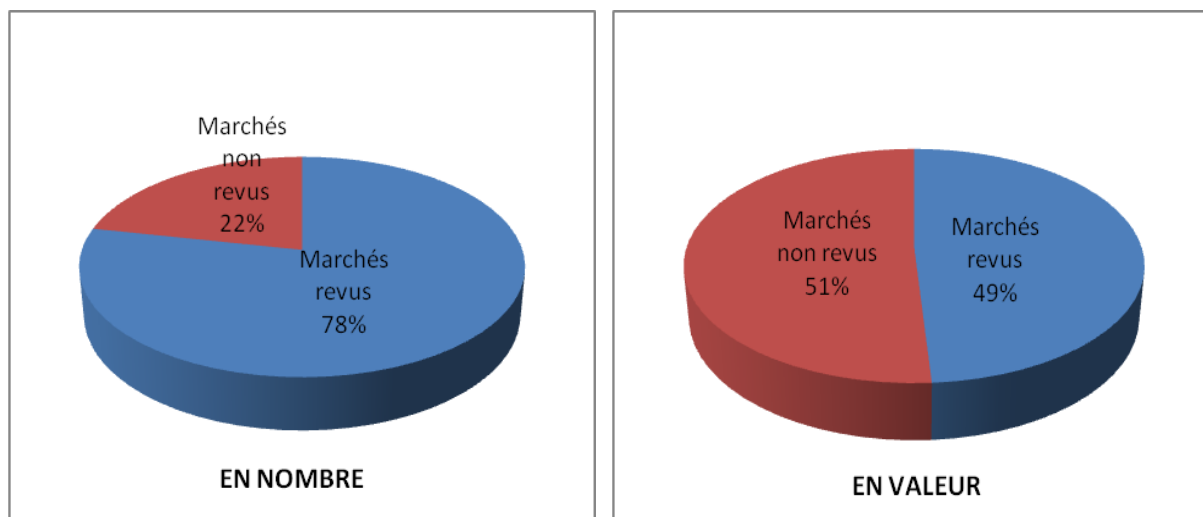
Le tableau récapitulatif ci – après donne le volume et la valeur des marchés présentés et des marchés couverts :

Modes de passation de marchés	Typologie des marchés passés au titre de la gestion 2012		Typologie des marchés examinés lors de la présente revue		Taux de couverture	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Appel d'offres ouvert (AOO)	6	44 136 724 269	3	21 566 902 058	50%	49%
Appel d'offres restreint (AOR)	1	23 236 621	1	23 236 621	100%	100%
Demande de Proposition (DP)					-	-
Demande de Renseignements et de Prix (DRP)	16	131 442 437	14	96 385 387	88%	73%
Entente directe (ED)					-	-
Avenant					-	-
TOTAL	23	44 291 403 327	18	21 686 524 066	78%	49%

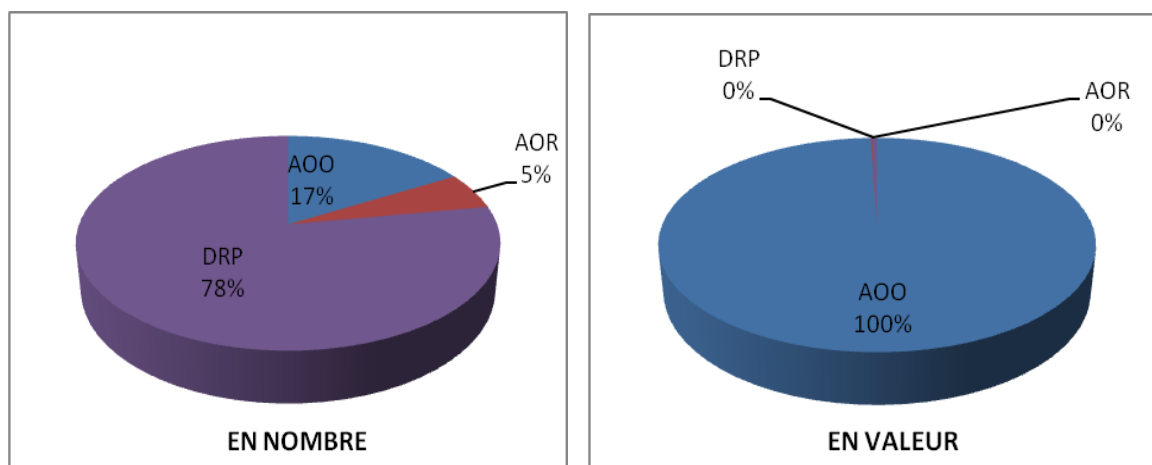
La répartition des marchés présentés se présente comme suit :



CARTOGRAPHIE DES MARCHES PRESENTES PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR



CARTOGRAPHIE DES MARCHES COUVERTS EN NOMBRE ET EN VALEUR



DISTRIBUTION DES MARCHES COUVERTS PAR MODE DE PASSATION EN NOMBRE ET EN VALEUR

4.2.2. MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES OUVERT

AOI N° 11/2011 FOURNITURE DE MEDICAMENTS ESSENTIELS, MATERIELS ET CONSOMMABLES MEDICO-PHARMACEUTIQUES, REACTIFS DE LABORATOIRE, VACCINS, PRODUITS DENTAIRE ET MEDICAMENTS ANTIRETROVIRAUX	
Date de publication de l'AGPM	25 janvier 2011 dans Le Soleil
Date de transmission du DAO à la DCMP	24 septembre 2010 (lettre non transmise)
Date de l'ANO de la DCMP sur le DAO	18 février 2011
Date de publication de l'AO	23 février 2011 dans Le Soleil 25 février 2011 dans Walfadjri L'Aurore Semaine du 27 février au 5 mars 2011 dans Jeune Afrique
Date limite de dépôt des offres	27 avril 2011
Délai de préparation des offres	1 ^{ère} publication : 63 jours 2 ^e publication : 61 jours 3 ^e publication : 59 jours
Période de validité des offres	120 jours à compter de la date limite de soumission
Date de convocation des membres de la CM	19 avril 2011
Date d'ouverture des plis	27, 28 et 29 avril 2011 et 2 mai 2011
Date de l'évaluation technique	-
Date d'attribution	29 juin 2011
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution (selon les articles)	27 juillet 2011 09 août 2011 19 août 2011 22 novembre 2011
Date de publication de l'attribution provisoire	25 août 2011 dans Le Soleil Avis rectificatif du 15 novembre 2011 dans Le Soleil
Date de notification d'attribution provisoire	23 et 24 août 2012
Date d'information des candidats non retenus	26 août 2012
Date de l'attestation d'existence	28 décembre 2011

de crédits		
Date de souscription	04 novembre 2011 10 octobre 2011 11 octobre 2011 12 octobre 2011 26 octobre 2011 11 novembre 2011 14 novembre 2011 15 juin 2012	
Date d'avis de la DCMP sur le projet de contrat	28 décembre 2011 06 janvier 2012 18 juin 2012	
Date d'approbation	02 janvier 2012 19 janvier 2012 27 juin 2012	
Date d'immatriculation	03 janvier 2012	
Date de notification du marché	09 janvier 2011(SANOFI PASTEUR ET SOTELMED)	
Date d'enregistrement du contrat	05 mars 2012 (Valdafrique) 18 juillet 2012 (Contrat reconduit de Carrefour médical)	
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-	
Délai d'exécution	7 jours au plus tôt et 126 jours au plus tard	
Attributaires	Carrefour Médical	3 911 400 000 F CFA HT/HD
	Fresenius Medical Care Deutschland	2 064 631 217 F CFA HT/HD
	Holding Company	1 873 727 395 F CFA HT/HD
	Laboratoires Lafran	1 292 076 548 F CFA HT/HD
	Pfizer Afrique de l'Ouest	1 799 750 000 F CFA HT/HD
	Sanofi Winthrop Industrie	667 108 269 F CFA HT/HD
	Sidhaant Life Sciences Pvt. Ltd	1 000 615 831 F CFA HT/HD
	Surgi & Medic International Ltd	1 761 156 475 F CFA HT/HD

	Unimark Remedies Limited	1 081 673 093 F CFA HT/HD
	Valdafrique	1 168 955 000 F CFA HT/HD
	Sanofi Pasteur	2 886 210 800 F CFA HT/HD (Non exécuté)
	Sotelmed	2 039 904 100 F CFA HT/HD
Non conformités	<p>La Commission des Marchés qui a siégé pour statuer sur ce marché est présidée par le Chef du Service Administratif et Financier qui n'est pas habilité à assurer la présidence d'une telle commission au regard des dispositions de l'article 2.d) de l'arrêté 12 786 du MEF en date du 26 décembre 2012 pris en application de l'article 36.1 du CMP.</p> <p>Il est indiqué dans les DPAO notamment à l'IC 13-1, qu'un candidat est autorisé à soumettre une offre variante avec ou sans offre de base. Cette clause du DAO n'est pas conforme aux dispositions des articles 59-3 et 62 du CMP car il ne peut y avoir de variante sans offre de base. L'article 59-3 du CMP stipule par ailleurs que seule la variante du soumissionnaire ayant proposé l'offre de base évaluée conforme et la moins disante pourra être prise en considération. L'article 62 du CMP vient préciser ce point en disposant qu'une variante ne peut être proposée qu'avec une offre de base.</p> <p>Même si la réglementation nationale proscriit la proposition de variante sans offre de base, dans le cas spécifique de l'acquisition de médicaments, les textes réglementaires devraient être revus puisqu'il est possible dans le domaine médical d'obtenir des médicaments de substitution.</p> <p>Ensuite, l'envoi d'échantillons était déterminé comme un critère de sélection ; ainsi, la non présentation d'échantillons constitue un motif de rejet de l'offre. Néanmoins, sur plusieurs articles, la commission d'évaluation a procédé à l'examen préliminaire des offres sans prendre compte de ce critère qui constitue un critère important de jugement des offres et est passée par la suite à l'examen des critères de qualification pour l'ensemble des soumissionnaires dont les offres ont été considérées comme conformes.</p> <p>L'examen du rapport d'évaluation a par ailleurs permis de noter</p>	

	<p>que l'offre de LAFRAN a été déclarée recevable, conforme et admise à l'examen détaillé alors que le soumissionnaire LAFRAN n'avait soumis aucun échantillon pour l'ensemble des articles. Il s'agit d'une entorse aux dispositions du DAO qui indiquait clairement que l'absence d'échantillon est un motif de rejet des offres et une violation du principe d'égalité de traitement des candidats.</p> <p>La mission a noté que le marché attribué à Carrefour Médical et qui a été souscrit le 04 novembre 2011, a fait l'objet d'un avenant en 2012. Même si l'article 25 alinéa 2 du décret 2007 – 545 dispose que les marchés de clientèle ou à commande sont conclus pour une durée égale à un an, renouvelable par avenant, sans pouvoir dépasser deux ans, il n'en demeure pas moins que le montant d'un avenant ne peut excéder 30% du montant du marché de base. Dans le cas d'espèce, le terme « avenant » est inapproprié car il s'agit plutôt d'une reconduction d'un contrat initial dont l'exécution se poursuit au-delà d'une année car prévue dans ledit contrat sous réserve que l'exécution du premier marché soit jugée satisfaisante par l'Autorité Contractante. Les critères d'évaluation de l'exécution satisfaisante du marché initial doivent par conséquent être clairement énoncés dans le contrat et donner lieu à la rédaction d'un procès verbal d'évaluation dûment approuvé. Si cette évaluation juge l'exécution satisfaisante, un avenant peut être signé avec le prestataire pour la continuation de l'exécution du contrat.</p> <p>Hormis les contrats de Carrefour Médical et Valdafrique, aucun des contrats n'a été soumis aux formalités de l'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CGI. Même s'il s'agit de marchés exonérés, l'enregistrement GRATIS doit être effectué.</p> <p>Les anciens articles 81-3, 86 et 87 du décret 2007-545 du 25 avril 2007 cités dans l'avis d'attribution doivent être remplacés dans lesdits documents respectivement par les articles 83-3, 88 et 89 du décret 2011-1048 du 27 juillet 2011 portant Code des Marchés Publics.</p> <p>Le support de publicité de l'avis d'attribution définitive et les documents liés à l'exécution (bons de commande, bordereaux de livraison, factures définitives) et au règlement (chèque ou virement bancaire) du marché ne sont pas versés au dossier.</p>
--	---

Recommandations	<p>Veiller au respect des dispositions des articles 59-3 et 62 du CMP sur les variantes.</p> <p>Soumettre les contrats aux formalités d'enregistrement conformément à l'article 424-12 du CGI.</p> <p>Revoir le terme « avenant » qui est utilisé dans les contrats car les conditions stipulées aux articles 23 et 24 du CMP pour passer un avenant ne sont pas réunies dans ce cas, il s'agit plutôt d'une reconduction de contrat qui doit comporter les critères d'évaluation du niveau de satisfaction du contrat de base.</p> <p>Actualiser les articles de référence dans les avis de publication d'attribution notamment les articles 83.3 et 88 du CMP (décret 2011-1048 du 27 juillet 2011) qui se substituent aux articles 81.3 et 86 de l'ancien code des marchés publics.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La revue des marchés de l'exercice 2012 a mis en exergue plusieurs points de non-conformité dont le fait que le Chef du Service Administratif et financier de la PNA a été désigné Président de la commission des marchés, au début de l'exercice 2012. La composition de la commission des marchés a été soumise à la validation de la DCMP qui a émis des réserves par la suite, sur ce point.</p> <p>Donnant suite à cette observation, la PNA a pris les mesures rectificatives par la note de service n° 000945/MSAS/PNA/DIR du 9 Mars 2012.</p> <p>Par ailleurs, l'arrêté n° 12786 du MEF, en date du 29 Décembre 2012 est postérieur à la situation observée.</p> <p>Dans votre rapport, vous soulignez le fait que le Laboratoire LAFRAN n'a fourni aucun échantillon sur tous les articles, en violation des stipulations du DAO.</p> <p>En retour, nous vous soulignons que le Laboratoire en question a soumis les échantillons, pour tous les articles, pour lesquels, il a été retenu. Nous vous informons que pour les appels d'offres d'acquisition de médicaments, la présence des échantillons est indispensable à la fois pour l'évaluation des offres et pour</p>

	<p>l'exécution du marché, par conséquent, aucun soumissionnaire ne peut être retenu, si son offre n'est pas accompagnée d'échantillons.</p> <p>Ces échantillons, classés et archivés, sont disponibles dans les locaux de l'établissement, il est toujours possible pour vous de vérifier l'existence des échantillons du fournisseur en question, dans l'échantillon thème de la PNA.</p> <p>L'enregistrement des marchés de médicaments est une question importante que la PNA a abordé au plus haut niveau de l'Etat, entre le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale et le Ministère de l'Economie et des Finances. Il y a incertitude sur ce point car, si certains fournisseurs enregistrent leurs marchés gratuits, d'autres doivent s'acquitter des frais d'enregistrement, à hauteur de 1% du montant des marchés, plus les timbres.</p> <p>Enfin, les documents relatifs à l'exécution des marchés échantillonnés par l'audit, ont été transmis dans les liasses, constituant les ordres de paiements.</p> <p>En conclusion, nous considérons ces points de non conformités levés et suggérons qu'ils soient enlevés du rapport.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Par rapport à la Présidence de la commission des marchés par le Chef du Service Administratif et Financier, nous prenons acte de vos commentaires. Seulement, les réserves émises par la DCMP, sur ce point et que vous avez évoquées et qui vous avaient fait prendre des mesures rectificatives, confirment nos observations. Sur la fourniture d'échantillons par le Laboratoire LAFRAN, nous prenons acte de vos commentaires et retirons nos observations sur ce point.</p> <p>Sur l'enregistrement des marchés, nous maintenons nos observations et recommandations. Il est de la responsabilité des attributaires de soumettre leurs contrats à la formalité de l'enregistrement mais il est du ressort de la PNA de veiller à ce que cette formalité soit accomplie avant la mise en règlement des factures.</p> <p>Pour les documents d'exécution du marché, nous prenons acte de la transmission des documents ex-post.</p>

« AO ASSURANCES _ AN _ 2012 » SERVICES DE COUVERTURE EN ASSURANCE DES RISQUES LIES A L'ACTIVITE	
Date de publicité de l'AGPM	29 Novembre 2011
Date de transmission du DAO à la DCMF	Non requis
Date de publication de l'AO	15 Janvier 2012 « Le Soleil »
Date limite de dépôt des offres	14 Février 2012 à 15 h
Délai de préparation des offres	29 jours
Date d'ouverture des plis	14 Février 2012 à 15 h
Date de l'évaluation technique	16 Février 2012
Date d'attribution	21 Février 2012
Date de notification d'attribution provisoire	24 Février 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	-
Date de publication de l'attribution provisoire	-
Date de souscription	Lot 1 « Globale Dommage et Responsabilité Civile » et Lot 2 « Assurance Flotte Automobile » : 1 ^{er} Mars 2012
Date d'approbation	06 Mars 2012
Date d'immatriculation	-
Date de notification	-
Date d'enregistrement du contrat	Lot 1 : 20 Mars 2012 Lot 2 : 13 Mars 2012
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	-
Délai d'exécution	Lot 1 : 12 mois Lot 2 : 10 mois
Garantie de soumission	400 000 FCFA pour les deux (2) lots

Attributaire	Lot 1 ASKIA ASSURANCES	7 963 217 F CFA TTC
	Lot 2 SONAM ASSURANCES	4 610 113 F CFA TTC
Non conformités		<p>La partie III « marché » relative au CCAG et au CCAP ne figure pas dans le DAO ;</p> <p>Les reçus découlant de l'acquisition du DAO par les entreprises n'ont pas été classés dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Le délai de préparation des offres est de 29 jours, en violation de l'article 63.2 du CMP qui fixe un délai minimal de 30 jours calendaires pour les appels d'offres au niveau national ; ce petit décalage d'un jour est susceptible d'entraîner l'annulation et la reprise de la procédure.</p> <p>L'avis d'appel d'offres renvoie les candidats aux DPAO, pour la prise de connaissance d'une partie des exigences en matière de qualifications, en violation de l'article 66 du CMP sur les mentions obligatoires à insérer dans ledit avis ; cette information permet également aux candidats potentiels de savoir s'ils sont en mesure de soumissionner au marché ou pas.</p> <p>La marge de solvabilité est fixée sans aucune précision sur les modalités d'application et d'appréciation de sa grandeur et sur les valeurs de référence par rapport auxquelles elle est appréciée ;</p> <p>Seule la garantie de soumission de CGA ASSURANCES a été classée dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Aucun justificatif relatif à la transmission du PV d'ouverture des plis aux candidats n'a été classé dans le dossier, en violation de l'article 67.4 du CMP ;</p> <p>L'offre du candidat ASKIA n'a pas été évaluée pour le lot 2, pour durée de validité de la caution de soumission non conforme alors que celle-ci est valable, sa durée de validité est de 118 jours ;</p> <p>L'offre du candidat ASKIA pour le lot 2 n'a pas été évaluée et pourtant la commission technique a procédé à</p>

	<p>son classement une fois l'évaluation bouclée ;</p> <p>Les attestations de mainlevée des garanties de soumission des candidats non retenus ne figurent pas dans le dossier ; au regard des dispositions de l'article 83.3 du CMP, la PRM doit aviser les candidats non retenus, leur restituer leurs garanties de soumission et publier un avis d'attribution provisoire.</p> <p>Les lettres d'information des candidats NSIA et CGA, du rejet de leurs offres sont incohérentes en ce qu'elles leur réclament des garanties de bonne exécution, alors que ces derniers ont été écartés à l'évaluation pour défaut de garantie de soumission ;</p> <p>Les lettres d'information de deux des candidats non retenus, du rejet de leurs offres ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de l'article 83.3 du CMP ;</p> <p>Le support de publication de l'attribution provisoire, les lettres de notification de l'attribution définitive des marchés, le support de publication de l'attribution définitive, l'attestation d'existence de crédits et les actes d'immatriculation ne figurent pas dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Le justificatif d'un décaissement relatif à l'Avenant 1072031, ayant pour date d'effet le 01 Mars 2013, d'un montant de 405 408 F CFA TTC a été classé dans le dossier, mais l'avenant en question n'y a pas été joint ;</p> <p>Le contrat du lot 2 « Assurance Flotte Automobile » a été enregistré mais il ressort des justificatifs de règlement que la TVA n'a pas été précomptée ;</p> <p>Les justificatifs d'exécution et de règlement des factures du marché relatif au lot 1 n'ont pas été joints au dossier ;</p> <p>Les attestations d'assurances automobiles versées au dossier sont relatives à la gestion 2013.</p>
--	---

Recommandations	<p>Se conformer à l'article 63.2 du CMP sur le délai de préparation des offres ;</p> <p>Se conformer à l'article 66 du CMP sur les mentions obligatoires de l'avis d'appel d'offres ;</p> <p>Se conformer à l'article 67 du CMP sur l'ouverture des plis ;</p> <p>Se conformer à l'article 83.3 du CMP sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Respecter les règles de notification et de publicité de l'article 85 du CMP;</p> <p>Mettre à disposition tous les justificatifs d'exécution et de règlement du marché ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	La PNA prend bonne note des observations des auditeurs.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons toutes nos observations et recommandations.

S-SAF-010 AO/PNA/NETTOIEMENT/2012 SERVICE DE NETTOIEMENT DES LOCAUX ET ENLEVEMENT DES ORDURES AU SIEGE DE LA PNA	
Date de transmission du DAO N°	Néant
Date d'ANO de la DCMP sur le DAO	Néant
Date de publication de l'AO	Le Soleil du 28 décembre 2011
Date limite de dépôt des offres	30 janvier 2012 à 15 heures 30
Délai de préparation des offres	32 jours
Date d'ouverture des plis	30 janvier 2012
Date de l'évaluation technique	09 février 2012
Date d'attribution	14 février 2012
Date de notification d'attribution provisoire	17 février 2012
Date de l'attestation d'existence de crédits	Néant
Date d'ANO de la DCMP sur le rapport d'analyse et procès verbal d'attribution	Néant
Date de publication de l'attribution provisoire	Néant
Date d'ANO de la DCMP sur le projet de contrat	Néant
Date de souscription	16 février 2012
Date d'approbation	20 février 2012
Date d'immatriculation	Néant
Date de notification	Néant
Date d'enregistrement des contrats	16 mars 2012 pour le marché de 8 544 000 F CFA 16 mars 2012 pour le marché de 7 120 000 F CFA
Date de publication de l'avis d'attribution définitive	Néant
Délai d'exécution	Dix (10) mois du 1 ^{er} mars au 31 décembre 2012

Garantie de soumission	400 000 F CFA valable pendant un délai de 118 jours à compter de la date limite de dépôt des offres
Attributaire	AUTOLAND
Montant des marchés en TTC	7 120 000 F CFA
Non conformités	<p>Deux (02) contrats portant les mêmes dates de souscription, d'approbation ont été enregistrés pour une même prestation avec des montants différents (8 544 000 F CFA TTC et 7 120 000 F CFA TTC). Les pages d'enregistrement et de signatures des deux (02) contrats sont identiques. Les deux lettres de soumission datées du 25 janvier 2012 proposent une offre mensuelle de 603 390 F CFA HT, TVA 108 610 F CFA, soit 712 000 F CFA TTC/mois, ce qui fait un total de 7 120 000 F CFA TTC pour la période de mars à décembre 2012 alors que dans le procès-verbal d'attribution provisoire, la commission des marchés avait fait une proposition d'un (01) an. L'attributaire n'a fourni que les états financiers de 2010 alors que les trois derniers exercices étaient bien demandés. AUTOLAND, dans sa lettre réponse du 25 septembre 2012, souhaite avoir un avenant de 25% pour renforcer son effectif et la permanence au niveau de la PNA comme le souhaite la Directrice de la PNA. Nous n'avons pas la lettre de la Directrice de la PNA demandant le renforcement de l'effectif.</p> <p>Un avenant N°1 a été signé le 02 novembre 2012 suite à l'augmentation de la quantité des prestations fournies et l'affectation de deux agents supplémentaires sur le site du siège de la PNA par AUTOLAND. Le montant total du marché et de l'avenant s'établit comme suit :</p> <p>Mt du marché initial 8 544 000 F CFA montant de l'avenant <u>406 857 F CFA</u></p> <p style="text-align: center;">8 950 857 F CFA</p> <p>Un deuxième avenant signé le 28 décembre 2013 suite à la prolongation de deux (02) mois de la durée du contrat initial qui prend fin le 31 décembre 2012 et calculé sur le montant du marché initial qui est de 7 120 000 F CFA TTC alors que la proposition de la commission des marchés avait proposé pour un montant de 8 544 000 F CFA .</p> <p>Mt du marché initial 7 120 000 F CFA</p>

	<p>montant de l'avenant 1 406 857 F CFA</p> <p>montant de l'avenant 2 <u>1 830 857 F CFA</u></p> <p>9 357 714 F CFA</p> <p>Il y a une incohérence sur les montants des contrats pour les travaux de nettoyage.</p>
Recommandations	<p>Veiller à la cohérence des montants inscrits sur les différents documents de passation de marchés.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>L'incohérence entre les montants des contrats tient lieu d'une erreur sur le marché initial qui était fixé à 8 544 000 F CFA annuel, pour une prestation mensuelle de 712 000 F CFA ; or le contrat était prévu pour une durée de dix (10) mois et le montant aurait dû être fixé à 7 120 000 F CFA. C'est en préparant l'avenant que l'erreur a été décelée et corrigée et le montant de l'avenant, calculé, sur la base du montant réel du marché.</p> <p>Nous tenons à souligner le fait que le marché a été exécuté sur la base de l'offre mensuelle retenue, comme moins disante et que l'avenant a été calculé sur le montant du marché initial, couvrant les dix (10) mois restants de l'année budgétaire.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires qui confirment nos observations</p>

4.2.3 MARCHES CONCLUS SUITE A UN APPEL D'OFFRES RESTREINT

AOR N° F-SAMPE-37 ACQUISITION DE VACCINS ET SERUMS ANTIRABIQUES	
Date de demande d'autorisation à la DCMP de passer le marché par ED	27 août 2012 (lettre non transmise)
Date de l'ANO de la DCMP pour passer le marché par AOR	30 août 2012
Date des lettres d'invitation aux fournisseurs short-listés	06 novembre 2012
Date de convocation des membres de la CM	21 novembre 2012
Date limite de dépôt des offres et d'ouverture des plis	27 novembre 2012 (PV de carence)
Délai de préparation des offres	21 jours
Durée de validité des offres	90 jours
Lettre de report de l'ouverture des plis	27 novembre 2012
Date de convocation des membres de la CM	06 décembre 2012
Date d'ouverture des plis reportée	14 décembre 2012
Date de l'évaluation technique	27 décembre 2012
Date de convocation des membres de la CM	07 janvier 2013
Date d'attribution provisoire	11 janvier 2013
Date d'avis de la DCMP sur le rapport d'évaluation et le PV d'attribution	22 janvier 2013

Date de notification d'attribution définitive	15 février 2013
Date de souscription	22 mars 2013
Date d'approbation	19 avril 2013
Date de l'attestation d'existence de crédits	25 avril 2013
Date d'avis sur le projet de marché	02 mai 2013
Date d'immatriculation	02 juillet 2013
Date de notification du marché	-
Date d'enregistrement des contrats	-
Délai d'exécution	15 jours au plus tôt et 45 jours au plus tard après notification du contrat au titulaire (DAO) 3 semaines après réception du bon de commande
Fournisseurs consultés	Novartis Vaccins et Diagnostics S.A.S. – Sanofi Pasteur – Institut Pasteur de Dakar
Nombre d'offres reçues	01 : SANOFI PASTEUR
Estimation du coût	45 000 000 F CFA
Attributaire	SANOFI PASTEUR
Montant en F CFA TTC	35 424 euros (23 236 621 F CFA)
Non conformités	<p>Dans la lettre d'invitation adressée aux prestataires short-listés, il est précisé que ce marché est passé par appel d'offres national retreint alors que deux des trois candidats pressentis sont basés en France et que le délai également a été fixé à 21 jours, délai requis pour un AOR international, contrairement au délai de 10 jours qui est applicable à l'appel d'offres restreint national. L'intitulé du marché prête à confusion car il s'agit bien d'un appel d'offres international restreint.</p> <p>Le procès verbal de carence dressé au terme de la date limite de dépôt des offres ne donne pas d'indication sur l'identité de l'unique candidat ayant déposé une offre ; il se limite à signaler qu'une seule offre a été reçue. Pour la bonne information de tous les acteurs, il est important d'indiquer de manière précise</p>

	<p>l'identité du soumissionnaire dans le procès verbal. Ledit soumissionnaire est destinataire du procès verbal d'ouverture et le dossier qui nous a été transmis ne comprend pas de document attestant la transmission effective dudit procès verbal d'ouverture au soumissionnaire en violation des dispositions de l'article 67-4 du CMP.</p> <p>En date du 30 août 2012, la DCMP, faisant suite à une demande d'autorisation de la PNA de passer un marché par entente directe pour l'acquisition de vaccins et de sérums antirabiques, a refusé ladite demande fondée sur l'article 76.2.b) relatif à l'urgence impérieuse et a par ailleurs autorisé la PNA à lancer une procédure d'achat par appel d'offres restreint en invoquant des circonstances particulières qui s'attachent à l'exécution des prestations envisagées. Nous estimons que la DCMP aurait dû préciser dans sa lettre que ce sont les dispositions de l'article 73 .2. a) du CMP relatif aux circonstances particulières nécessitant une action rapide de l'autorité contractante afin de prévenir un danger qui s'appliquent.</p> <p>L'examen du procès verbal d'ouverture des plis a permis de constater que la Commission des Marchés a opéré comme si le marché avait fait l'objet d'un allotissement alors qu'au vu du contenu du DAO et de la lettre d'invitation à soumissionner, il s'agit d'un marché à lot unique ; la détermination du montant de la garantie de soumission renforce cette appréciation à savoir qu'il s'agit bien d'un seul et unique lot. En procédant de la sorte, la Commission des Marchés fait une entorse aux règles d'ouverture des plis car l'allotissement d'un marché se fait ex-ante au moment de la préparation du dossier d'appel à la concurrence et non à l'ouverture des plis au vu de la configuration des offres.</p> <p>En effet, SANOFI PASTEUR qui est l'unique soumissionnaire, n'a proposé que des vaccins qui ont été considérés comme un lot accompagné d'une garantie de soumission de 1 062,72 euros soit 697 099 F CFA alors qu'une garantie de soumission de 1 000 000 F CFA avait été requise pour l'ensemble du marché (vaccins et sérums). Les garanties émises pour un montant inférieur à celui indiqué dans les IS ou pour une période plus courte que celle qui est stipulée dans ces mêmes instructions ne sont pas acceptables et doivent entraîner le rejet de l'offre.</p> <p>La lettre transmise par l'Institut Pasteur de Dakar le 7 novembre 2012 précisant qu'il ne distribue pas de vaccins antirabiques un</p>
--	---

	<p>jour après la réception de l'invitation à soumissionner du 6 novembre 2012 aurait dû conduire la PNA à élargir sa liste restreinte pour être en conformité avec les dispositions de l'article 74.1 du CMP qui dispose qu'il faut au moins trois candidats de manière à assurer une concurrence réelle, il en est de même de l'article 67-5 du CMP qui stipule « lorsqu'un minimum de trois plis n'a pas été remis aux date et heure limites de réception des offres, l'AC ouvre un nouveau délai qui ne peut être inférieur à 15 jours ouvrables ».</p> <p>L'examen du dossier de marché a permis de constater que deux lettres datées du 27 novembre 2012 portant report de la date limite de dépôt des offres au 14 décembre 2012 ont été adressées à SANOFI PASTEUR et à NOVARTIS qui les ont reçues respectivement le 29 novembre et le 12 décembre 2012. La transmission tardive de la lettre au candidat NOVARTIS qui n'avait pas déposé d'offre à l'issue de la première période constitue une rupture dans l'égalité de traitement des candidats.</p> <p>Le rapport d'évaluation ne matérialise pas la vérification ex-post des critères de qualification mentionnés dans le DAO notamment la production des états financiers certifiés de 2008, 2009 et 2010, la réalisation d'un marché similaire...</p> <p>La garantie de bonne exécution constituée par SANOFI ne prend pas en compte une disposition importante du modèle de garantie de bonne exécution du DAO stipulant que « Sur demande écrite de l'autorité contractante formulée avant l'expiration de cette garantie, le garant prolongera la durée de cette garantie pour une période ne dépassant pas [six mois] [un an]. Une telle extension ne sera accordée qu'une fois ».</p> <p>Il s'y ajoute que la lettre de notification d'attribution demande à l'attributaire de fournir la garantie de bonne exécution dans les 28 jours conformément au CCAG alors que le point 17.1 du CCAG précise que c'est plutôt dans les 14 jours suivant la réception de la notification d'attribution du marché que le titulaire fournira une garantie au titre de la bonne exécution du Marché, pour le montant spécifié dans le CCAP.</p> <p>De plus, le point 42 des instructions aux candidats dans ses alinéas 42.1 et 42.2 stipule que « dans les quatorze (14) jours suivant la réception de la notification par l'autorité contractante de l'attribution du marché, le candidat retenu fournira la garantie de bonne exécution conformément au CCAG, en utilisant le</p>
--	---

	<p>Formulaire de garantie de bonne exécution annexé au DAO.</p> <p>Le défaut de soumission par le candidat retenu, de la garantie de bonne exécution, susmentionnée, ou le fait qu'il ne signe pas le Formulaire de Marché, constituera un motif suffisant d'annulation de l'attribution du marché et de saisie de la garantie de soumission, auquel cas l'autorité contractante pourra attribuer le marché au candidat dont l'offre est jugée substantiellement conforme au DAO et classée la deuxième moins disante et qui possède les qualifications exigées pour exécuter le Marché de façon satisfaisante. »</p> <p>Le marché a été notifié à l'attributaire le 15 février 2013 alors que la garantie de bonne exécution n'a été constituée que le 25 mars 2013. Il s'est donc écoulé 38 jours avant que l'attributaire du marché ne transmette l'attestation de garantie de bonne exécution.</p> <p>En conclusion, à l'expiration du délai de 14 jours fixés à compter de la notification du marché par le CCAG et les IC, la garantie de bonne exécution n'étant pas constituée par le titulaire du marché, ce dernier aurait dû être annulé et la garantie de soumission saisie.</p> <p>Le marché n'a pas été soumis aux formalités d'enregistrement en violation de l'article 424-12 du CGI. Même s'il s'agit d'un marché exonéré, l'enregistrement GRATIS doit être effectué.</p> <p>La fiche d'immatriculation qui nous a été transmise ne porte pas la date de notification du marché. La mention de cette date est importante car elle marque le début du décompte des délais d'exécution, le marché ne produisant d'effets à l'égard de son titulaire qu'à compter de sa notification (article 85 du CMP).</p> <p>Les documents relatifs à l'exécution (bon de commande, bordereau de livraison ou PV de réception, facture définitive...) et au règlement (chèque ou virement bancaire) du marché n'ont pas été joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 67 alinéas 4 et 5, 73, 74 et 114 du CMP.</p> <p>Procéder à l'allotissement du marché avant le lancement de la procédure d'acquisition et non en cours d'évaluation. Elargir la concurrence notamment dans ce cas où un soumissionnaire s'est désisté un jour après avoir été invité. Ceci permettra à l'autorité</p>

	<p>contractante d'obtenir un choix plus large d'offres pour répondre à ses besoins.</p> <p>Veiller au respect du principe de l'égalité de traitement des candidats.</p> <p>Veiller au respect des clauses 42 des IC et 17.1 du CCAG des dossiers types relatives à la constitution de la garantie de bonne exécution dans les délais réglementaires.</p> <p>Se conformer à l'article 424-12 du CGI sur les formalités d'enregistrement des contrats.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La totalité de l'appel d'offres a été déroulée sous le contrôle de la DCMP, par conséquent, nous n'avons pas d'observations sur la procédure. Tous les courriers relatifs à la procédure, sont à la disposition de l'auditeur.</p> <p>La PNA prend bonne note des observations de la mission.</p> <p>Toutefois, il sied de rappeler le contexte dans lequel, cette procédure a été lancée. Nous avons reçu des instructions de la Primature via le Ministère de tutelle, suite à des informations selon lesquelles, des cas de rage étaient observés dans le pays. La PNA n'ayant pas dans son portefeuille, un précédent d'acquisition de vaccin et sérum antirabique, a demandé une entente directe qui lui a été refusée par la DCMP, qui lui a proposé un appel d'offres restreint.</p> <p>La difficulté réside dans le fait que ce genre de fournitures sont de moins en moins produites par les laboratoires des pays industrialisés, qui en sont presque à l'éradication de ces infections et que d'autres laboratoires qui proposent ces fournitures, n'offrent pas toutes les garanties de qualité et de traçabilité de leur produit.</p> <p>Toutes les dispositions ont été prises pour rendre ces fournitures disponibles en permanence à la PNA.</p>

Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Mais nous vous rappelons que le contexte particulier que vous évoquez ne peut pas justifier le non-respect de la réglementation et plus précisément les dispositions de l'article 73 du code des marchés.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire.</p>
-----------------------------------	--

4.2.4 MARCHES CONCLUS SUITE A UNE DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS ET DE PRIX

DRP SUPPORTS DE COMMUNICATION	
Lot 1 : 2000 t-shirts en coton, col rond (XXL, XL et L) Lot 2 : 1000 t-shirts en coton, col V (XXL, XL et L) Lot 3 : 1000 chemises LACOSTE Lot 4 : 1500 casquettes Lot 5 : 500 porte-clés métalliques en forme circulaire Lot 6 : Stylo Bi Color Lot 7 : 500 sacs shopping en coton Lot 8 : 500 sacs à pain pour cinq pains Lot 9 : 300 autocollants	
Date de publicité de la DRP	1 ^{er} juin 2012 dans Le Soleil
Date de convocation des membres de la CM	07 juin 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	14 juin 2012
Délai de préparation des offres	13 jours
Délai de validité des offres	30 jours
Date d'évaluation des offres	18 juin 2012
Date de convocation des membres de la CM	19 juin 2012
Date d'attribution	25 juin 2012
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	27 juin 2012 05 juillet 2012 (notification d'attribution du lot 9 à Mora Multiservices et du lot 8 à AD Services suite au désistement de HANE SARL)
Date de souscription du contrat	27 juin 2012 (lots 3, 5 et 7) 06 juillet 2012 (lot 8)
Date d'approbation du contrat	28 juin 2012 (lots 3, 5 et 7) 06 juillet 2012 (lot 8)
Date de notification du marché	27 juin 2012 (lots 3, 5 et 7)

			06 juillet 2012 (lot 8)
Date d’enregistrement du contrat			28 juin 2012 (lots 3, 5 et 7) 14 août 2012 (lot 8)
Délai d’exécution			05 jours à partir de la date de validation du BAT
Nombre d’entreprises ayant retiré le dossier			19
Nombre d’offres reçues			12 : Amelle Com – Mora Multiservices- BOGO NEG- Hane SARL- AMS Technologie et Communication- Imprimerie Salam- AD Services- Socala SARL- Machalla Business Center (MBC)- Entreprise Bamba- Visual Com-Business Groupe & Co
Coût estimé			14 500 000 F CFA
Attributaires	AD services	Lot 3	2 950 000 F CFA TTC
		Lot 5	442 500 F CFA TTC
		Lot 7	442 500 F CFA TTC
		Lot 8	442 500 F CFA TTC
	Machalla Business Center	Lot 1	3 304 000 F CFA TTC
		Lot 2	1 652 000 F CFA TTC
		Lot 4	1 327 000 F CFA TTC
		Lot 6	885 000 F CFA TTC
	Mora Multiservice	Lot 9	212 400 F CFA TTC
	Non conformités		L’offre du soumissionnaire MORA MULTI SERVICES, initialement rejetée pour non production des échantillons exigés dans le cahier des charges a finalement été retenue pour suppléer à la défaillance de l’attributaire du lot N° 9 HANN SARL qui s’est désisté. Nous notons sous ce rapport qu’aucune information relative à la présentation ex-post desdits échantillons ne figure dans le dossier de marché. Il s’agit d’une information complémentaire que la Commission des Marchés aurait dû demander pendant la période d’évaluation dès lors que le DAO n’a pas prévu le rejet des offres non accompagnées

	<p>d'échantillons. L'examen du rapport d'évaluation nous a permis de constater que la société BOGO NEG a été déclarée non recevable car n'ayant pas fourni un quitus fiscal valide. La Commission des Marchés avait fixé un délai de 3 jours à compter de l'ouverture des plis pour la régularisation des pièces administratives manquantes. Nous rappelons pour mémoire que les personnes, qui, à défaut de paiement au 31 décembre de l'année précédant l'avis d'appel à la concurrence les soumissionnaires peuvent les compléter jusqu'à l'attribution provisoire (article 44 du CMP), attribution qui doit être faite dans les 15 jours qui suivent l'ouverture des plis conformément à l'article 70 du CMP, l'attribution du marché a eu lieu le 25 juin 2012.</p> <p>Il s'y ajoute que dans le tableau de vérification des pièces administratives du procès verbal d'ouverture des plis, la commission des marchés s'est contentée d'inscrire pour BOGO NEG que le quitus fiscal et l'attestation de l'inspection du travail sont périmées sans préciser les dates respectives de péremption. Notons que la péremption de l'attestation de l'inspection du travail n'avait pas été soulevée dans le rapport d'évaluation, seule celle du quitus fiscal avait été soulevée.</p> <p>Les critères de qualification ont été examinés pour l'ensemble des soumissionnaires même ceux éliminés avant l'examen détaillé des offres en violation de l'article 59-2 du CMP.</p> <p>Nous rappelons que les critères de qualification doivent être examinés a posteriori et d'abord pour le moins disant conforme. C'est au cas où ces critères de qualification ne seraient pas réunis par ce dernier, qu'ils seront alors examinés pour le second moins disant et ainsi de suite jusqu'au premier soumissionnaire ayant présenté une offre conforme et qui réunit lesdits critères de qualification.</p> <p>Ensuite, en procédant à l'élimination des candidats dont les offres ne sont pas conformes, la commission d'évaluation a évoqué des carences au niveau de la transmission des pièces administratives et de la non qualification des candidats. Il s'agit d'une confusion entre la vérification des critères de recevabilité et de conformité des offres qui est faite en amont et qui permet de poursuivre la procédure avec les seules offres conformes et la vérification des critères de qualification qui est faite a posteriori, pour le soumissionnaire ayant présenté l'offre conforme évaluée</p>
--	--

	<p>la moins disante.</p> <p>Nous notons également que les spécifications techniques des fournitures définies dans le cahier des charges pour les différents lots n'ont pas été détaillées dans la vérification des critères techniques du rapport d'évaluation.</p> <p>Pour les lots 3, 5, 7 et 8 attribués à AD Services, le justificatif de reversement de la TVA n'est pas versé au dossier.</p> <p>Les documents relatifs à l'exécution des lots 1, 2, 4, 6 et 9 (bon de commande, bordereau de livraison ou PV de réception, facture définitive...) et au règlement (chèque ou virement bancaire) du marché n'ont pas été joints au dossier.</p>
Recommandations	<p>Veiller à la cohérence des informations consignées dans les différents documents de passation des marchés.</p> <p>Se conformer aux dispositions des articles 45 et 70 du CMP sur le contrôle de la validité des pièces administratives et sur les délais de régularisation des pièces administratives manquantes.</p> <p>Veiller à ne pas faire de confusion entre les critères de recevabilité et de conformité des offres et les critères de qualification du soumissionnaire et au bon ordre de mise en œuvre de ces contrôles. Les critères de recevabilité, de conformité et d'évaluation concernent les offres alors que les critères de qualification s'appliquent au candidat classé premier dont l'offre est déclarée conforme moins disante, s'il n'est pas qualifié, la commission passe au deuxième ainsi de suite jusqu'à obtenir le candidat qualifié dont l'offre est conforme.</p> <p>Procéder à l'examen détaillé des spécifications techniques énoncées dans le cahier des charges dans le rapport d'évaluation.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les documents relatifs à l'exécution de tous les lots sont mis à votre disposition pour complément d'étude. Des mesures correctives ont été prises, pour rectifier les autres points de non conformités. La PNA prend bonne note des observations de la mission.</p>

Appréciation Consultant	du Sur les documents relatifs à l'exécution, nous prenons acte de la mise à disposition des dossiers. Nous maintenons nos observations et recommandations sur tous les autres points soulevés dans notre rapport provisoire.
------------------------------------	---

DRP N° F-SAF-9/2012 FOURNITURE D'IMPRIMES DE BUREAU	
Date de saisine des fournisseurs	07 septembre 2012
Date de convocation des membres de la CM	12 septembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	17 septembre 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	10 jours
Délai de validité des offres	15 jours
Date d'évaluation des offres	17 septembre 2012
Date de convocation des membres de la CM	28 septembre 2012
Date d'attribution	05 octobre 2012
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	08 octobre 2012
Date de souscription du contrat	22 octobre 2012
Date d'approbation du contrat	-
Date de notification du marché	-
Date d'enregistrement du contrat	02 novembre 2012
Délai d'exécution	-
Fournisseurs consultés	05 : Gouye Tann Services- Compagnie de Commerce et de Services- Mouha Crea- Sencome – IRIS
Nombre d'offres reçues	05 : Gouye Tann Services- Compagnie de Commerce et de Services- Mouha Crea- Sencome – IRIS
Coût estimé	5 000 000 F CFA
Attributaire	GOUYE TANN SERVICES
Montant en F CFA TTC	4 862 190 F CFA TTC

Examen du PV d'attribution	-
Notification de l'attribution provisoire et information des candidats non retenus	
Notification de l'attribution définitive	-
Non conformités	<p>A l'examen préliminaire des offres, toutes les offres sont déclarées exhaustives et conformes pour l'essentiel alors qu'aucun des soumissionnaires n'a remis les pièces administratives requises dans le cahier des charges en violation de l'article 44 du CMP et aucun suivi formalisé n'a été effectué pour la régularisation de ces pièces. Seules les pièces administratives de l'attributaire du marché ont été jointes au dossier. Aucun délai pour la régularisation des pièces administratives n'a été fixé dans le procès verbal d'ouverture des plis.</p> <p>Les lettres de soumission émises par les sociétés Mouha Créa, Sencome, Compagnie de Commerce et de Services et Gouye Tann Services présentent les mêmes fautes de frappe, sauts de ligne et ils ont tous omis de mettre la première phrase du modèle de lettre de soumission « Nous, les soussignés attestons que : ».</p> <p>L'examen des offres des candidats nous a permis de noter certaines similitudes. En effet, la même faute est commise sur le mot « cartonnée » du 6^e article qui est écrit « catonnée ». Tous les chiffres des quantités et prix unitaires sont collés alors que ceux du prix total sont séparés.</p> <p>Toutes ces ressemblances soulevées au niveau des offres des candidats laissent entrevoir des signes de collusion entre fournisseurs, ce qui constitue une entrave à l'esprit du CMP et au principe de la liberté d'accès à la concurrence étant donné que ces entreprises ont été consultées par l'autorité contractante.</p> <p>Les documents relatifs à l'exécution et au règlement qui nous ont été transmis portent sur un montant de 4 310 540 F CFA alors que le contrat a été signé pour un montant de 4 862 190 F CFA, nous notons par conséquent, un écart de 551 650 F CFA. Ce marché a été traité comme un marché à commande alors que cette condition n'avait été ni énoncé dans le cahier des charges ni stipulé dans le contrat, rappelons également qu'aucune marge de fluctuation n'avait été prévue dans ces deux derniers</p>

	documents cités. S'y ajoute que l'avis de la DCMP n'avait pas été requis tel que recommandé dans l'article 140.a) du CMP qui stipule que « la DCMP assure le contrôle a priori des procédures de passation de marchés. A ce titre, la DCMP émet un avis sur les dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation concernant : les marchés à commande, les marchés de clientèle et les marchés à tranches conditionnelles, quel que soit le montant ; ... ».
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de l'article 44 du CMP sur le délai de transmission des pièces administratives manquantes et de l'article 140 du CMP sur le contrôle a priori effectué par la DCMP.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Pas de réponses.
Appréciation du Consultant	Nous maintenons les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire

DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET DE CONSOMMABLES BUREAUTIQUES 2012	
Date de saisine des fournisseurs	1 ^{er} Mars 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	15 Mars 2012
Délai de préparation des offres	13 jours
Date d'attribution	06 Avril 2012
Date de notification d'attribution définitive	11 avril 2012
Fournisseurs consultés	Cinq (05) fournisseurs: GTIS, SENEGAL GLOBALE AFFAIRES , TECOMDIS , OFFICE CONSOMMABLES , TRANSTECH
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) offres reçues : GTIS, SENEGAL GLOBALE AFFAIRES, TECOMDIS, OFFICE CONSOMMABLES
Attributaire	OFFICE CONSOMMABLES
Montant du marché en F CFA TTC	12 619 510 F CFA TTC
Non conformités	<p>La lettre de notification de l'attribution provisoire ne figure pas dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le contrat ne mentionne pas de délai d'exécution et de pénalités de retard, en violation de l'article 13 Alinéas 6 et 7 du CMP ;</p> <p>Aucun document classé dans le dossier ne nous indique si un bordereau des quantités a été annexé au cahier des charges retiré par les candidats, alors que toutes les offres sont similaires dans la présentation ; en outre, trois (3) des quatre (4) soumissionnaires ont commis la même erreur sur l'article « ôte agrafes » en l'écrivant « otagraphe » ;</p> <p>L'un des candidats notamment GTIS a coté au-delà du seuil de passation des DRP ; pour un professionnel bien au fait des procédures de passation des marchés, cette manière de procéder peut prêter à équivoque ;</p> <p>Le justificatif du paiement de la facture N° 692/10/2012 du 18 Octobre 2012, d'un montant de 1 690 940 F CFA et le justificatif de précompte de la TVA ne sont pas classés dans</p>

	<p>le dossier ;</p> <p>Une partie des justificatifs d'exécution et de règlement du marché n'a pas été classée dans le dossier ;</p> <p>Les justificatifs de reversement de la TVA précomptée n'ont pas été classés dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 36.4 du CMP sur la composition de la commission des marchés ;</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Se conformer à l'article 13alinéas 6 et 7 du CMP sur les mentions obligatoires du contrat ;</p> <p>Mettre à disposition tous les justificatifs d'exécution et de règlement du marché et les justificatifs de reversement de la TVA ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>De votre rapport, il ressort que le contrat ne mentionne pas de délai d'exécution et de pénalités de retard ; Il convient juste d'attirer votre attention sur le fait que le cahier de charge, ayant pris en compte toutes ces mentions obligatoires, est réputé faire partie intégrante ; Dès lors, les dispositions de l'article 13 du CMP, ont été bien respectées.</p> <p>La similarité des offres dans leur présentation et la présence de la même faute à « ôte-agrafe», atteste de la présence d'un bordereau des quantités, annexé au cahier des charges retiré par les candidats.</p> <p>Les plis sont ouverts en séance publique, en présence des membres de la commission des marchés à la date et à l'heure limites de dépôt des offres. Ainsi, la manière de procéder des candidats dans l'élaboration de leurs offres ne saurait engager l'autorité contractante qui ne dispose d'aucun moyen de contrôle sur les soumissionnaires, quant au contenu de leurs offres.</p> <p>Par ailleurs, sauf si les signes d'offres collusives sont manifestes et flagrantes, dans lequel cas il est arrivé que la commission des marchés de la PNA rejette toutes les offres, nous (autorité contractante) disposons de peu de moyens de vérification. Si des dispositifs de vérification en ligne par le</p>

	<p>NINEA ou le numéro de registre du commerce étaient disponibles, les autorités contractantes pourraient procéder aux vérifications, plus facilement.</p> <p>Les justificatifs de paiement, d'exécution et de règlement, contenus dans le dossier, sont ceux qui concernent le marché.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur la mention du délai d'exécution et des pénalités de retard, il convient de rappeler que le cahier des charges détermine les conditions dans lesquelles les marchés sont exécutés mais c'est le contrat qui définit les engagements réciproques des parties au marché. Et l'article 13 du CMP fixe les mentions obligatoires dudit contrat parmi lesquelles, le délai d'exécution et les pénalités de retard.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>Sur la similarité des offres dans leur présentation et la présence de la même faute à « ôte-agrafe», nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Il convient de rappeler qu'aucune mention du dossier ne nous indique qu'un bordereau des quantités a été annexé au cahier des charges retiré par les candidats, le cas échéant. Par ailleurs ce bordereau ne saurait justifier la similarité des offres des candidats, jusque dans les caractères des écritures et la présentation.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>Sur les justificatifs de paiement, d'exécution et de règlement, une partie de ces justificatifs n'avait pas été mise à notre disposition, comme nous avons eu à le souligner.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>Nous maintenons nos observations et recommandations sur les autres points pour lesquels aucune réponse n'a été apportée.</p>

DRP ENTRETIEN DES GROUPE ELECTROGENES AU NIVEAU DU SIEGE ET DES PHARMACIES REGIONALES D'APPROVISIONNEMENT 2012	
Date de saisine des fournisseurs	16 Mars 2012 « Le Soleil »
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	29 Mars 2012
Délai de préparation des offres	12 jours
Date d'attribution	27 Avril 2012
Date de notification d'attribution définitive	09 mai 2012
Fournisseurs consultés	Neuf (09) candidats ont retiré le cahier des charges :
Nombre d'offres reçues	Sept (07) offres reçues : COMPAGNIE AFRICAINE DE SERVICE & D'EQUIPEMENT CASE, MATFORCE, KA-BAS ELECTROMECHANIQUE, SOFICA, EQUIP-PLUS, RME SARL, WTC
Attributaire	KA-BAS ELECTROMECHANIQUE
Montant du marché en F CFA TTC	7 044 600 F
Non conformités	<p>La lettre de notification de l'attribution provisoire ne figure pas dans le dossier qui nous a été remis.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le contrat ne mentionne pas de pénalités de retard, en violation de l'article 13.7 du CMP ;</p> <p>L'offre technique de l'attributaire du marché n'a pas été classée dans le dossier, pour nous</p>

	<p>permettre de vérifier sa conformité aux exigences du cahier des charges, tel que mentionné par le rapport d'évaluation des offres ;</p> <p>L'offre du candidat CASE n'a également pas été classée dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>Une partie des justificatifs d'exécution et de règlement du marché (factures, certificat de service fait et copies de chèque) n'a pas été classée dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 36.4 du CMP sur la composition de la commission des marchés ;</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Se conformer à l'article 13.7 du CMP sur la mention de la clause relative aux pénalités de retard dans le contrat ;</p> <p>Mettre à disposition tous les justificatifs d'exécution et de règlement du marché ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les clauses relatives aux pénalités de retard ainsi que le délai d'exécution sont contenus dans le cahier des charges. Nous rappelons que le cahier des charges est l'un des éléments contractuels visé par le modèle type d'acte d'engagement.</p> <p>La PNA prend bonne note des observations de la mission.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur la mention du délai d'exécution et des pénalités de retard, il convient de rappeler que le cahier des charges détermine les conditions dans lesquelles les marchés sont exécutés mais c'est le</p>

	<p>contrat qui définit les engagements réciproques des parties au marché. Et l'article 13 du CMP fixe les mentions obligatoires dudit contrat parmi lesquelles, le délai d'exécution et les pénalités de retard.</p> <p>Sur les autres points, nous prenons acte de vos commentaires et maintenons toutes nos observations et recommandations.</p>
--	--

DRP ACQUISITION D'UN LOGICIEL DE GESTION DES PLANS DE TRAVAIL ANNUEL 2012	
Date de saisine des fournisseurs	17 Décembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	27 Décembre 2012
Délai de préparation des offres	09 jours
Date d'attribution	15 Janvier 2013
Date de notification d'attribution provisoire	28 janvier 2012
Fournisseurs consultés	Cinq (05) candidats consultés : EASYLINK INNOVATION SARL, SIAGE GROUP, SOFT SOLUTIONS SARL, ZENITH, GLOBAL COMPUTER SOLUTIONS
Nombre d'offres reçues	Trois (03) offres reçues : SOFT SOLUTIONS SARL, SIAGE GROUP, GLOBAL COMPUTER SOLUTIONS
Attributaire	SOFT SOLUTIONS SARL
Montant du marché en F CFA TTC	7 999 810
Non conformités	<p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres, ne sont pas versées dans le dossier; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;Le contrat ne mentionne pas les clauses relatives au délai d'exécution et aux pénalités de retard, en violation de l'article 13 alinéas 6 et 7 du CMP ;</p> <p>Aucun justificatif lié à l'exécution et au règlement du marché (Bon de Commande, Bon de livraison, factures, PV de réception et copies de chèque) n'a été classé dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 36.4 du CMP sur la composition de la commission des marchés;</p> <p>Se conformer à l'article 44 du CMP ;</p>

	<p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>Se conformer à l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires du contrat ;</p> <p>Mettre à disposition les justificatifs d'exécution et de règlement du marché ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les lettres des candidats non retenus sont versées dans le dossier en pièce jointe.</p> <p>Les clauses relatives aux pénalités de retard ainsi que le délai d'exécution sont contenus dans le cahier des charges. Nous rappelons que le cahier des charges est l'un des éléments contractuels visé par le modèle type d'acte d'engagement.</p> <p>Les documents liés au règlement des marchés sont mis à disposition (copie 0018437/B du 22 Avril 2013).</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur la mention du délai d'exécution et des pénalités de retard, il convient de rappeler que le cahier des charges détermine les conditions dans lesquelles les marchés sont exécutés mais c'est le contrat qui définit les engagements réciproques des parties au marché. Et l'article 13 du CMP fixe les mentions obligatoires dudit contrat parmi lesquelles, le délai d'exécution et les pénalités de retard.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>Sur les lettres d'information des candidats non retenus et les documents relatifs à l'exécution, nous prenons acte de vos commentaires.</p>

DRP FOURNITURE DE LICENCES DE LOGICIELS INFORMATIQUES 2012	
Date de saisine des fournisseurs	01 Mars 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	09 Mars 2012
Délai de préparation des offres	07 jours
Date d'attribution	16 Mars 2013
Date de notification d'attribution provisoire	28 mars 2012
Fournisseurs consultés	Cinq (05) candidats consultés : SOLID SA, PLATFORM TECHNOLOGIES, NEUROTECH, NUMHERIT, CONTECHS
Nombre d'offres reçues	Quatre (04) offres reçues : SOLID SA, PLATFORM TECHNOLOGIES, NEUROTECH, CONTECHS
Attributaire	PLATFORM TECHNOLOGIES
Montant du marché en F CFA TTC	4 275 317 F CFA TTC
Non conformités	<p>Des noms de marques ont été mentionnés dans le cahier des charges sans avoir été accompagnés de la mention « ou équivalent », en violation de l'article 7.3 du CMP ;</p> <p>Deux membres de la commission des marchés, l'un étant le suppléant de l'autre, ont siégé en même temps lors de l'attribution du marché.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus, du rejet de leurs offres ne sont pas versées dans le dossier ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le justificatif de reversement de la TVA n'a pas été</p>

	classé dans le dossier.
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 7.3 du CMP sur la prohibition des noms de marque ;</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus ;</p> <p>S'appropriier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La présente procédure portait sur l'acquisition de licences de logiciels déjà installés et utilisés au niveau de la PNA, par conséquent, il n'est pas possible de rajouter la mention « ou équivalent », sans courir le risque qu'on nous fournisse des licences incompatibles avec nos logiciels. Par conséquent, nous considérons que l'article 7.3 du CMP n'a pas été violé, par ailleurs, les licences demandées sont proposées par plusieurs fournisseurs différents.</p> <p>La PNA prend bonne note des observations de la mission.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Tel que libellé, le titre de la DRP impose déjà un éditeur de logiciel précis alors que l'Autorité Contractante doit chercher un logiciel répondant à un cahier des charges fonctionnel et explorer toutes les solutions possibles. Dans le cas d'espèce, il s'agissait d'acquérir un antivirus ; en indiquant le nom Kaspersky, la PNA impose déjà un éditeur de logiciel ce qui revêt un caractère discriminatoire et constitue une violation du principe de libre accès à la commande publique car d'autres éditeurs de logiciels fournissent des antivirus. Votre argument aurait pu prospérer s'il s'agissait d'acquérir des versions améliorées d'applications déjà installées et même dans ce cas, un cahier des charges fonctionnel est à faire qui donnerait toutes les indications utiles sur l'existant et les évolutions souhaitées. L'appréciation se ferait alors au regard du maintien ou de la modification de l'architecture des bases et de l'éventuelle élaboration de passerelles pour la migration des données au cas où l'architecture</p>

	<p>des bases serait modifiée. La manière de procéder de la PNA aboutit à sélectionner un distributeur puisque l'éditeur de logiciel avait déjà été choisi d'avance. Nous maintenons par conséquent les observations et recommandations formulées dans notre rapport provisoire. Le cas des acquisitions de logiciels et surtout de leur mise à jour pose un réel problème pour lequel la réglementation demeure encore floue et doit être précisée. En fait dès lors que le choix du logiciel est fait, les Autorités Contractantes se trouvent dans une difficulté lorsqu'il s'agit de faire des mises à jour ou des migrations. En fait, une fois que l'éditeur de logiciels est choisi, les AC ont un choix quasiment limité à la sélection entre les différents distributeurs.</p>
--	--

DRP SERVICE D'ENTRETIEN ET DE MAINTENANCE DE MATERIEL INFORMATIQUE ET TELEPHONIQUE 2012		
Date de saisine des fournisseurs		07 Mai 2012 dans « Le Soleil »
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis		21 Mai 2012
Délai de préparation des offres		12 jours
Date d'attribution		25 juin 2012
Date de notification d'attribution provisoire		27 juin 2012
Fournisseurs consultés		Cinq (05) candidats consultés : CONTECHS, SOLANUM SYSTEMES, ZENITH INTERNATIONAL AUDIT & CONSEIL, CARREFOUR TELECOM, MAMADOU YADE
Nombre d'offres reçues		Trois (03) offres reçues : MAMADOU YADE, SOLANUM SYSTEMES, CONTECHS
Attributaires	Lot 1 CONTECHS	240 917 F CFA TTC / mois
	Lot 2 CONTECHS	79 650 F CFA TTC / mois
	Lot 3 MAMADOU YADE	216 334 F CFA TTC / mois
Non conformités		<p>L'offre de SOLANIUM SYSTEMES n'a pas été classé dans le dossier qui nous a été remis ;</p> <p>L'acte de nomination des membres de la commission ne désigne pas le suppléant pour chaque membre titulaire, en violation de l'article 36.4 ; s'y ajoute que deux (2) membres de la commission des marchés, un titulaire et son suppléant ont siégé en même temps, ce qui n'est pas conforme.</p> <p>La commission d'évaluation n'a pas pris en compte les critères de qualification définis dans le cahier des charges dans l'évaluation des offres, en violation de l'article 59.2 du CMP.</p> <p>Les lettres d'information des candidats non retenus pour les lots 2 et 3, du rejet de leurs offres ne sont pas versées dans le dossier ; cette information des soumissionnaires non retenus est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP.</p> <p>Le contrat ne mentionne pas de clause relative aux pénalités de retard, en violation de l'article 13.7 du</p>

	<p>CMP.</p> <p>Les justificatifs d'exécution et de règlement des marchés des lots 1 et 2 (factures, et copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été classés dans le dossier.</p> <p>Les justificatifs de reversement de la TVA ne figurent pas dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer à l'article 36.4 du CMP sur la composition de la commission des marchés;</p> <p>Se conformer à l'article 59.2 du CMP sur les critères d'évaluation.</p> <p>Veiller au respect de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP, sur l'information des candidats non retenus.</p> <p>Se conformer à l'article 13.7 du CMP sur les mentions obligatoires du contrat.</p> <p>Mettre à disposition tous les justificatifs d'exécution et de règlement du marché.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les clauses relatives aux pénalités de retard sont contenues dans le cahier des charges qui est réputé faire partie intégrante du marché.</p>
Appréciation du Consultant	<p>Sur la mention du délai d'exécution et des pénalités de retard, il convient de rappeler que le cahier des charges détermine les conditions dans lesquelles les marchés sont exécutés mais c'est le contrat qui définit les engagements réciproques des parties au marché. Et l'article 13 du CMP fixe les mentions obligatoires dudit contrat parmi lesquelles, le délai d'exécution et les pénalités de retard.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons nos observations.</p> <p>Sur les autres points, nous prenons acte de vos commentaires et nous maintenons toutes nos observations et recommandations.</p>

DRP FOURNITURE ET MONTAGE DE PNEUMATIQUES	
Date de saisine des fournisseurs	Le 25 septembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 10 octobre 2012 à 10 h 00 mn
Délai de préparation des offres	14 jours
Date d'évaluation et d'attribution	<ul style="list-style-type: none"> - Le 15 octobre 2012 (évaluation) - Le 25 octobre 2012 (attribution)
Date de notification d'attribution	
Date de signature et d'approbation du contrat	Le 02 novembre 2012
Date d'enregistrement	Le 06 novembre 2012
Fournisseurs consultés	Cinq Fournisseurs ont été consultés : SERA, TOP PNEUS, SENEGALAISE DE L'AUTOMOBILE, TOUBA MONDIAL SCRABE, ETABLISSEMENT MALEYE
Nombre d'offres reçues	01 offre reçue : ETABLISSEMENT MALEYE
Attributaire	ETS MALEYE POUR UN MONTANT DE 6 586 760 F CFA TTC
Non conformités	<p>La lettre de notification de l'attribution provisoire n'est pas classée dans le dossier ;</p> <p>Les justificatifs de paiement relatif au BC n°000549 et à la Facture n° 28212 du 06 avril 2012 n'avaient pas été précomptés de la TVA. Bien que l'ordre de paiement n° 0012481/B du 31 mai 2012 avait bien inscrit un précompte de 52 467 F, un chèque n° 9088426 d'un montant TTC de 635 432 F avait été établi en prenant ainsi en compte le montant Hors Taxes qui est de 582 965 F CFA ajouté du reliquat de la TVA de 52 467 F CFA.</p> <p>S'y ajoute que dans la liasse comptable contenant l'ordre de paiement n°0014503/B, le bon de commande n°000774 et la facture n° 30158 d'un montant de 163 548 F CFA TTC, le PV y</p>

		relatif de réception n'a pas été joint au dossier.
Recommandations		<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire 004 du PM portant instructions sur la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante		<p>Voir notification de précompte TVA, joint à l'ordre de paiement N° 0012481. L'OP N° 0014503, ne peut pas faire l'objet de PV de réception, car le montant de la dépense est inférieur à 300 000 FCFA TTC (voir Décret n° 2011-1880 du 24 Novembre 2011, portant Règlement de la Comptabilité Publique).</p> <p>La PNA prend note des observations de la mission.</p>
Appréciation du Consultant	du	<p>Sur l'attestation de précompte de la TVA, nous prenons acte, mais elle n'était pas dans le dossier au moment de notre passage et nous maintenons nos observations.</p> <p>Sur le PV de réception, vu le montant du bon de commande, seul le bordereau de livraison suffirait, effectivement.</p> <p>Par conséquent, nous retirons nos observations sur ce point.</p> <p>Sur les autres points, nous prenons acte de vos commentaires et maintenons toutes nos observations et recommandations.</p>

DRP			
ENTRETIEN DES MATERIELS DE CLIMATISATION ET DES CHAMBRES FROIDES AU SIEGE DE LA PNA			
LOT 1 : ENTRETIEN CHAMBRES FROIDES (06) POSITIVES ET (01) NEGATIVE			
LOT 2 : ENTRETIEN SPLITS ET CLIMATISEUR (32) SPLITS ET (01) CLIMATISEUR			
Date de publicité de la DRP			Publication le 20 février 2012 dans le journal « Le Soleil »
Date de dépôt des offres et d’ouverture des plis			Le 02 mars 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres			10 jours
Date d’évaluation et d’attribution			Le 06 mars 2012 (évaluation) Le 16 mars 2012 (attribution provisoire pour le lot 2) Report le 28 mars 2012 (attribution provisoire pour le lot 1)
Date de notification d’attribution définitive			11 avril 2012
Date de signature et d’approbation du contrat			Le16 avril 2012
Nombre d’offres reçues			Trois offres ont été reçues: SOGEF SARL, RME SARL, K BAS ELECTROMECHANIQUE
Attributaire	SOGEF	Lot 1	495 600 F CFA TTC
		Lot 2	973 500 F CFA TTC
Non conformités			Les reçus de paiement pour l’acquisition des cahiers des charges n’ont pas été classés dans le dossier, par souci de transparence, il aurait été plus indiqué de les joindre ; Le procès-verbal d’ouverture des plis mentionne qu’aucune offre n’a été proposée pour les trois chambres froides positives avec un moteur par SOGEF alors que son offre ne fait pas la distinction entre chambres froides avec 1 ou 2 moteurs ; à la suite de l’examen des critères de recevabilité, l’offre de SOGEF a été déclarée exhaustive, donc conforme en violation des instructions aux candidats de la section I des dossiers types en son article 30 sur les non conformités, erreurs et omissions qui

	<p>stipule :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Autorité Contractante peut tolérer toute non-conformité ou omission qui ne constitue pas une divergence substantielle par rapport aux conditions de l'appel d'offres, - Si une offre est conforme pour l'essentiel, l'Autorité Contractante peut demander au candidat de présenter, dans un délai raisonnable, les informations ou la documentation nécessaire pour remédier à la non-conformité ou aux omissions non essentielles constatées dans l'offre en rapport avec la documentation demandée. Pareille omission ne peut, en aucun cas, être liée à un élément quelconque du prix de l'offre. Le candidat qui ne ferait pas droit à cette demande peut voir son offre écartée. <p>A défaut d'écarter l'offre de SOGEF, pour non exhaustivité, c'est le prix le plus élevé proposé pour les articles omis qui aurait dû être appliqué auxdits articles ;</p> <p>Un problème de cohérence a été noté dans les dates car, les corrections énoncées par l'Autorité Contractante au candidat, dans sa correspondance datée du 02 Mars 2012 sont celles effectivement appliquées par le comité technique qui ne s'est réuni que le 06 Mars 2012, c'est dire postérieurement à la saisine du candidat ;</p> <p>La lettre n°00056/MSHPP/PNA/DIR/SAF relatif à la confirmation de l'offre de la SOGEF pose problème dans sa rédaction. Il aurait été plus indiqué de demander au fournisseur une précision sur son offre initiale à savoir si l'article « chambre froide positive » concerne celle d'un ou de deux moteurs au lieu de procéder à une correction de l'article et par extension de l'offre, ce qui est une violation du principe de l'intangibilité de l'offre ;</p> <p>L'examen du cahier des charges de la DRP relative à l'entretien du matériel de climatisation et des chambres froides au siège de la PNA en deux lots attribuée à SOGEF pour 1 469 100 F CFA a permis de noter des imprécisions qui ont conduit la Commission des Marchés à faire des observations sur l'offre de l'attributaire. En effet, en plus de</p>
--	---

	<p>l'entretien courant, la DRP fait état de réparations à la demande sans indiquer la nature des pièces à remplacer éventuellement. C'est l'observation de la nature et de la fréquence des réparations antérieures qui devrait guider l'acheteur lors de la préparation de la DRP pour la détermination des spécifications techniques de ses besoins. Sous ce rapport, il faut noter que le marché étant à prix global et forfaitaire, les prix indiqués par l'attributaire sont censés couvrir toutes les prestations. L'examen de l'offre de SOGEF montre que l'omission porte sur l'article relatif à la chambre froide positive avec un ou deux moteurs. Rappelons que pour l'omission d'un article qui n'est pas déterminant, il est procédé à un réajustement sur le fondement des critères établis à cet effet dans les documents de la consultation, à défaut par application du prix unitaire le plus élevé parmi les offres conformes en application du principe de l'équité. De ce fait, SOGEF aurait dû être éliminé pour non-conformité de son offre.</p> <p>Une mauvaise préparation du dossier d'appel à la concurrence est à l'origine de cette situation confuse. Ce marché en deux lots aurait du être préparé selon les travaux d'entretien et ceux de réparations. En effet, il devrait comprendre un premier type d'activités consistant en un entretien courant qui peut être facturé à prix global et forfaitaire et un deuxième type d'activités qui consistent en des réparations à la demande devant donner lieu à un marché à commandes donc à prix unitaires. Nous précisons que pour un marché à commandes, l'avis de la DCMP est préalablement requis (article 140.a) du CMP) y compris lorsqu'il s'agit de DRP car dans le cas d'espèce, le montant de la commande n'est pas déterminant car c'est plutôt le caractère fractionné du marché qui exige la demande d'avis à la DCMP.</p> <p>Nous notons que les attestations de crédits n'ont pas été jointes au dossier. Ainsi, avec un engagement se chiffrant à 1 469 100 F CFA TTC, le montant global des interventions sur la base des ordres de paiements s'élèvent à 3 414 920 F CFA TTC soit une différence de 1 945 820 F CFA TTC liés à des travaux de réparations dont les désignations n'avaient pas été prises en compte dans l'élaboration du cahier de charges et du contrat (achat de compresseur).</p> <p>S'y ajoute que l'ordre de paiement n°0014348</p>
--	---

	<p>relatif à des travaux de remise en état de la chambre froide négative d'un montant de 560 500 F CFA TTC, divers devis ont été joints (ETS SOULEYMANE DIEME, EGTC du 18 septembre 2012) alors qu'aucune demande d'information n'a été jointe au dossier. Le bordereau de livraison de SOGEF date du 12 septembre 2012, alors que le bon de commande date du 20 septembre 2012, ce qui nous semble constituer une opération de régularisation sur service fait en violation de l'article 44 du COA.</p> <p>Les ordres de paiements n°0014169,0013014, 0011811, 0014247, 0014248 et 0014348 relatif à des travaux de réparations sur les chambres froides et les splits avec l'achat de compresseur, électrovanne ... n'ont pas fait l'objet d'un rapport de diagnostique au préalable pour établir les différents bons de commande.</p> <p>Les règles du jeu ont été changées en cours de procédure, ce qui n'est pas conforme à la réglementation des marchés publics ;</p> <p>La lettre de notification de l'attribution provisoire du marché n'est pas classée dans le dossier ;</p> <p>Les lettres d'information des candidats non attributaires n'ont pas été classées dans le en violation de la circulaire 004 du PM. Cette information des soumissionnaires non retenus, du rejet de leurs offres, est une formalité essentielle de l'achèvement de la procédure de passation au regard de l'exigence de transparence, mais aussi en ce qu'elle permet aux candidats d'exercer leur droit de recours éventuel. C'est également une exigence de la circulaire N°004/PM/CAB/CP du 31 mars 2009 portant instructions pour la mise en œuvre de la procédure de DRP ;</p> <p>Le devis initial de SOGEF et son devis corrigé suite à la demande de la commission portent le même numéro et la même date (N°1/PNA/SOGEF/12 du 01/03/2012) avec des montants différents de 1 256 700 F CFA TTC et 1 469 100 F CFA TTC ;</p> <p>Le contrat n'a pas été soumis à la formalité de l'enregistrement avant la mise en paiement des factures en violation de l'article 424.12 du CGI.</p>
--	--

Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions de la circulaire n°004/PM/CAB/CP du PM du 31 mars 2009 sur l'information des candidats non attributaires ;</p> <p>Se conformer à l'article 140.a) du CMP et 44 du COA ;</p> <p>Il convient de demander aux titulaires de contrats de les soumettre à la formalité de l'enregistrement conformément aux dispositions de l'article 424.12 du Code Général des Impôts ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>La PNA prend note des observations de la mission.</p> <p>L'exécution d'un marché passé par DRP vous a conduit à considérer ce marché, comme étant un marché à commande, devant requérir l'avis de la DCMP. Cependant, une fois un marché signé à l'issue d'une procédure de DRP, le seul fait pour l'autorité contractante de ne pas commander la totalité du marché ne peut, à notre avis, constituer à lui seul, un critère, pour qualifier un marché, de « marché à commande »</p>
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Mais il convient de préciser que c'est parce que vous n'avez pas maîtrisé le volume de vos commandes que vous en êtes arrivés à conclure un marché à prix global et forfaitaire, sans en commander la totalité.</p> <p>Et lorsque l'autorité contractante ne peut déterminer à l'avance le volume et le rythme des commandes, elle doit recourir à un marché à commandes et les quantités à exécuter, pourront être fixées pour chaque commande, en fonction des besoins.</p> <p>Et ce type de marché est le plus approprié pour les fournitures et les services courants d'entretien.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons toutes nos observations et recommandations.</p>

DRP FOURNITURE DE CONSOMMABLES INFORMATIQUES	
Date de saisine des fournisseurs	Le 03 février 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	Le 15 février 2012 à 15 h 30 mn
Délai de préparation des offres	11 jours
Date d'évaluation et d'attribution	Le 15 février 2012 (évaluation) Le 21 février 2012 (attribution)
Date de notification d'attribution et des lettres d'information des candidats non retenus	Le 21 février 2012 par lettre n°00338/MSHPP/PNA/DIR/SAF
Date de signature et d'approbation du contrat	Le contrat a été souscrit et notifié le 1 ^{er} mars 2012, mais aucune signature n'a été faite.
Fournisseurs consultés	Cinq fournisseurs consultés : OFFICE CONSOMMABLES, Entreprise TOUBA NEGOCE, T.K MULTISERVICES, TOUS TRAVAUX COMMERCE et BUREAUTIQUE (T.T.C.B), ETS BIRANE NDIAYE et FRERES
Nombre d'offres reçues	Quatre offres reçues : TTCB, ETS BIRANE NDIAYE, TOUBA NEGOCE, OFFICE CONSOMMABLES
Attributaire	OFFICE CONSOMMABLES
Montant du marché en F CFA TTC	8 194 510 F CFA TTC
Non conformités	Seule la facture pro forma de l'attributaire a été classée dans le dossier ; Il n'a pas été précisé de délai dans le procès-verbal d'ouverture pour le complément des pièces administratives manquantes ; La copie du contrat classée dans le dossier n'est ni signée ni soumise à la formalité de l'enregistrement, en violation de l'article 424.12 du CGI.

Recommandations	<p>Veiller au classement de tous les documents relatifs à la passation des marchés et se conformer aux dispositions du Code des Marchés Publics.</p> <p>Se conformer à l'article 44 du CMP sur la transmission des pièces administratives.</p> <p>Soumettre les contrats à la formalité de l'enregistrement conformément à l'article 424-12 du CGI.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Tous les éléments de la procédure, de la lettre d'invitation à la notification de l'attribution sont présents dans le dossier.</p> <p>La copie du contrat signé par les deux parties et enregistré, est joint au dossier et l'original est dans le premier dossier de règlement : OP N° 013275/B du 26 Mars 2012.</p>
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires.

DRP			
FOURNITURE DE TRANSPALETTES MANUELS ET DE REFRIGERATEURS EN DEUX LOTS DISTINCTS			
LOT 1 : FOURNITURE DE QUINZE (15) TRANSPALETTES MANUELS DE 2500 KG			
LOT 2 : FOURNITURE DE DEUX (02) REFRIGERATEURS DE 300 LITRES MINIMUM ET CINQ (05) REFRIGERATEURS DE 80 à 90 LITRES			
Date de publicité de la DRP			Publication le 15 Octobre 2012 dans le journal « Le Soleil » édition n°12717
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis			Le 25 octobre 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres			09 jours
Date d'évaluation et d'attribution			Le 08 novembre 2012 (évaluation) Le 15 novembre 2012 (attribution provisoire)
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus			Le 27 novembre 2012 par lettre n°02134/MSAS/PNA/DIR/SAF/DMP
Date de signature et d'approbation du contrat			Le contrat a été approuvé le 14 décembre 2012 puis enregistré le 19 décembre 2012
Nombre d'offres reçues			Quatre offres ont été reçues : E.C.T.C, CASSIS FROID, W.T.C, A.F.C.O
Attributaire	CASSIS FROID	Lot 1	3 769 224 F CFA TTC
		Lot 2	1 148 350 F CFA TTC
Non conformités			Les reçus pouvant attester du nombre de cahiers de charges achetés n'ont pas été joints au dossier, La copie du contrat qui nous a été transmise, n'a pas été signé par le titulaire du marché ; Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché (Bon de Commande, Bon de livraison, factures, PV de réception et copies de chèque ou de virement bancaire) n'ont pas été joints au dossier qui nous a été remis.

Recommandations	<p>Mettre à disposition les justificatifs de règlement du marché ;</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché sont mis à disposition de la mission. Une copie du contrat signé est mise à votre disposition.
Appréciation du Consultant	Nous prenons acte de vos commentaires et de la transmission ex- post des pièces mentionnées.

DRP N° F-SAF-016/2012 FOURNITURE DE CADEAUX DE NOEL AU PROFIT DES ENFANTS DU PERSONNEL DE LA PNA	
Date de saisine des fournisseurs	07 décembre 2012
Date de convocation des membres de la CM	12 décembre 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	19 décembre 2012 à 10 heures
Délai de préparation des offres	11 jours
Période de validité des offres	15 jours
Date de convocation des membres de la CM	19 décembre 2012
Date d'attribution	24 décembre 2012
Date de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus	24 décembre 2012
Date de souscription	26 décembre 2012
Date d'approbation	27 décembre 2012
Date d'enregistrement	27 décembre 2012
Délai d'exécution	48 heures à partir de la date de réception du bon de commande
Fournisseurs consultés	05 (cinq) : SENEBIJ, Ets Rachid Baddredine, Ets Nagi Hoballah, ORCA, Ets Ismaëla Kassir
Nombre d'offres reçues	04 (quatre) : SENEBIJ, Ets Rachid Baddredine, Ets Nagi Hoballah, Ets Ismaëla Kassir
Attributaire	NAGI HOBALLAH
Montant du marché en F CFA TTC	9 462 000 FCFA TTC
Non conformités	<p>Les lettres d'invitation adressées aux cinq candidats pressentis portent le même numéro d'enregistrement (lettre N° 2241 du 07 décembre 2012).</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis mentionne que trois des soumissionnaires n'ont pas remis les pièces administratives requises et que le quatrième a fourni des copies de ces pièces non légalisées. Cependant, à la fin de la séance d'ouverture, aucun délai n'a été fixé</p>

	<p>pour la remise de ces pièces (article 44 du CMP).</p> <p>Les membres de la commission des marchés ont soulevé plusieurs points concernant les pièces administratives dans le procès verbal d'attribution.</p> <p>D'abord, un des membres a posé la question sur la pertinence de l'exigence des pièces administratives. Notons que les pièces administratives avaient été requises dans le cahier des charges donc les soumissionnaires sont tenus de les transmettre jusqu'à l'attribution du marché conformément aux dispositions de l'article 44 du CMP.</p> <p>Ensuite, pour ce qui est de la validité de pièces administratives établies en octobre 2012, l'article 45.b) du CMP stipule que « sont considérées comme étant en règle, les personnes, qui, à défaut de paiement au 31 décembre de l'année précédant l'avis à la concurrence, ont entre cette date et la date du lancement de la procédure de passation soit acquitté lesdites sommes,... ». Par conséquent, les pièces administratives datées d'octobre 2012 ne sont valides donc l'autorité contractante est en mesure d'exiger de nouvelles pièces.</p> <p>Les lettres de notification d'attribution et d'information des candidats non retenus n'ont pas été déchargées par leurs destinataires.</p> <p>Aucun document ne retrace le suivi de la régularisation des pièces administratives non transmises par les soumissionnaires, une seule lettre a été envoyée à NAGI HOBALLAH le 21 décembre 2012 pour demander la régularisation des pièces non légalisées.</p> <p>A l'examen des offres, nous notons le classement de l'offre de la société GRECO (spécialisée dans la vente de chaussures et d'accessoires en cuir) dans le dossier alors qu'elle ne faisait pas partie des fournisseurs consultés et son offre n'avait pas été non plus consignée dans le procès verbal d'ouverture des plis. Cette société appartient aux Ets M.B. Hoballah, qui seraient probablement liée à la société NAGI Hoballah, attributaire de ce présent marché. Notons également que les offres sont pratiquement présentées de la même manière.</p> <p>S'y ajoute que les offres de ces deux dernières et celle des Ets Ismail M. Kassir ont toutes proposé le même type de jouets (tricycles proposés par le 1^{er} et le 3^e et porteur trotteur pour le 2^e) pour la tranche d'âge de 1 à 2 ans pour une quantité de 18 sans faire la distinction entre les garçons et les filles.</p> <p>De plus, toujours sur les factures de NAGI HOBALLAH et ETS ISMAIL M. KASSIR, au niveau des dates, la mention « Dakar, le » est apposée deux fois.</p> <p>Mise à part la facture de GRECO qui ne fait pas partie des fournisseurs consultés, aucune facture pro forma ne porte de NINEA, celles de SENBI J et Rachid Badreddine n'ont pas de registre de commerce non plus. Rappelons que toutes ces sociétés se trouvent au centre ville de Dakar et que les enveloppes contenant les offres sont toutes identiques</p>
--	--

		<p>(toutes les offres financières ont été mises dans de petites enveloppes cachetées avec le nom de l'entreprise à gauche, ces dernières remises dans de grandes enveloppes et les lettres de soumission sont exactement les mêmes (toutes remplies à la main et sans en-tête).</p> <p>Tous les soumissionnaires ont commis la même erreur en inscrivant sur les enveloppes la mention suivante réf : F_8AF_016 en lieu et place de la référence indiquée dans le cahier des charges : « F_SAF_016 ».</p> <p>Tous ces dysfonctionnements laissent entrevoir des indices et signes de collusion entre fournisseurs, ce qui constitue une entrave aux principes de liberté d'accès à la concurrence et à la transparence dans la procédure des marchés passés par DRP.</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis ne retrace pas toutes les clauses qui avaient été inscrites dans le cahier des charges notamment le délai d'exécution, les pénalités de retard, les conditions de livraison et de paiement du marché... en violation de l'article 13 du CMP.</p> <p>Les bons de commande, bordereaux de livraison ou PV de réception et les documents de règlement ne sont pas joints au dossier pour le contrôle de l'exécution du marché.</p>
Recommandations		<p>Veiller au respect des articles 43 et 44 du CMP et au suivi formalisé de la régularisation des pièces administratives manquantes.</p> <p>Se conformer aux dispositions de l'article 13 du CMP sur les mentions obligatoires à inscrire au contrat.</p> <p>Bannir la collusion entre fournisseurs pour éviter de restreindre l'accès à la concurrence et veiller à plus de transparence dans la procédure de DRP.</p> <p>S'appropriier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	de	Des mesures correctives ont été prises, pour éviter les risques de collusions, la PNA prend bonne note des observations de la mission
Appréciation du Consultant	du	Nous prenons acte de vos commentaires et maintenons toutes nos observations et recommandations.

DRP N° F-SAF-015/2012 ACQUISITION D'AGENDAS ET CALENDRIERS 2013			
Lot 1 : 3000 calendriers bancaires Lot 2 : 600 calendriers de table Lot 3 : 550 agendas présidents Lot 4 : 550 agendas de poche			
Date de publicité de la DRP		02 novembre 2012 journal « Le Soleil » N° 12 730	
Date de convocation des membres de la CM		09 novembre 2012	
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis		15 novembre 2012 à 10 heures	
Délai de préparation des offres		12 jours	
Période de validité des offres		30 jours	
Date d'évaluation		23 novembre 2012	
Date de convocation des membres de la CM		07 décembre 2012	
Date d'attribution		14 décembre 2012	
Date de notification d'attribution et d'information aux candidats non retenus		24 décembre 2012	
Date de souscription		24 décembre 2012	
Date d'approbation		28 décembre 2012	
Date de notification du marché		28 décembre 2012	
Date d'enregistrement		11 janvier 2013	
Délai d'exécution		05 jours à partir de la date de validation du BAT	
Nombre de cahiers de charges vendus		15	
Nombre d'offres reçues		09 (neuf)	
Attributaires	SAPHIR COMMUNICATION	Lot 1	1 650 000 F CFA TTC
		Lot 3	5 568 750 F CFA TTC
	PRISMA COM	Lot 2	460 200 F CFA TTC
	Non attribué	Lot 4	Non attribué
Non conformités		L'attribution provisoire a eu lieu le 14 décembre 2012 soit un (01) mois après l'ouverture des plis qui s'est déroulée le 15 novembre 2012, ceci n'est pas conforme aux dispositions de l'article 70 du code des marchés publics qui fixe ce délai à quinze (15) jours, délai qui peut exceptionnellement faire l'objet d'une prorogation dans la limite maximale de dix jours, sur demande	

	<p>motivée de l'autorité contractante adressée à la DCMF.</p> <p>Le procès verbal d'ouverture des plis mentionne que certains soumissionnaires n'ont pas remis les pièces administratives requises et que d'autres ont fourni des copies de ces pièces non légalisées. Cependant, à la fin de la séance d'ouverture, aucun délai n'a été fixé pour la remise de ces pièces.</p> <p>Aucun document n'atteste du suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes en violation de l'article 44 du CMP.</p> <p>Le procès verbal d'attribution indique que le lot 4 n'a pas été attribué pour absence d'échantillons alors qu'à l'examen du procès verbal d'ouverture des plis et du rapport d'évaluation, nous avons constaté que pour les sociétés MTS et VIA, l'absence d'échantillons pour le lot 4 n'a pas été notée, il n'est mentionné que l'absence d'échantillons pour les lots 1 et 2. A l'examen du rapport d'évaluation, nous constatons que ces échantillons ont bien été déposés.</p> <p>En effet, les offres de ces sociétés pour les lots 3 et 4 ont été déclarées non conformes donc pas acceptées pour examen détaillé déjà au stade de l'examen préliminaire des offres. Elles ont été éliminées car la commission d'évaluation a estimé que les échantillons transmis par ces candidats n'étaient pas conformes au contenu du cahier des charges. Nous notons une certaine confusion entre les critères de recevabilité et les critères d'évaluation faite par l'autorité contractante. A l'examen préliminaire, la commission aurait dû juste examiner la transmission des pièces administratives (qui peuvent être fournies ultérieurement), la garantie de soumission, la lettre de soumission, l'exhaustivité des offres... donc la commission aurait dû se contenter de déclarer ces lots conformes pour l'essentiel puisqu'elles ont été déclarées exhaustives et que les échantillons ont été bien déposés et par la suite ont été acceptées à l'examen détaillé des offres c'est-à-dire la vérification de la conformité des spécifications techniques offertes à celles décrites dans le cahier des charges. C'est uniquement à ce stade de l'évaluation que ces lots devaient être éliminés car considérés comme non conformes aux besoins exprimés par l'autorité contractante.</p> <p>Les lettres de rejet des candidats non retenus ne sont pas déchargées par leurs destinataires donc nous ne pouvons pas confirmer si les lettres de rejet ont été transmises et reçues..</p> <p>Le contrat qui nous a été transmis ne retrace pas toutes les</p>
--	---

	<p>clauses qui avaient été inscrites dans le cahier des charges notamment le délai d'exécution, les pénalités de retard, les conditions de livraison et de paiement du marché... en violation de l'article 13 du CMP.</p> <p>La livraison qui devait se faire cinq (05) jours après l'établissement du bon de commande a été faite le 15 février 2013 soit dix sept (17) jours après l'établissement du bon de commande qui est daté du 28 décembre 2012 sans que les pénalités de retard soient appliquées en violation de l'article 134 du CMP.</p> <p>Les pièces de règlement relatives au Lot 2 attribué à PRISMA – COM ne sont versées pas dans le dossier.</p>
Recommandations	<p>Se conformer aux dispositions des articles 13, 43, 44 et 70 du CMP.</p> <p>Veiller à l'harmonisation des informations consignées dans les différents documents de passation des marchés.</p> <p>Faire la distinction entre les différents critères liés à la recevabilité et à l'évaluation des offres pour éviter l'élimination prématurée d'offres sur des bases infondées.</p> <p>Mentionner dans le procès verbal d'ouverture des plis les noms des entreprises ayant retiré le cahier des charges et classer les reçus de paiement du produit de la vente desdits cahiers des charges.</p> <p>Matérialiser le suivi de la régularisation des pièces administratives manquantes à l'ouverture.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	<p>Les clauses relatives aux pénalités de retard ainsi que le délai d'exécution sont contenus dans le cahier des charges. Nous rappelons que le cahier des charges est l'un des éléments contractuels visé par le modèle type d'acte d'engagement.</p> <p>Les justificatifs d'exécution et de règlement des marchés sont mis à la disposition de la mission.</p> <p>La PNA prend bonne note des observations de la mission.</p>

Appréciation Consultant	du Nous prenons acte de vos commentaires. Les documents en question n'étaient pas dans le dossier lors de notre passage. Sur les autres les points, nous maintenons toutes nos observations et recommandations.
------------------------------------	--

DRP N° S-SAF ASSISTANCE TECHNIQUE ET MAINTENANCE DU PACK LOGICIEL Sage ERP 100 ENTREPRISE SQL Server 25 Postes	
Date de saisine des fournisseurs	1 ^{er} mars 2012
Date de convocation des membres de la CM	09 mars 2012
Date de dépôt des offres et d'ouverture des plis	14 mars 2012 à 09 h 30
Délai de préparation des offres	12 jours
Durée de validité des offres	30 jours
Date d'évaluation	15 mars 2012
Date de convocation des membres de la CM	22 mars 2012
Date d'attribution	28 mars 2012
Date de notification d'attribution définitive	11 avril 2012
Date de souscription et de signature du contrat	12 avril 2012
Date de notification du marché	16 avril 2012
Date d'enregistrement	13 avril 2012
Délai d'exécution	Le contrat prend effet à la date de notification et se terminera le 31 décembre 2012
Fournisseurs consultés	05: NUMHERIT; CCBM HOLDING; TRANSTECH; ZENITH INTERNATIONAL; MILLENIUM TECHNOLOGY GROUP
Nombre d'offres reçues	01 (une) : ZENITH INTERNATIONAL AUDIT & CONSEIL
Estimation du coût	7 000 000 F CFA
Attributaire	ZENITH INTERNATIONAL AUDIT & CONSEIL
Montant du marché en F CFA TTC	6 395 960 F CFA TTC
Non conformités	Le procès verbal d'ouverture des plis ne mentionne pas si le quitus fiscal a été remis par l'unique soumissionnaire ou non comme requis dans le cahier des charges. Une copie de ce PV a été jointe au dossier et qui précise cette information qui a été écrite

	<p>à la main.</p> <p>Nous notons des insuffisances dans la définition des critères de qualification des candidats inscrits dans le cahier des charges.</p> <p>En effet, l'autorité contractante s'est contentée de demander aux soumissionnaires de disposer d'un personnel qualifié sans définir la méthode d'évaluation notamment les poids et les notes à appliquer pour chaque critère. Ce marché étant à caractère intellectuel, l'autorité contractante aurait dû se conformer à l'article 80 du CMP en étant plus précis sur la définition des critères de qualification qui sont déterminants dans le choix des candidats et en déroulant une procédure en deux étapes notamment procéder à l'ouverture et à l'évaluation des offres techniques et après ouvrir et évaluer les offres financières des candidats dont les offres techniques ont atteint la note technique minimal fixée dans la demande de proposition.</p> <p>Ces manquements notés au niveau du cahier des charges ont eu des conséquences dans l'évaluation de la qualification des candidats. Etant donné que les critères liés à la qualification du personnel n'étaient pas précisés dans le cahier des charges, la commission d'évaluation a utilisé comme critères de qualification ceux qui avaient été fixés pour les offres (description des prestations requises et objectifs spécifiques du marché). D'ailleurs, le rapport d'évaluation nous conforte sur ce point en mentionnant que « la partie relative au profil du consultant ne pouvait pas être prise en compte dans l'évaluation parce que les CV du personnel technique n'étaient pas demandés dans le cahier des charges. »</p> <p>Les pièces de règlement du 1^{er} et 4^{ème} trimestre ne sont pas dans la liasse. Les attestations de précompte de la TVA ne sont pas fournies.</p>
Recommandations	<p>Consigner dans les procès verbaux d'ouverture des plis toutes les informations essentielles notamment toutes les pièces qui ont été transmises ou non par les soumissionnaires car ni l'autorité contractante ni les soumissionnaires ne pourront s'en prévaloir ultérieurement. Par conséquent, éviter de rajouter des informations sur les procès verbaux d'ouverture des plis déjà signés par la commission des marchés.</p> <p>Veiller au respect des dispositions de l'article 80 du</p>

	<p>CMP sur la procédure des marchés de prestations intellectuelles en apportant plus de précision sur la détermination des critères de qualification dans le cahier des charges pour une évaluation des offres en bonne et due forme.</p> <p>S'approprier les instructions contenues dans le manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés élaboré et diffusé par l'ARMP pour une bonne tenue des dossiers de marchés et un classement exhaustif des pièces de marché.</p>
Commentaires de l'Autorité Contractante	La PNA prend bonne des observations de la mission.
Appréciation du Consultant	<p>Nous prenons acte de vos commentaires.</p> <p>Par conséquent, nous maintenons toutes nos observations et recommandations.</p>

ANNEXE 1. LETTRE DE TRANSMISSION DU RAPPORT PROVISOIRE



(Conseil, Audit, Expertise, Qualité)

Point E, Boulevard de l'Est Angle Rue de Kaolack BP 11 616 Dakar Tél : 221 33 825 13 16 / 221 33 825 62 59 E mail bsc@arc.sn

Dakar, le 2 juin 2014

**A Madame la Directrice Générale
de la Pharmacie Nationale
d'Approvisionnement
(PNA)**

Objet : Transmission du Rapport Provisoire de la mission de Revue Indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012


Madame la Directrice Générale,

Nous vous prions de trouver ci – joint, pour examen et observations, la version provisoire du rapport de la mission en objet.

Nous vous saurions gré de bien nous faire parvenir vos commentaires et observations dans les quinze jours suivant réception de la présente pour nous permettre de finaliser le rapport.

Nous demeurons à votre disposition pour toute information complémentaire que vous pourriez souhaiter obtenir sur le contenu de ce projet de rapport et vous prions d'agréer, **Madame la Directrice Générale**, l'expression de notre parfaite considération.




Ibra Guéye
Directeur Associé
Business System Control Group
Le Directeur Associé
41 72 - Fax 41 73
18 - Dakar
E-mail : ibra@bsc.sn

ANNEXE 2. REPONSE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

CONFIDENTIEL

N° 0 1550

...../MSAS/PNA/DIR/CPM

REPUBLIQUE DU SENÉGAL
Un peuple-Un but-Une foi

MINISTÈRE DE LA SANTÉ
ET DE L'ACTION SOCIALE

Dakar, le **10 JUIL. 2014**


PHARMACIE NATIONALE
D'APPROVISIONNEMENT



LE DIRECTEUR

Objet : Observations sur le rapport provisoire de la revue indépendante de la conformité des procédures de passation des marchés des autorités contractantes au titre de la gestion 2012.

Monsieur le Directeur Associé,

Nous accusons bonne réception de votre rapport provisoire concernant la mission d'audit de la passation des marchés de la Pharmacie Nationale d'Approvisionnement (PNA) au titre de l'exercice 2012. Nous souhaitons apporter quelques observations sur certains points de non conformité que vous avez pu relever.

- La PNA est un établissement public de Santé non hospitalier, et sa mission principale est d'assurer la mise à disposition des médicaments essentiels génériques y compris dans les situations d'urgence. C'est le cas de l'acquisition du sérum et du vaccin antirabique pour lesquels la PNA a dû agir dans l'urgence avec une faible marge de manœuvre. Néanmoins, pour éviter les risques d'entorse au Code des marchés publics, la PNA s'est entourée de l'appui de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) durant tout le long de cette procédure.
- L'exécution d'un marché passé par Demande de Renseignements et de Prix (DRP) vous a conduit à considérer ce marché comme étant un marché à commande devant requérir l'avis de la DCMP. Cependant, une fois un marché signé à l'issue d'une procédure de DRP, le seul fait pour l'autorité contractante de ne pas commander la totalité du marché ne peut, à notre avis, constituer à lui seul un critère pour qualifier un marché «de marché à commande».
- Par ailleurs, les signes de collusion entre fournisseurs que vous avez pu relever peuvent être avérés. Aussi, la Commission des marchés et la Cellule de passation des marchés de la PNA seront-elles dorénavant plus vigilantes afin de déceler les possibles collusions. A notre avis, des mécanismes de facilitation de ce contrôle telle la vérification des NINEA en ligne, devraient être expérimentés et pourraient être bénéfiques pour les autorités contractantes.
- Les préoccupations de la mission concernant la forme et le contenu du rapport annuel sur la passation des marchés seront prises en compte suivant les remarques qui ont été faites.

2, Route du Service géographique – BP: 4015 – Hann – DAKAR
Tél: (221) 33859-50-50/66 Fax: (221) 33859-50-71
E-mail : direction@pna.sn : Site web : www.pna.sn

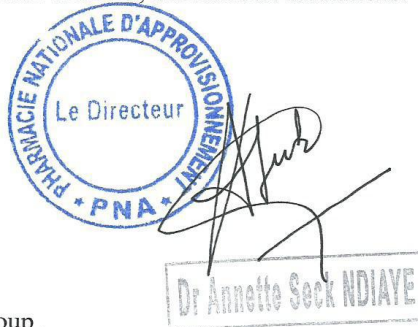
1/2

- Nous avons constaté d'une manière générale que la question de l'enregistrement des marchés était récurrente. Nous vous signalons que l'ensemble des marchés qui ne concernent pas les médicaments ont été enregistrés en application de l'article 424 du code général des impôts. Toutefois, nous admettons que la majorité des marchés d'acquisition de médicaments n'a pas été enregistrée. D'une part, jusqu'en 2011 seul le droit de timbre était exigé pour les marchés de médicament. Par la suite, les droits d'enregistrement de 1 % du montant hors taxes du marché étaient exigés dans certains centres d'enregistrement et dans d'autres cas pas, ce qui a pu créer des confusions.

Il s'y ajoute que ces frais d'enregistrement n'étaient pas prévus dans le Dossier d'Appel d'Offres (DAO). Toutefois, les mesures nécessaires ont été prises pour que cela soit prévu dans le DAO des procédures en cours. A notre avis, cette question va au-delà des marchés et concerne la politique d'approvisionnement en médicaments du Sénégal. En effet, la tendance dans la zone UEMOA est à la défiscalisation du médicament dans le seul but d'en assurer l'accessibilité financière aux populations.

Un tableau récapitulatif des observations que nous apportons à votre rapport ainsi que les pièces justificatives vous sont transmis en pièces jointes. Nous restons à votre entière disposition pour d'autres informations complémentaires.

Nous vous prions d'agréer, **Monsieur le Directeur Associé**, nos sincères salutations.



Monsieur Ibra GUEYE
Directeur Associé de Bussiness Consulting Group
Point E Boulevard de l'Est
DAKAR

Pièce jointe :

- Tableau récapitulatif des observations,
- Pièces justificatives.

Tableau récapitulatif des observations

Marchés audités	REPONSES PNA
-AOI 11/2011 Fourniture de médicaments essentiels, p 12 et suivants:	<p>La revue des marchés de l'exercice 2012 a mis en exergue plusieurs points de non-conformité dont le fait que le Chef du service Administratif et Financier de la PNA ait été désigné Président de la commission des marchés au début de l'exercice 2012. La composition de la commission des marchés a été soumise à la validation de la Direction Centrale des Marchés Publics qui a par la suite émis des réserves sur ce point.</p> <p>Donnant suite à cette observation, la PNA a pris les mesures rectificatives par la note de service n°000495/MSAS/PNA/DIR du 9 Mars 2012.</p> <p>Par ailleurs, l'arrêté n° 12786 du MEF en date du 26 décembre 2012 est postérieur à la situation observée.</p> <p>Dans votre rapport provisoire vous soulignez le fait que le Laboratoire LAFRAN n'a fourni aucun échantillon sur l'ensemble des articles en violation des stipulations du DAO.</p> <p>En retour, nous vous soulignons que le Laboratoire en question a bien soumis des échantillons pour tous les articles pour lesquels il a été retenu. Nous vous informons que pour les appels d'offres d'acquisition de médicament la présence d'échantillons est indispensable à la fois pour l'évaluation des offres et pour l'exécution du marché, par conséquent aucun soumissionnaire ne peut être retenu si son offre n'est pas accompagnée d'échantillons.</p> <p>Ces échantillons, classés et archivés, sont disponibles dans les locaux de l'Etablissement, il est toujours possible pour vous de vérifier l'existence des échantillons du fournisseur en question dans l'échantillon thèque de la PNA.</p> <p>L'enregistrement des marchés de médicaments est une question importante que la PNA a abordée à plusieurs reprises au plus haut niveau de l'Etat entre le Ministère de la Santé et de l'Action Sociale et le Ministère de l'Economie et des Finances. Il y a une incertitude sur ce point car si certains fournisseurs enregistrent leur marché gratis, d'autre doivent s'acquitter de frais d'enregistrement à hauteur de 1% du montant du marché plus les timbres.</p> <p>Enfin les documents relatifs à l'exécution des marchés échantillonnés pour l'audit ont été transmis dans les liasses constituant les ordres de paiements.</p> <p>En conclusion, nous considérons ces points de non-conformité levés et suggérons qu'ils</p>

Tableau des réponses apportées à la mission d'audit de la Gestion 2012

Page 1

Tableau récapitulatif des observations

	soient enlevés du rapport.
Appel d'Offres Restreint International p16	<p>La totalité de l'appel d'offres a été déroulée sous le contrôle de la DCMP, par conséquent nous n'avons pas d'observations sur la procédure. Tous les courriers relatifs à la procédure sont à la disposition de l'auditeur.</p> <p>La PNA prend bonne note des observations de la mission.</p> <p>Toutefois, il sied de rappeler le contexte dans lequel cette procédure a été lancée. Nous avons reçu des instructions de la Primature via le ministère de tutelle suite à des informations selon lesquelles des cas de rage étaient observés dans le pays. La PNA n'ayant pas dans son portefeuille un précédent d'acquisition de vaccin et sérum antirabique, a demandé une entente directe qui lui a été refusée par la DCMP qui lui a proposé un appel d'offres restreint.</p> <p>La difficulté réside dans le fait que ce genre de fournitures sont de moins en moins produits par les laboratoires des pays industrialisés qui en sont presque à l'éradication de ces infections, et que d'autres laboratoires qui proposent ces fournitures n'offrent pas toutes les garanties de qualité et de traçabilité de leur produit.</p> <p>Toutes les dispositions ont été prises pour rendre ces fournitures disponibles en permanence à la PNA.</p>
DRP Fourniture de licences de logiciels informatiques attribuée à Platform Technologie pour 4.275.317 FCFA P23	<p>La présente procédure portait sur l'acquisition de licences de logiciels déjà installés et utilisés au niveau de la PNA, par conséquent il n'est pas possible de rajouter la mention « ou équivalent » sans courir le risque qu'on nous fournisse des licences incompatibles avec nos logiciels. Par conséquent nous considérons que l'article 7.3 du Code des marchés publics n'a pas été violé, par ailleurs les licences demandées sont proposées par plusieurs fournisseurs différents.</p> <p>La PNA prend bonne note des observations de la mission.</p>
Entretien groupe électrogène	<p>Les clauses relatives aux pénalités de retard ainsi que le délai d'exécution sont contenus dans le cahier des charges. Nous rappelons que le cahier des charges est l'un des éléments contractuel visé par le modèle type d'acte d'engagement.</p> <p>La PNA prend bonne note des observations de la mission.</p>
DRP Supports de communication attribuée à AD Services pour les lots 3, 5,7 et 8 ; MBC pour les lots 1, 2, 4 et 6 et à Mora Multi services pour le lot 9	<p>Les documents relatifs à l'exécution de tous les lots sont mis à votre disposition pour complément d'étude. Des mesures correctives ont été prises pour rectifier les autres points de non-conformité.</p>

Tableau des réponses apportées à la mission d'audit de la Gestion 2012

Tableau récapitulatif des observations

	La PNA prend bonne note des observations de la mission.
-DRP Fourniture et Montage de Pneumatique p24 :	Voir Notification de précompte TVA joint à l'Ordre de Paiement N°0012481. L'OP N° 0014503 ne peut pas faire l'objet de PV de réception car le montant de la dépense est inférieur à 300 000 f CFA ttc (Voir Décret n° 2011-1880 du 24 novembre 2011 portant Règlement général sur la Comptabilité publique). La PNA prend bonne note des observations de la mission.
-DRP Assistance technique et maintenance du logiciel SAGE :	Cette pièce administrative n'est pas fournie par le soumissionnaire à l'ouverture des plis, mais présenté en tant que complément de dossier.
-DRP Consommables Informatique : p27	Tous les éléments de la procédure : de la lettre d'invitation à la notification de l'attribution provisoire sont présents dans le dossier. la copie du contrat signé par les deux parties et enregistré est joint dans le dossier et l'original dans le premier dossier de règlement : OP N°013275/B du 26 Mars 2012
DRP ACQUISITION DE FOURNITURES DE BUREAU ET CONSOMMABLES BUREAUTIQUES p21 :	De votre rapport, il ressort que le contrat ne mentionne pas de délai d'exécution et de pénalités de retard. Il convient juste d'attirer votre attention sur le fait que le cahier des charges ayant pris en compte toutes ces mentions obligatoires est réputé faire partie intégrante du Marché. Dès lors les dispositions de l'article 13 du CMP ont bien été respectées. La similarité des offres dans leur présentation et la présence de la même erreur sur l'article « ôte-agrafe » atteste de la présence d'un bordereau de quantités annexé au cahier des charges retiré par les candidats. Les plis sont ouverts en séance publique en présence des membres de la commission des marchés à la date et heure limite de dépôt des offres. Ainsi la manière de procéder des candidats dans l'élaboration de leurs offres ne saurait engager l'autorité contractante qui ne dispose d'aucun moyen de contrôle sur les soumissionnaires quant au contenu de leurs offres. Par ailleurs sauf si les signes d'offres collusives sont manifestes et flagrantes, dans lequel cas il est arrivé que la commission des marchés de la PNA rejette toutes les offres, nous (autorité contractante) disposons de peu de moyens de vérification. Si des dispositifs de vérification en ligne par le NINEA ou le numéro de registre de commerce étaient disponibles, les autorités contractantes pourraient procéder aux vérifications plus facilement.

Tableau des réponses apportées à la mission d'audit de la Gestion 2012

Tableau récapitulatif des observations

	Les justificatifs de paiement, d'exécution et de règlement contenus dans le dossier sont ceux qui concernent le marché
DRP ENTRETIEN ET MAINTENANCE DE MATERIEL INFORMATIQUE ET TELEPHONIQUE p23	Les mentions relatives aux pénalités de retard sont contenues dans le cahier des charges qui est réputé faire partie intégrante du marché.
DRP ENTRETIEN DE MATERIELS DE CLIMATISATION ET DE CHAMBRES FROIDES p24-25-26-27	La PNA prend bonne note des observations de la mission.
-DRP Acquisition d'un logiciel de gestion des PTA p22 :	Les lettres des candidats non retenus sont versées dans le dossier (copie dossier en pièce jointe). Les clauses relatives aux pénalités de retard ainsi que le délai d'exécution sont contenus dans le cahier des charges. Nous rappelons que le cahier des charges est l'un des éléments contractuel visé par le modèle type d'acte d'engagement. Les documents liés au règlement du marché sont mis à disposition (copie OP n°0018437/B du 22 Avril 2013).
DRP fourniture de transpaletteuses manuelles et de réfrigérateurs p27	Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché sont mis à disposition de la mission. Une copie du contrat signé est mise à votre disposition.
DRP fourniture de cadeaux de Noël p27 et suivants	Des mesures correctrices ont été prises pour éviter les risques de collusion, la PNA prend bonne note des observations de la mission.
DRP acquisition d'agendas et de calendriers p29 et suivant	Les clauses relatives aux pénalités et retard ainsi que le délai d'exécution sont contenus dans le cahier des charges. Nous rappelons que le cahier des charges est l'un des éléments contractuel visé par le modèle type d'acte d'engagement. Les justificatifs d'exécution et de règlement du marché sont mis à disposition de la mission. La PNA prend bonne note des observations de la mission
DRP assistance technique et maintenance du pack logiciel SAGE p30 et suivant	La PNA prend bonne note des observations de la mission.
AOO Couverture en assurance des risques liés à l'activité p 13	La PNA prend bonne note des observations de la mission

Tableau des réponses apportées à la mission d'audit de la Gestion 2012

Page 4

Tableau récapitulatif des observations

<p>Nettoieiment des locaux et enlèvement des ordures au siège de la PNA p15</p>	<p>L'incohérence entre les montants des contrats tient d'une erreur sur le marché initial qui était fixé à Huit Million Cinq Cent Quarante Quatre Mille (8.544.000) FCFA annuel pour une prestation mensuelle de Sept Cent Douze Mille FCFA, or le contrat était prévu pour une durée de dix (10) mois et le montant aurait dû être fixé à Sept Millions Cent Vingt Mille (7.120.000) FCFA. C'est en préparant l'avenant 1 que l'erreur a été décelée et corrigée et le montant de l'avenant calculée sur la base du montant réel du marché.</p> <p>Nous tenons à souligner le fait que le marché a été exécuté sur le base de l' offre mensuel retenu comme moins disant et que l' avenant a été calculé sur le montant du marché initial couvrant les dix (10) mois restant de l'année budgétaire.</p>
--	--

